

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR
MATHIEU PINARD

LES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL À L'ÈRE DES POURSUITES JUDICIAIRES : LE
CAS DU DISTRICT D'ARTHABASKA, 1920-1929

JUIN 2018

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

RÉSUMÉ

Notre étude vise à exposer l'expérience vécue par des ouvriers des villes de l'amiante et des villes manufacturières du Centre-du-Québec à partir d'un événement fortuit de leur vie, soit les accidents du travail. En 1909, le Québec adopte un système d'indemnisation des accidents du travail à responsabilité objective. Désormais, les ouvriers peuvent recevoir une indemnisation à la suite d'un accident du travail sans prouver que l'accident résulte de la faute de leurs employeurs. Toutefois, la nouvelle loi reconduit le traitement des accidents du travail par l'entremise des tribunaux civils. En Amérique du Nord, peu de juridictions ont choisi cette voie, la plupart ont établi un comité indépendant afin d'indemniser les travailleurs.

Notre étude porte sur les poursuites pour accidents du travail présentées devant la Cour supérieure du district d'Arthabaska entre 1920 et 1929. Nous établissons d'abord un portrait sociodémographique des différents acteurs rencontrés. Ensuite, nous présentons les grandes causes d'accidents ainsi que les blessures déclarées par les ouvriers. Nous continuons avec une analyse des différents montants perçus par les ouvriers, ce qui permet d'exposer comment la loi de 1909 fut concrètement appliquée. Puis, nous présentons les diverses stratégies et arguments utilisés par les avocats des entreprises afin de nier le droit à l'indemnisation aux ouvriers. Cela permet de démontrer la spécificité de la loi de 1909, tout en exposant les limites de ce système.

Les résultats de notre recherche montrent que le système québécois favorise la conciliation entre les ouvriers et les entreprises, puisqu'avant même le commencement

des procédures, les juges tentent de concilier les parties et poursuivent ce but tout au long du procès. Le fonctionnement des poursuites, les principes restrictifs, mais surtout, les principes forfaitaires utilisés par la législation engendrent plusieurs disparités et inégalités entre les montants reçus. Ainsi, les bénéfices retirés par les ouvriers varient d'un cas à l'autre. Par exemple, lors du décès du chef de famille, l'indemnisation reçue est bénéfique puisqu'elle permet de recevoir un montant servant à combler le salaire du principal pourvoyeur, du moins, pour un certain temps. Dans d'autres cas, les ouvriers reçoivent une indemnisation dérisoire puisqu'ils doivent prouver que les blessures déclarées réduisent leur capacité au travail.

REMERCIEMENTS

Je souhaite d'abord remercier mes parents, Sylvie Laprade et Gabriel Pinard, pour leur générosité et leur support inconditionnel tout au long de mon cursus universitaire. Je tiens aussi à remercier ma sœur Charlène et mes amis pour le soutien et pour avoir supporté mes histoires et récits sur les gens d'autrefois depuis quelques années. J'ai la chance d'avoir un entourage formidable qui m'a fourni une écoute et de multiples encouragements. Je désire également remercier mon collègue et ami Francis Bergeron pour toutes les belles soirées à discuter de nos trouvailles et des divers aspects de nos mémoires.

Je veux aussi remercier mon directeur de maîtrise Thierry Nootens pour sa disponibilité, son soutien et ses encouragements depuis les débuts. Sa connaissance de l'histoire du droit, de la justice et de la régulation sociale ont permis de rendre à terme ce projet. Merci aussi à mon codirecteur Yvan Rousseau pour sa passion et son expertise en histoire régionale. Merci à vous deux pour avoir cru en mon projet et m'avoir laissé une grande latitude dans l'élaboration de ce mémoire, tout en me fournissant un cadre d'analyse rigoureux.

Je tiens à exprimer ma gratitude au personnel du Centre d'archives de la Mauricie et du Centre-du-Québec à Trois-Rivières pour m'avoir aidé et supporté tout au long du processus de recherche. Je dois aussi souligner la générosité du Centre d'archives de la région de Thetford pour m'avoir permis d'utiliser certaines pièces d'archives photographiques dans ce mémoire. Merci à tous les professeurs d'histoire de l'Université du Québec à Trois-Rivières pour leur expertise, leur écoute et leur passion.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	i
REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES FIGURES	ix
INTRODUCTION.....	1
BILAN DE LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE	3
La régulation du monde du travail avant l'avènement des lois à indemnisation objective.....	3
L'incidence des lois des manufactures sur le traitement des accidents du travail.....	7
L'avènement des lois à indemnisation objective : Québec, Ontario, États-Unis.....	10
La loi de 1909	16
NOTRE ÉTUDE	23
Le cadre spatio-temporel	24
Les sources.....	26
La méthodologie	27
LE PLAN DE L'ÉTUDE	30
CHAPITRE 1- LES ACTEURS ET LA SOCIOGÉOGRAPHIE DES ACCIDENTS DE TRAVAIL.....	32
1.1 Les demandeurs et les victimes	32
1.1.1 Les hommes.....	32
1.1.2 Les femmes.....	33
1.1.3 L'âge des victimes	35

1.1.4 Les lieux de résidence des victimes.....	36
1.2 Géographie des accidents du travail.....	39
1.2.1 Les régions de l'amiante.....	39
1.2.2 La concentration des capitaux et du salariat dans l'industrie de l'amiante	40
1.2.3 Drummondville.....	46
1.2.4 Victoriaville et les Bois-Francis	48
1.3 La prise en charge hospitalière et médicale des victimes d'accidents	50
1.3.1 Les médecins du district d'Arthabaska.....	50
1.3.2 L'accès aux soins	51
CONCLUSION.....	53
 CHAPITRE 2- L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL, LES CAUSES	
D'ACCIDENTS ET LA NATURE DES BLESSURES	55
 2.1 L'industrie de l'amiante, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle : la réalité	
sur le terrain	55
2.1.1 Évolution des techniques d'exploitation jusqu'à la Première Guerre mondiale	55
2.1.2 Les différentes techniques d'exploitation, 1920-1930.....	59
2.2 Les accidents dans les mines d'amiante.....	62
2.2.1 Un portrait général	62
2.2.2 Les travailleurs de fond	66
2.2.3 Les serre-freins	71
2.2.4 Les ouvriers du moulin.....	72
2.2.5 Les huileurs de machinerie.....	73
2.2.6 Les accidents affectant tous les corps de métiers	74
2.3 Les accidents à Drummondville, Victoriaville et dans les Bois-Francis	76
2.3.1 Le chantier de la Canadian Celanese.....	77
2.3.2 L'industrie du textile.....	78
2.3.3 Les manufactures de meubles et de chaises.....	78
CONCLUSION.....	79
 CHAPITRE 3- LES INDEMNISATIONS PERÇUES	82

3.1 Indemnisation pour incapacité totale et temporaire	82
3.1.1 L'entreprise paie le demi-salaire pendant plusieurs mois.....	84
3.1.2 Les délais des poursuites contre les entreprises.....	85
3.1.3 Indemnisation partiellement payée	87
3.1.4 Indemnisation impayée depuis l'accident.....	88
3.1.5 Temps d'attente pour les veuves.....	89
3.2 Indemnisation pour incapacité partielle et permanente	90
3.2.1 Les modalités pour déterminer l'indemnisation	90
3.2.2 Les propositions de l'entreprise en guise d'indemnisation.....	91
3.2.3 Les consentements avec tous les renseignements sur l'indemnisation et l'incapacité.....	93
3.2.4 Les consentements avec les plus grandes différences entre les montants demandés et reçus	95
3.2.5 Les différences entre montant initial et reçu lors d'un jugement formel.....	96
3.3 Analyse des montants reçus pour diverses blessures	99
3.3.1 Les blessures aux doigts résultants en une amputation	100
3.3.2. Les blessures aux bras	102
3.3.3 Blessures aux pieds et aux jambes.....	103
3.3.4 Facteurs externes influençant le montant de l'indemnisation.....	105
CONCLUSION	107
CHAPITRE 4- LES DÉBATS EN JUSTICE	110
4.1 L'argumentaire et les stratégies des entreprises	110
4.1.1 Le plaidoyer	110
4.1.2 Les références aux articles restrictifs de la loi de 1909	111
4.1.3 Le recours à diverses circonstances	113
4.1.4 Des ouvriers paresseux ?.....	114
4.1.5 L'absence de lien entre l'accident et l'incapacité.....	115
4.1.6 L'absence de lien d'emploi direct.....	116
4.2 Les motions et les accusations à l'endroit des demandeurs	117
4.2.1 Les motions pour obtenir des renseignements de base.....	118
4.2.2 Les motions pour obtenir des détails au sujet des fautes reprochées.....	119

4.2.3 Retourner les accusations	121
4.3 Les procès remportés par les demandeurs, lorsque la faute de l'employeur est plaidée.....	122
4.4 Les poursuites en vertu de la responsabilité civile	127
4.5 Les refus en vertu des restrictions de la loi de 1909	130
4.6 Les ouvriers victimes de plusieurs accidents	132
CONCLUSION.....	136
CONCLUSION GÉNÉRALE	139
BIBLIOGRAPHIE.....	146

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : Renseignements sur les veuves et leurs ménages, 1920-1929	35
TABLEAU 2 : Nombre d'entreprises qui exploitent l'amiante au Québec et nombre d'entreprises présentes dans notre corpus en fonction de l'année, 1920-1928..	41
TABLEAU 3 : Valeur de la production québécoise d'amiante, 1911-1928	42
TABLEAU 4 : Ouvriers employés dans les mines d'amiante et dans les mines du Québec, tonnes produites et valeur de la production, 1920-1928.....	57
TABLEAU 5 : Causes d'accidents non mortels dans les mines du Québec, 1920-1928	63
TABLEAU 6 : Causes d'accidents non mortels dans les mines d'amiante, 1920-1928..	64
TABLEAU 7 : Causes d'accidents mortels et non mortels dans les mines d'amiante, 1920-1928	65
TABLEAU 8 : Présentation de dossiers mentionnant la date de cessation des paiements	86
TABLEAU 9 : Dossiers avec tous les renseignements sur l'indemnisation et l'incapacité	93
TABLEAU 10 : Consentements avec un grand écart entre le montant voulu et reçu	95
TABLEAU 11 : Présentation des dossiers se terminant par un jugement formel.....	97
TABLEAU 12 : Montants reçus pour diverses blessures aux doigts.....	101
TABLEAU 13 : Montants reçus pour diverses blessures aux bras.....	102
TABLEAU 14 : Montants reçus pour diverses blessures aux pieds et aux jambes	104

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1: Districts judiciaires	26
FIGURE 2 : Tranche d'âge des victimes d'accident en pourcentage, 1920-1929	36
FIGURE 3 : Photo aérienne des installations de la mine King, propriété de l'Asbestos Corporation Limited, s.d., entre 1930-1940.....	37
FIGURE 4 : Photo aérienne du vieux quartier Saint-Maurice, 1972	38
FIGURE 5 : Lieu de résidence approximatif de huit demandeurs habitant le centre-ville de Thetford Mines, 1920-1928	38
FIGURE 6 : Gisements d'amiante de la province de Québec, 1923.....	40
FIGURE 7 : L'atelier de traitement à l'épreuve du feu de la mine Beaver, vers 1930....	58
FIGURE 8 : Pylône servant à tendre les câbles-grues de la mine King, 1926.....	58
FIGURE 9 : Technique des câbles-grues, 1927.....	60
FIGURE 10 : Technique du plan incliné, 1923	61
FIGURE 11 : Technique du <i>glory hole</i> , 1923	61
FIGURE 12 : Technique en gradin, 1928	62
FIGURE 13 : Nombre d'accidents dans les mines d'amiante en fonction des mois de l'année, 1920-1929	67
FIGURE 14 : Pourcentage d'ouvriers qui demandent un demi-salaire, 1920-1928	84
FIGURE 15 : Croquis des parois du puits de la Federal Asbestos Co. de Robertsonville, 1920	123
FIGURE 16 : Croquis du puits de la mine de la Federal Asbestos Co. de Robertsonville, 1921	125
FIGURE 17 : Rapport d'accident (recto), 1920.....	132
FIGURE 18 : Rapport d'accident (verso), 1920	134

INTRODUCTION

Le 9 décembre 1919, vers 3 h 30 du matin, Émile Caron, 38 ans, est victime d'un accident dans le cadre de son travail pour la Black Lake Asbestos & Chrome Co. Alors qu'il chargeait de l'amiante dans un wagon, un morceau de pierre d'une grosseur considérable se détacha de la paroi et le frappa violemment alors qu'il se trouvait dans le puits de la mine situé à 200 ou 300 pieds en contrebas. Lors de cet éboulement, « [il] s'est fait casser l'avant-bras du bras droit et il a eu les os de la main fracturés, il s'est aussi fracturé les os de la hanche droite, et les ligaments et les muscles ont été déchirés. » Cet incident est à l'origine de la poursuite engagée par M. Caron contre la compagnie. Sa requête soutient que ledit accident est survenu par la faute inexcusable de la compagnie qui aurait négligé l'inspection des parois. Il affirme en outre qu'il était du devoir de l'entreprise de solidifier ou d'abattre les morceaux de pierre qui menaçaient de s'écrouler. En raison de cette « négligence grosse et inexcusable », sa capacité de travail se trouverait réduite de 75 %, sans compter qu'il fut dans l'incapacité absolue de travailler pendant une année. À l'issue du procès, le juge J. Camille Pouliot condamne la compagnie à verser 3 000 \$ en guise d'indemnisation¹.

Dans ce cas, M. Caron a prouvé qu'il rencontrait les conditions nécessaires pour recevoir l'indemnisation prévue par la loi des accidents du travail de 1909. Toutefois, M. Caron et ses représentants n'ont pu établir que l'accident résultait d'une faute inexcusable commise par l'entreprise. Au moment de l'accident, le système

¹ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ), Centre d'archives de la Mauricie et du Centre-du-Québec (CMCDQ), Cour supérieure du district d'Arthabaska (TP11, S11), matières civiles en général (SS2), dossiers (SSS1). Émile Caron/Black Lake Asbestos & Chrome Co. Limited, no. 71/390, 18 mars 1920.

d'indemnisation des accidents du travail sans égard à la faute est en vigueur au Québec depuis une décennie. Avant la loi des accidents du travail de 1909, l'ouvrier pouvait intenter un recours contre son employeur, en vertu des articles 1053 à 1056 du Code civil du Québec de 1866. Pour obtenir une indemnisation, la victime devait établir « la preuve de la faute de son employeur, la preuve des dommages pécuniaires et la preuve du lien de causalité entre les dommages subis et la faute du patron². » Ainsi, peu d'ouvriers victimes d'accidents du travail recevaient une indemnisation comme ils ne pouvaient lier directement l'accident à une faute de leur employeur³. Sans compter que la majorité des travailleurs qui se blessaient au travail n'avaient ni les moyens, ni le temps d'entreprendre des procédures.

Notre étude porte sur les poursuites pour accidents du travail entendues par la Cour supérieure dans le district d'Arthabaska entre 1920 et 1929. Notre démarche s'inscrit dans trois champs de littérature scientifique : l'histoire ouvrière, l'histoire juridique, puis l'histoire régionale.

L'histoire des travailleurs a longtemps été analysée par le biais des organisations ouvrières. Ensuite, les chercheurs ont aussi étudié les conditions de travail, puis la législation ouvrière. Dans les années 1990, les historiens ont élargi leurs enquêtes aux stratégies de reproduction familiale, aux mouvements migratoires, puis à la culture. Récemment, les études sur le risque sont venues renouveler l'historiographie ouvrière.

Nous chercherons de notre côté à contribuer à l'histoire ouvrière au moyen d'une étude des accidents de travail. Ce mémoire vise d'abord à dresser un portrait sociodémographique des acteurs impliqués dans les poursuites. Ensuite, il tente d'établir

² Katherine Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité : analyse historique et critique », Mémoire de maîtrise sur le développement du droit québécois en matière d'accidents du travail de 1875 à 1985, (UQAM), Montréal, Thémis, 1986: 16.

³ Selon le rapport de la commission Globensky paru en 1908, seulement 12 à 25 % des accidentés recevaient une indemnisation en raison de la difficulté à prouver la faute de l'entreprise. *Ibid.* : 46.

les causes d'accidents et les blessures survenues dans les industries du district judiciaire d'Arthabaska. Il expose enfin les expériences de recours en justice par ces ouvriers ainsi que le fonctionnement concret du processus d'indemnisation prévu par la loi des accidents du travail de 1909.

BILAN DE LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE

La régulation du monde du travail avant l'avènement des lois à indemnisation objective

À partir du milieu du XIX^e siècle, l'exode rural, la croissance urbaine, puis l'expansion soutenue du secteur industriel contribuent à modifier les rapports socio-économiques. Les exigences de la transition au capitalisme industriel font en sorte que l'État multiplie ses interventions afin de protéger la propriété privée et pacifier l'espace public. Malgré le triomphe des principes du libéralisme économique, une certaine régulation du marché du travail se met en place, bien que son caractère effectif soit éminemment limité. Au Canada, l'élaboration des lois du travail est fragmentée dès le départ, en raison des divers paliers de gouvernement et de l'autonomie relative des provinces⁴. Puisque l'AANB n'aborde pas les phénomènes nouveaux en contexte d'industrialisation comme les normes de travail et le droit d'association, les différents paliers de gouvernement peuvent tous prétendre à une compétence en matière de législation ouvrière et industrielle. Dès 1883, les jugements du comité judiciaire du Conseil privé limitent les pouvoirs du gouvernement fédéral⁵. Les provinces vont donc être amenées à investir ce champ de compétence. Au Québec, c'est *l'Acte des*

⁴ Judy Fudge et Eric Tucker, « Pluralism or Fragmentation? The Twentieth-Century Employment Law Regime in Canada », *Labour/Le Travail*, vol. 46 (Automne 2000): 254.

⁵ Entre 1894 et 1914, le fédéral légifère en quatre domaines : les différends industriels, l'immigration, les salaires raisonnables pour les employés fédéraux et le repos dominical. Outre ces domaines, durant cette période, l'apport du gouvernement fédéral en matière de législation ouvrière s'effectue davantage au niveau de la création de statistiques nationales sur l'industrialisation. John A. Dickinson, « La législation et les travailleurs québécois, 1894-1914 », *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 41, no 2 (1986): 359.

manufactures de Québec de 1885 qui établit les premiers standards de sécurité⁶. Pour André C. Côté, « la loi de 1885 intervenait donc pour la première fois dans la sacro-sainte liberté contractuelle »⁷.

Le texte de la loi débute en mentionnant qu'« il n'est pas permis de tenir une manufacture de manière que la vie de qui que ce soit qui y est employé soit en danger, ou de façon que la santé de ceux qui y sont employés soit probablement en danger d'être permanemment compromise »⁸. Ensuite, la loi oblige les patrons à équiper toutes les sources de danger d'appareils protecteurs. La loi inclut aussi plusieurs clauses relatives à l'âge et aux heures de travail⁹. Puis, la province engage des inspecteurs afin de faire respecter ces nouvelles dispositions¹⁰. En 1894, l'Acte des manufactures est abrogé et remplacé par la *Loi sur les établissements industriels*. Celle-ci reprend sensiblement la même approche en ce qui a trait aux mesures de sécurité que doit offrir l'employeur. Elle instaure l'inspection annuelle des « chaudières » et indique que la machinerie doit être entourée des « meilleures protections possible », et entretenue dans « les meilleures conditions possible » pour les travailleurs¹¹. Toutefois, la loi s'applique à seulement

⁶ En 1880 le gouvernement fédéral dépose un projet de loi visant à documenter les heures de travail dans les ateliers, moulins et autres fabriques du Canada. En 1882, les conclusions du rapport indiquent que les conditions de travail des enfants et des ouvriers, en général, sont déplorables. Ce rapport a probablement eu plusieurs répercussions, car deux ans plus tard, l'Ontario adoptait la première loi visant à réglementer le travail en industrie, le *Factory's Act*. Cette loi s'inspire d'une loi anglaise de 1878, *Factory and Workshop Act*. L'Acte des manufactures du Québec voté en 1885 s'inspire donc des lois anglaises et ontariennes. André C. Côté, « L'Acte des manufactures de Québec, 1885: un centenaire », *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 40, no 3 (1985): 623-624.

⁷ *Ibid.* : 625.

⁸ Les statuts refondus de la province de Québec, 1894, *Acte des manufactures de Québec*, 48 V. (1885), c.32, art. 3020.

⁹ L'acte des manufactures stipule qu'aucune fille de moins de 14 ans et aucun garçon de moins de 12 ans ne peuvent être employés dans une manufacture. Par la suite, les heures de travail sont limitées à 10 heures par jour pour les mineurs et les femmes, pour un maximum de 60 heures par semaine. *Ibid.* : art. 3026 à 3030.

¹⁰ Les inspecteurs ont le pouvoir de donner des amendes aux contrevenants. Sans compter qu'ils sont en mesure de demander aux tribunaux des ordonnances afin que les patrons appliquent leurs recommandations en matière de sécurité. *Ibid.* : art. 3031 à 3035.

¹¹ Les statuts refondus de la province de Québec, 1894, *Loi sur les établissements industriels*, 57 V. (1894), c.30, art. 3021 à 3027. L'efficacité des inspections de chaudières fut améliorée en 1902 lorsque le gouvernement crée un bureau de quatre employés chargés uniquement de leur surveillance. Puis, la professionnalisation des examinateurs fut complétée par la *Loi relative aux ingénieurs* en 1914. Pour plus

40 % des travailleurs, les ouvriers des ateliers familiaux, les travailleurs agricoles, les ouvriers des mines et forêts étant exclus de son application¹². Pour John A. Dickinson, la protection des travailleurs débute avec ces lois, car le gouvernement embauche des inspecteurs afin de faire appliquer les normes de sécurité¹³. En Ontario Eric Tucker, soutient que le *Factory Act* est une victoire partielle des travailleurs, puisqu'avec cette loi l'État impose un minimum de mesures de sécurité¹⁴.

D'autres juridictions ont établi les structures nécessaires afin d'encadrer le travail industriel avec des lois similaires. Si certaines mesures introduites par ces lois furent bénéfiques comme la limitation imposée aux heures de travail et les inspections de chaudières, d'autres mesures eurent une portée assez limitée. Dans l'ensemble, les lois des manufactures furent critiquées pour la faiblesse de leurs principes, mais surtout pour leur application déficiente¹⁵. Dans le cas de l'État de New York, Rudy R. Higgens-Everson mentionne que les inspecteurs des manufactures font preuve d'une grande clémence avec les employeurs à la fin du XIX^e siècle. La commission du travail de cet État a poursuivi 119 fois sur les 40 000 violations commises¹⁶. Selon l'inspecteur Mackin P. Tecumseh Sherman, il s'avère impossible d'augmenter la sécurité, même

d'informations sur l'évolution des lois concernant l'inspection des chaudières ainsi que la professionnalisation du travail d'inspecteurs voir Roger Chartier, « Les indemnités pour accidents du travail, les bureaux de placement gratuits et la Première Guerre mondiale (1909-1918) », *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 17, no 3 (1962): 296-301; Dickinson, « La législation et les travailleurs québécois »: 365 et 367. Aux États-Unis John Fabian Witt soutient que l'explosion des chaudières et les collisions de trains furent les premières préoccupations des ingénieurs à partir du milieu du XIX^e siècle. John Fabian Witt, *The Accidental Republic: Crippled Workingmen, Destitute Widows, and the Remaking of American Law*, Cambridge, Harvard University Press, 2004: 118-122.

¹² Dickinson, « La législation et les travailleurs québécois »: 372.

¹³ Trois ans après l'adoption de l'Acte des manufactures en 1888, la province nomme les trois premiers inspecteurs, Charles T. Côté, James Mitchell et Louis Guyon. En 1900, la province ajoute un quatrième inspecteur. En 1910 ce nombre est porté à six, et en 1915 dix inspecteurs desservent la province. *Ibid.* : 363 et 367; Côté, « L'Acte des manufactures de Québec »: 627.

¹⁴ Eric Tucker, *Administering Danger in the Workplace: The Law and Politics of Occupational Health and Safety Regulation in Ontario: 1850-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1990: 131.

¹⁵ L'inspection annuelle des chaudières instaurée en 1894 a réduit le nombre d'explosion. Avant cette loi, les inspecteurs déclaraient environ dix explosions par année, tandis qu'ils notèrent deux explosions entre 1894 et 1897. Dickinson, « La législation et les travailleurs québécois »: 365-367 et 372.

¹⁶ Rudy R. Higgens-Everson, « From Industrial Police to Workmen's Compensation: Public Policy and Industrial Accident in New York, 1880-1910 », *Labor History*, vol. 38, no 4 (1998): 370.

avec plus d'inspecteurs, en raison des amendes ridicules que les employeurs doivent payer lorsqu'ils sont pris en défaut. À la fin du XIX^e, le faible nombre de poursuites mises en branle par les inspecteurs ainsi que la faiblesse des amendes reliées aux transgressions émergent comme critiques tant aux États-Unis, en Ontario, qu'au Québec¹⁷.

Au Québec, l'application de ces lois fut particulièrement lacunaire en ce qui concerne le travail des enfants. Pour Michel Pelletier et Yves Vaillancourt, l'Acte des manufactures, puis la Loi sur les établissements industriels sont des actions « timides », car en établissant l'âge minimal pour travailler à 12 ans, elles reconnaissent la normalité du travail des enfants¹⁸. Plus d'une décennie après l'adoption de la loi, l'inspecteur en chef Louis Guyon déplore qu'il y ait encore des « milliers d'enfants sur lesquels les inspecteurs des manufactures n'ont aucun contrôle »¹⁹. En 1907 en raison des recommandations des inspecteurs, l'âge requis sera porté à 14 ans pour les garçons. Quelques années plus tard, en 1912, *Le bureau de la statistique industrielle* créé la même année indique que la législation s'avère encore inefficace pour contenir le travail des enfants²⁰.

Selon Dickinson, Tucker et Sylvestre l'application déficiente de ces lois découle directement des faibles ressources octroyées par les provinces afin de faire respecter

¹⁷ Selon Tucker en Ontario les inspecteurs utilisent davantage la persuasion que les poursuites afin de stimuler les employeurs à investir dans la sécurité. Parallèlement, Terry Copp indique qu'en théorie la loi québécoise prévoit des amendes pour les contrevenants, mais qu'en pratique les inspecteurs utilisent la persuasion et les menaces pour faire appliquer les principes. Pour plus d'informations sur le travail des inspecteurs voir Tucker, *Administering Danger in the Workplace*: 137-176. Voir aussi Eric Tucker, « Making the Workplace 'Safe' in Capitalism: The Enforcement of Factory Legislation in Nineteenth-Century Ontario », *Labour/Le Travail*, vol. 21 (printemps 1988): 45-85; Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté : les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929*, Boréal Express, 1978: 25-26.

¹⁸ Michel Pelletier et Yves Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs: 1900-1929*, [s. l. n. é.], 1974: 36.

¹⁹ *Ibid.* : 37-38.

²⁰ Dickinson, « La législation et les travailleurs québécois »: 364.

leurs principes uniformément²¹. Le financement anémique des instances est particulièrement manifeste en ce qui a trait au nombre d'inspecteurs. Dickinson souligne qu'entre 1900 et 1915, chaque inspecteur aurait eu 511,3 établissements à visiter par année²². Ainsi, un grand nombre de ceux-ci sont exemptés d'inspections chaque année. Malgré la faiblesse de ces lois, en intervenant dans les libertés et responsabilités des employeurs, elles ont commencé à influencer le traitement des accidents du travail tant au Québec que dans le monde anglo-saxon.

L'incidence des lois des manufactures sur le traitement des accidents du travail

Katherine Lippel, Pelletier et Vaillancourt ainsi qu'Andrew Stritch expliquent que l'Acte des manufactures et la Loi sur les établissements industriels ont fait en sorte d'élargir la notion de responsabilité des patrons lors des procès pour accident du travail²³. Au tournant du siècle, les avocats utilisent davantage l'article 1054 du Code civil de 1866 qui indique que «[toute personne] est responsable non seulement du dommage qu'elle cause par sa propre faute, mais encore de celui causé par la faute de ceux dont elle a le contrôle, et par les choses qu'elle a sous sa garde.²⁴ » Parallèlement, une jurisprudence se développe pour alléger le fardeau de la preuve que doit fournir le demandeur²⁵. Désormais, les juges accordent plus de poids aux réclamations des ouvriers et aux verdicts des jurés composés de leurs pairs. Ainsi, les autorités laissent

²¹ *Ibid.*: 375; Tucker, *Administering Danger in the Workplace*: 150; Javier Sylvestre, «Improving Workplace Safety in the Ontario Manufacturing Industry, 1914–1939 », *Business History Review*, vol. 84 (automne 2010): 537.

²² Dickinson, « La législation et les travailleurs québécois »: 368.

²³ Andrew Stritch, « Power Resources, Institutions and Policy Learning: The Origins of Workers' Compensation in Quebec », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 38, no 3 (septembre 2005): 558; Pelletier et Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs*: 87; Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité »: 33.

²⁴ Les statuts refondus de la province de Québec, 1885, *le Code civil du Bas-Canada*, 30 V. (1866), c.3, article 1054.

²⁵ Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité »: 33.

moins d'échappatoires aux employeurs lorsque l'accident résulte d'un rythme de travail dangereux ou d'une absence de protection sur les pièces de machinerie²⁶.

En Ontario, avant l'avènement du *Factory Act* (1884), les juges appliquaient les précédents anglais de façon stricte et rigide²⁷. La trilogie de défense de l'employeur attribuait systématiquement la responsabilité des accidents aux comportements des ouvriers, ce qui réduisait sévèrement leur possibilité de gagner un procès²⁸. À la fin du XIX^e siècle, le *Factory Act* et le *Workmen's Compensation for Injuries Act* de 1886 font en sorte que les juges assouplissent les critères originels de la *common law*²⁹. Puis, en 1904, les défenses opposées par les patrons sont contraintes par un amendement au *Factory Act*, qui condamne les patrons n'ayant pas protégé correctement leurs employés³⁰. Contrairement au Code civil du Québec, la *Common Law* ne fait pas en sorte que les employeurs puissent être tenus responsables des dommages causés par des machines. Par conséquent, dans le monde anglo-saxon, les restrictions apportées à la défense des employeurs seront établies par le droit statuaire, ainsi que par la

²⁶ Pour Andrew Stritch le Code civil était plus dur envers les employeurs que la Common law anglaise. Selon lui, « Even though other provinces such as Ontario, British Columbia, Manitoba, Nova Scotia and New Brunswick had taken some legislative steps to reduce the scope of employer defences, the Quebec system still provided less security for employers than common law regimes in the rest of Canada. » Stritch, « Power Resources, Institutions and Policy Learning »: 558.

²⁷ Eric Tucker, « The Law of Employer's Liability in Ontario 1861–1900: The Search for a Theory. » *Osgoode Hall Law Journal*, vol. 22, no 2 (été 1984): 217-221.

²⁸ La *Unholy Trinity* comprend trois défenses: *contributory negligence*, *voluntary assumption of the risk*, et le *fellow-servant rule*. Selon la première défense, l'accident survient en raison de la négligence du travailleur. La deuxième défense stipule que l'ouvrier assume volontairement le risque au travail. Enfin, la troisième défense indique que si l'ouvrier se blesse en raison de la négligence d'un autre travailleur, la responsabilité échoit à ce compagnon, et non à l'employeur. *Ibid.* : 217.

²⁹ Le *Workmen's Compensation for Injuries Act* de 1886 stipule que l'ouvrier peut poursuivre un employeur si l'accident est causé par un autre ouvrier ou de la machinerie. Nous pouvons ajouter le *Trashing Machines Act* de 1874, qui oblige les propriétaires à munir la machinerie de protection, puis le *Railway Accidents Act*, 1881, qui indique comment traiter le problème des accidents avec les compagnies de chemin de fer. Tucker, *Administering Danger in the Workplace*: appendix A.

³⁰ Aux États-Unis, certaines juridictions adoptent des lois comme le *vice-principal rule* et l'*employer's liability Law* vers la fin du XIX^e siècle. La première stipule que la faute de l'accident peut être attribuable à un autre employé ou un contremaître et la seconde indique que les employeurs sont responsables des blessures engendrées par de la machinerie que l'ouvrier soit conscient ou non du danger. Tucker, « The Law of Employers Liability »: 224-226.

jurisprudence. En Ontario, ces lois ont manifestement augmenté la chance des travailleurs de recevoir une indemnisation³¹.

Lippel affirme que « pourtant, bien que le système de droit commun eut ainsi développé un mécanisme de protection de l'ouvrier en élargissant la notion de faute, plusieurs injustices flagrantes continuaient d'y être tolérées.³² » Le plus grand problème soulevé par les auteurs québécois, de leur côté, est que moins de 25 % des demandeurs sortent victorieux d'un procès pour accident du travail, en raison de la difficulté à prouver la faute du patron³³. De plus, Andrew Stritch et certains auteurs américains soulignent que sur la somme retirée, une grande partie sert à couvrir les frais de cour³⁴. Par conséquent, les poursuites pour accidents du travail en vertu du Code civil ou de la *Common Law* comportent plusieurs désavantages pour les ouvriers.

Au début du siècle, avec la croissance économique, industrielle et l'augmentation du nombre de travailleurs, la mise en œuvre des principes du Code civil et de la *common law* devient très problématique pour les entrepreneurs. Puisque les juges ont élargi la notion de responsabilité, ceci a entraîné une augmentation des dommages auxquels ils peuvent être condamnés. En *common law*, entre autres, les employeurs doivent

³¹ R.W. Kostal, « Legal Justice, Social Justice: An Incursion into the Social History of Work-Related Accident Law in Ontario, 1860-86 ». *Law and History Review*, vol. 6, no 1 (printemps 1988): 7; Theresa Jennisson, « The Development of The Workmen's Compensation Act of Ontario: 1914 », *Canadian journal of social work education*, vol. 7, no 1 (1980): 56-59; Sylvestre, « Improving Workplace Safety in the Ontario Manufacturing Industry »: 537; R.C.B. Risk, « This Nuisance of Litigation': The Origins of Workers' Compensation in Ontario », David H. Flaherty, dir., *Essays in the History of Canadian Law, volume II*, Toronto: University of Toronto Press, 1983: 448-550; Tucker, « The Law of Employer's Liability »: 252-256.

³² Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité »: 46.

³³ Mentionnons que la majorité des ouvriers n'avaient pas les moyens de poursuivre leur employeur en justice. Ils s'y risquaient seulement lorsqu'ils croyaient avoir de bonnes chances de gagner. J-C Lamothe, *Responsabilité du patron dans les accidents du travail*, Montréal, Carswell, 1905: 113.

³⁴ Dans l'état de New York, une commission d'enquête établit que dans le cas d'une victoire de l'ouvrier, 26,3 % du montant de l'indemnisation sert à régler les honoraires des avocats en 1908. Selon la commission, les travailleurs reçoivent 36 cents sur un dollar lors d'un procès. Au Québec ce problème est souligné par le Dr Frederick Parker Walton en 1900. Higgens-Everson, « From Industrial Police to Workmen's Compensation »: 379; Mark Aldrich, *Safety First: Technology, Labor, and Business in the Building of American Work Safety, 1870-1939*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1997: 95; Stritch, « Power Resources, Institutions and Policy Learning »: 563.

indemniser le travailleur pour la totalité des dommages encourus lorsqu'ils sont reconnus coupables. De plus, la cour les force désormais à investir dans des équipements sécuritaires.

L'avènement des lois à indemnisation objective : Québec, Ontario, États-Unis

À l'aube du XX^e siècle, les inspecteurs des manufactures du Québec notent une augmentation significative des accidents. Entre 1890 et 1907, ils ont rapporté 263 accidents mortels sur un total de 4 608 accidents³⁵. À partir de 1904, les inspecteurs notent une multiplication par dix des accidents depuis la création des statistiques. On attribue habituellement l'avènement de la loi de 1909 au travail effectué par les inspecteurs, qui ont mis en lumière le problème des accidents aux yeux du public et des autorités³⁶. L'inspecteur en chef Louis Guyon, qui critiquait déjà les conditions de travail exécrables depuis quelques années, suggère d'établir un système d'indemnisation suivant les modèles européens à partir de 1905³⁷. Ainsi au Québec, les historiens soulignent le travail précurseur de l'inspecteur Louis Guyon, en Ontario plusieurs reconnaissent l'influence exercée par le juge en chef Sir Ralph William Meredith³⁸. Aux États-Unis, le problème des accidents du travail fut exposé par le fondateur et président

³⁵ Selon Louis Guyon le tiers des accidents ne sont pas compilés. Copp, *Classe ouvrière et pauvreté*: 134.

³⁶ *Ibid.* : 134-136; Dickinson, « La législation et les travailleurs québécois »: 370; Stritch, « Power Resources, Institutions and Policy Learning »: 554; Dennis Guest, *The Emergence of Social Security in Canada*. Vancouver: University of British Columbia Press, 1980: 42-43; R. H. Babcock, « Blood on the Factory Floor: The Workers' Compensation Movement in Canada and the United States », Raymond B. Blake et Jeff Keshen, dir., *Social Welfare Policy in Canada: Historical Readings*, Toronto, Copp Clark, 1995: 52.

³⁷ Les efforts de Louis Guyon pour sensibiliser la population sur la prévention et la sécurité sont exposés dans Jean-Claude Dionne, « Documents pour l'étude des expositions et musées pour la prévention des accidents et des maladies du travail au Québec au début du siècle », *Labour/Le Travail*, vol. 39 (printemps 1997): 199-211.

³⁸ Michael J. Piva, « The Workmen's Compensation Movement in Ontario ». *Ontario History*, vol. 67, (1975) : 39-56 ; Babcock, « Blood on the Factory Floor »: 53-55. Au Québec, nous pouvons ajouter le Dr Frederick Parker Walton qui expose les problèmes du système québécois dans son livre en 1900, le procureur général de la province, Horace Archambault, qui dépose un projet de loi concernant l'indemnisation des accidents du travail en 1904, et le juriste J. Cléophas Lamothe qui publie un livre en 1905 pour exposer le problème rencontré par les industriels et les ouvriers lors des procès. Frederick Parker Walton, *The New Laws of Employers' Liability in England and France and Their Bearing on the Law of the Province of Quebec*. Montreal: C. Theoret, 1900: 67 p. ; J-C Lamothe, *Responsabilité du patron dans les accidents du travail*: 209 p.

de l'*American Federation of Labor* Samuel Gomper et l'avocate Crystal Eastman avec sa publication de *Work-Accidents and the Law* en 1910³⁹. Afin d'exposer les inégalités du système en place, ces acteurs ont d'abord lutté contre l'idéologie libérale de la responsabilité individuelle qui attribuait les accidents à la négligence des employés. Pour ensuite démontrer que ceux-ci relevaient davantage de probabilités objectives.

Si plusieurs chercheurs ont fait valoir le rôle déterminant de certains réformateurs, d'autres ont plutôt insisté sur le rôle de groupes de pression pour expliquer l'avènement des lois sur les accidents du travail. Lors de sa campagne de sensibilisation, Louis Guyon a tenté de mobiliser les associations ouvrières pour faire pression conjointement sur le gouvernement. Selon Terry Copp, les associations ouvrières ont porté peu d'intérêt à l'appel de l'inspecteur en chef. Malgré la multiplication des grèves dans la première décennie du XX^e siècle, les faibles standards de santé et sécurité ne sont à l'origine de presque aucun conflit ouvrier⁴⁰. Les salaires de misère et le chômage endémique préoccupent davantage les associations ouvrières que les conditions de travail⁴¹. Andrew Stritch a démontré qu'au Québec l'avènement de la loi de 1909 ne résulte donc pas d'une mobilisation des associations ouvrières⁴². Il suggère que le changement de perception s'effectue lorsque la notion de faute individuelle n'est plus bénéfique pour les deux parties, en particulier pour les industriels⁴³. C'est pourquoi, il indique que la réforme fut davantage soutenue par le grand capital, particulièrement bien

³⁹ Aldrich, *Safety First*: 94; Witt, *The Accidental Republic*: 126–131; Price V. Fishback et Shawn E. Kantor, *A Prelude to the Welfare State: The Origins of Workers' Compensation*, The University of Chicago Press, 2000: 28–29 et 150; Crystal Eastman, *Work-Accidents and the Law*, New York, Charities Publication, 1910: 335 p.

⁴⁰ Eric Tucker stipule qu'entre 1900 et 1914, l'Ontario assiste à la multiplication des grèves, mais aucune n'est liée à la santé et sécurité au travail. Tucker, *Administering Danger in the Workplace*: 187. Aux États-Unis, John Fabian Witt et Rudy R. Higgins-Everson soulignent qu'aucune grève n'est déclenchée afin de dénoncer les faibles standards de sécurité. Higgins-Everson, « From Industrial Police to Workmen's Compensation »: 372; Witt, *The Accidental Republic*: 88.

⁴¹ Copp, *Classe ouvrière et pauvreté*: 138-139.

⁴² Jacques Rouillard indique que seulement 5,6 % des travailleurs sont syndiqués en 1911. Stritch, « Power Resources, Institutions and Policy Learning »: 560.

⁴³ *Ibid.* : 558-561.

représenté au sein d'associations comme *The Montreal Builders' Exange* et *The Montreal Chamber of Commerce*, la branche montréalaise de la *Canadian Manufacturers' Association*. Ces associations soutiennent la réforme car au tournant du XX^e siècle les juges ont élargi la notion de responsabilité des employeurs. Ce qui a augmenté les coûts des procès pour accidents du travail. Selon Stritch, « the additional vulnerability of Quebec employers probably helped to push the issue a little earlier than in Ontario, but the problem for employers was essentially the same in Quebec as it was in other provinces and in many jurisdictions outside of Canada.⁴⁴»

En Ontario, Theresa Jennisson et Javier Sylvestre indiquent que la *Canadian Manufacturers' Association* et les industriels soutiennent également un changement législatif en raison de l'augmentation du coût imprévisible des procès⁴⁵. Dennis Guest souligne que, contrairement au Québec, les législateurs ontariens ont établi une commission d'enquête sur les accidents du travail en 1910, à la suite de pressions effectuées par les syndicats⁴⁶. Selon Jennisson, « pressure on the government of Ontario to investigate workers' compensation came from both labour and capital. Labour had been rallying around the issues of accidents and compensation for many years, but it was not until employers began to push for workers' compensation that the government actually moved⁴⁷.» Ainsi, même si les travailleurs de l'Ontario sont davantage mobilisés qu'au Québec, c'est seulement lorsque le capital s'implique que les changements

⁴⁴ *Ibid.* : 558.

⁴⁵ En Ontario le nombre de procès pour accident du travail augmente considérablement à la suite de l'amendement apporté au Factory Act en 1904. Sylvestre, « Improving Workplace Safety in the Ontario Manufacturing Industry »: 530; Jennisson, «The Development of The Workmen's Compensation Act of Ontario »: 55 et 68.

⁴⁶ Guest, *The Emergence of Social Security of Canada*: 43. Au Québec, la commission sur les accidents du travail et leur indemnisation est établie en 1907. Présidée par l'avocat et juge Arthur Globensky, la commission étudie les différents systèmes adoptés en Grande-Bretagne, en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. L'année suivante en 1908, les juges rapportent leurs recommandations sur le système adéquat pour la province. En Ontario, les autorités établissent la Commission Meredith en 1910 en suivant les mêmes méthodes, soit l'étude des législations étrangères et la tenue d'audiences publiques. Conduite par le juge en chef Sir William Ralph, la commission offre ses recommandations pour l'Ontario en 1912. Stritch, « Power Resources, Institutions and Policy Learning »: 565; Risk, « This Nuisance of Litigation »: 452-458; Jennisson, «The Development of The Workmen's Compensation Act of Ontario »: 62.

⁴⁷ Jennisson, «The Development of The Workmen's Compensation Act of Ontario »: 61.

surviennent. L'interprétation communément acceptée attribue donc l'avènement des lois sans égard de la faute aux pressions effectuées par les industriels lorsqu'au tournant du XX^e siècle, le coût des procès pour accident du travail augmente considérablement.

Dans le même ordre d'idées, Pavalko, Price V. Fishback et Shawn Everett Kantor suggèrent qu'aux États-Unis, c'est d'abord en raison d'intérêts économiques que les lois à indemnisation objective sont mises en place. Fishback et Kantor indiquent que 64 % des États qui ont élargi la responsabilité de l'employeur ont adopté des lois concernant l'indemnisation des accidents sans égard de la faute avant 1913 ; tandis que parmi les États qui ont établi cette législation après 1916, seulement 25 % avaient restreint la défense des employeurs⁴⁸. Ce sont les États accueillant davantage de grandes entreprises qui ont en général développé le plus précocement les lois concernant l'indemnisation des accidents du travail sans égard à la faute. Tout comme les États qui étaient confrontés à l'augmentation significative des procès pour accidents du travail⁴⁹.

Dans le cas des États-Unis, d'autres auteurs soulignent le rôle joué par la mise en place de l'organisation scientifique du travail, système élaboré par Frederick Winslow Taylor. Pour Mark Aldrich, les grandes compagnies soutiennent le mouvement de réforme, car depuis le début du XX^e siècle elles organisent le travail en fonction de la sécurité pour éviter les procès⁵⁰. Selon lui, l'augmentation des accidents et l'idéologie selon laquelle les accidents sont maintenant évitables par des mesures de sécurité

⁴⁸ Fishback et Kantor, *A Prelude to the Welfare State*: 102-105. Aux États-Unis, c'est le Maryland qui développe la première loi à responsabilité objective en 1902. Cependant, la loi sera jugée inconstitutionnelle deux années plus tard. La première loi à résister aux tribunaux est celle du Massachusetts en 1907. Puis c'est l'État de Washington qui établit le premier système d'indemnisation moderne en 1911. Eliza P. Pavalko, « State Timing of Policy Adoption: Workmen's Compensation in the United States, 1909-1929 », *American Journal of Sociology*, vol. 95, no 3 (novembre 1989): 594, note 2; Babcock, «Blood on the Factory Floor»: 48.

⁴⁹ Les employeurs supportent le Workmen's Compensation afin de normaliser et réduire les coûts. Les assureurs sont aussi en faveurs, car cela augmente leurs champs d'action, du moins lorsque les états ne désirent pas obliger une assurance d'État. Fishback et Kantor, *A Prelude to the Welfare State*: 108; Aldrich, *Safety First*: 97.

⁵⁰ En 1912 la United States Steel dépense 750 000 \$ en prévention par année, elle économise ainsi 1,4 million en indemnisation des accidents. *Ibid.* : 92.

adéquates ont contribué à l'abandon de l'ancien système⁵¹. Pour John Fabian Witt, l'indemnisation des accidents du travail sans égard à la faute et l'organisation scientifique du travail ont en commun le projet de rationaliser la gestion du travail. Selon l'auteur ce concept se développe au même moment où l'idéologie du travail libre atteint ses limites. On réalise alors que l'industrialisation moderne a retiré des libertés aux travailleurs, ce qui permet d'intégrer l'idée selon laquelle les accidents ne résultent pas de l'imprudence des travailleurs, mais plutôt des environnements de travail. Selon ce point de vue, la loi sur les accidents du travail se serait donc élaborée en raison de la nouvelle aspiration pour une saine gestion de cet environnement de travail⁵².

Au Québec, l'évolution des idéologies en matière d'accidents du travail et du risque en général a été analysée par Magda Fahrni et Martin Petitclerc. Ils démontrent qu'à partir de la fin du XIX^e siècle, les autorités développent des stratégies comme l'élaboration de statistiques, la mise sur pied des inspections, afin de comprendre le risque représenté par l'industrialisation. Fahrni avance l'hypothèse « qu'au tournant du siècle, cette reconnaissance du caractère mesurable, prévisible et évitable des accidents a également pu inciter les gens à réagir⁵³ ». C'est à ce moment que les systèmes d'indemnisation des accidents sans égard à la faute sont développés pour protéger les populations des risques sociaux et économiques engendré par les accidents. En ce sens, la gestion du risque et l'organisation scientifique du travail nécessitent la rationalisation et la normalisation des accidents. Les lois sans égard à la faute sont alors perçues comme la solution à privilégier pour combler ces exigences.

⁵¹ *Ibid.* : 106-107 et 132.

⁵² John Fabian Witt, « The Transformation of Work and the Law of Workplace Accidents, 1842–1910 » *The Yale Law Journal*, vol. 107, no 5 (mars 1998) : 1489-1490; Witt, *The Accidental Republic* : 36–38.

⁵³ Magda Fahrni, « « La lutte contre l'accident » : risque et accidents dans un contexte de modernité industrielle », David Niget et Martin Petitclerc, dir., *Pour une histoire du risque : Québec, France, Belgique*. Québec-Rennes, Presses de l'Université du Québec-Presses de l'Université de Rennes, 2012 : 190 et 182-192. Pour plus d'informations sur l'élaboration du concept de risque à la fin du XIX^e siècle et début XX^e siècle, voir l'article de Martin Petitclerc « L'État-providence, la société du risque et les fondements de la communauté politique », David Niget et Martin Petitclerc, dir., *Pour une histoire du risque* : 205-214.

Les lois sur les accidents du travail sont soutenues par les autorités en raison de l'échec des inspections en vue de rendre les endroits de travail plus sécuritaires. Cette interprétation est soutenue par John A. Dickinson et Andrew Stritch pour le Québec, par Javier Sylvestre ainsi que par Eric Tucker en Ontario et Rudy R. Higgins-Everson pour l'État de New York. Enfin, selon la dernière interprétation, les autorités étatiques et les entreprises favorisent une nouvelle législation en raison des conflits de classe engendrés par les procès pour accident du travail devant les jurés composés d'ouvriers hostiles aux employeurs. Vers la fin du XIX^e siècle, « le système de droit civil qui se veut garant de l'ordre public produit les effets contraires en semant la discorde et les oppositions.⁵⁴ » Selon Lippel et Aldrich, lors des procès pour accident du travail, l'opinion publique soutient les travailleurs⁵⁵. C'est pourquoi Lippel soutient que la recherche de la paix sociale est l'enjeu principal de la loi de 1909⁵⁶.

Ainsi, en Amérique du Nord les lois à indemnisation objective sont réclamées par les inspecteurs, les ouvriers, et surtout par les industriels lorsque ceux-ci sont confrontés à l'augmentation des poursuites pour accidents du travail. Les industriels soutiennent donc une réforme qui ferait en sorte de normaliser et réduire les coûts. Ultiment, les lois à indemnisation objective sont mises en place en raison de l'échec rencontré au moment d'établir la sécurité par les inspections, et pour éliminer les conflits de classe engendrés par les procès devant jurés.

⁵⁴ Selon le sociologue François Ewald les accidents du travail furent la première véritable menace pour les libertés libérales. François Ewald, *Histoire de l'État providence: les origines de la solidarité*, Paris : librairie générale française, 1996: 53 et 212.

⁵⁵ Aux États-Unis Mark Aldrich soutient qu'avant l'avènement des lois à indemnisation objective les procès pour accident du travail engendraient des *class warfare*. Aldrich, *Safety First*: 95; Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité »: 51.

⁵⁶ Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité »: 59.

La loi de 1909

C'est à la fin du XIX^e siècle, en Europe, que sont adoptées les premières lois sur les accidents du travail sans égard à la faute. L'Allemagne de Bismarck instaure un système de compensation en 1884, suivi de l'Angleterre en 1897. La France, à la suite de plusieurs années de débats parlementaires, adopte un système similaire en 1898 et la Belgique fait de même en 1903⁵⁷. En Amérique du Nord, la majorité des États américains opte pour une législation semblable entre 1909 et 1916⁵⁸. Au Canada, les historiens soutiennent que c'est l'Ontario qui a mis en place la première loi moderne d'indemnisation des travailleurs en 1914. Cependant, plusieurs provinces avaient auparavant adopté des politiques d'indemnisation objective comme la Colombie-Britannique en 1902, Terre-Neuve et l'Alberta en 1908 et le Québec en 1909⁵⁹. La loi québécoise, comme celles adoptées par les autres provinces avant 1914, diffère du système moderne favorisé par l'Ontario en plusieurs points, en particulier sur le mode d'administration des accidents.

Avec la loi de 1909, les ouvriers n'ont plus à prouver la faute de l'employeur pour être indemnisés, mais ils doivent toujours poursuivre celui-ci par le biais des tribunaux civils⁶⁰. Les autorités ont donc choisi de reconduire l'administration des accidents du travail selon « l'ancien système ». À l'opposé, en Ontario avec le *Workmen's Compensation Act* de 1914, les législateurs de cette province ont favorisé le traitement des accidents du travail par l'entremise d'un comité indépendant, le

⁵⁷ Marie-Claude Prémont et Maurice Tancelin, « L'indemnisation des victimes d'accident du travail : une histoire de contre-courants », *Les Cahiers de droit*, vol. 39, no 2-3 (1998): 239.

⁵⁸ Pavalko, « State Timing of Policy Adoption »: 593.

⁵⁹ *Loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et la réparation des dommages qui en résultent*, 9 Ed. VII. (1909), c. 66. Au Canada, les lois sur l'indemnisation des accidents du travail sans égard de la faute sont votées dans l'ordre suivant : Colombie-Britannique 1902, Terre-Neuve 1908, Alberta 1908, Québec 1909, Nouvelle-Écosse 1910, Manitoba 1910, Saskatchewan 1911. Stritch, « Power Resources, Institutions and Policy Learning »: 575, note 1.

⁶⁰ La loi des accidents du travail de 1909 s'inspire de la loi française de 1898 et dans une moindre mesure de la loi anglaise de 1906. Tandis qu'en Ontario, le *Workmen's Compensation Act* de 1914 fut établi selon le modèle allemand et anglais. Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité »: 63; Piva, « The Workmen's Compensation Movement in Ontario »: 51.

Workmen's Safety Board créé la même année⁶¹. Aux États-Unis sur les 48 États qui ont établi une loi à indemnisation objective entre 1910 et 1930, seulement 10 États choisissent d'administrer les accidents par le système judiciaire comme au Québec⁶². En raison de ce mode d'administration, Lippel soutient que la loi de 1909, si elle instaure une sécurité sociale, n'est pas une loi sociale puisqu'elle n'oblige aucune implication du gouvernement contrairement au modèle ontarien⁶³. Selon Marie Claude Prémont et Maurice Tancelin, cette loi s'avère donc une loi libérale « au vrai sens du terme »⁶⁴.

Ainsi, au Québec les historiens attribuent traditionnellement le début de l'État-providence à la loi sur les accidents du travail de 1931, en raison de l'implication du gouvernement au niveau administratif et l'instauration d'une « véritable » couverture universelle⁶⁵. Néanmoins, selon John A. Dickinson, la loi québécoise de 1909 fournissait une bonne couverture⁶⁶. En effet, la législation québécoise était la plus généreuse des lois de « première génération » jusqu'à l'avènement du modèle développé par l'Ontario en 1914 qui s'inspire lui-même de l'expérience québécoise dans une certaine mesure⁶⁷.

En comparaison du système « moderne » mis en place ailleurs au Canada, plusieurs auteurs soutiennent que la faiblesse de la loi québécoise se trouve au niveau de

⁶¹ Sylvestre, « Improving Workplace Safety in the Ontario Manufacturing Industry »: 530. Au Canada, la Nouvelle-Écosse élabore un système d'indemnisation similaire au modèle ontarien en 1915, la Colombie-Britannique et l'Alberta en 1916, le Nouveau-Brunswick en 1918, le Manitoba en 1920, la Saskatchewan en 1929, le Québec en 1931, l'Île-du-Prince-Édouard en 1949 et Terre-Neuve en 1950. Guest, *The Emergence of Social Security in Canada*: 321, note 13.

⁶² Selon Fishback et Kantor, les travailleurs sont mieux indemnisés lorsque les accidents sont administrés par un comité indépendant. Fishback et Kantor, *A Prelude to the Welfare State*: 184-185.

⁶³ Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité »: 110.

⁶⁴ Prémont et Tancelin, « L'indemnisation des victimes d'accident du travail »: 250.

⁶⁵ *Ibid.*: 244 et 251. La loi de 1931 reconduit le traitement des accidents du travail par un comité indépendant, la Commission des accidents du travail (CAT) établie en 1928 et élargit les pouvoirs des commissaires. Elle abandonne les principes restrictifs de la loi 1909 découlant de la faute individuelle, reconnaît les maladies professionnelles et instaure un régime d'assurance collectif.

⁶⁶ Dickinson, « La législation et les travailleurs québécois »: 370.

⁶⁷ En Occident, les lois sans égard à la responsabilité sont élaborées par un processus d'apprentissage et d'observation des législations établies par d'autres pays et juridictions. Stritch, « Power Resources, Institutions and Policy Learning »: 553 et 574; Witt, *The Accidental Republic*: 5; Ewald, *Histoire de l'État providence*: 243-245.

l'étendue de la couverture fournie. Selon l'analyse des forces en présence précédant l'adoption de la loi de 1909 effectuée par Andrew Stritch, la loi québécoise reflète les intérêts des industriels qui ont réussi à réduire la couverture fournie au minimum⁶⁸. Les employeurs ont réussi à repousser le nombre de jours d'incapacité requis afin de recevoir une indemnisation de 4 jours à 8 jours⁶⁹. Avec cette seule disposition, selon les données du *American Accident Table*, 7 jours d'attente font en sorte d'exclure 47 % des ouvriers victimes d'accidents mineurs⁷⁰. Ensuite, Stritch démontre que les industriels ont réussi à réduire l'indemnisation de 60 % à 50 % du salaire perçu⁷¹. Les auteurs indiquent qu'en établissant l'indemnisation à la moitié du salaire perçu, la nouvelle loi avait pour but de réduire au minimum le coût des accidents pour les entreprises⁷². Selon Lippel, ce principe constitue la plus grande victoire des industriels⁷³.

En contrepartie, ce principe s'avère un inconvénient majeur pour les ouvriers qui doivent abandonner le droit d'être indemnisé pour la totalité des dommages subis contre le droit de percevoir une indemnisation « systématique ». Selon Lippel, « la nouvelle législation [vise] clairement à établir une indemnité pour compenser la perte de l'aptitude à gagner un salaire, et non pas la perte de l'intégrité physique »⁷⁴. Par

⁶⁸ En Ontario avec le *Workmen's Compensation Act*, les ouvriers reçoivent 55 % de leur salaire. La couverture est portée à 66,6 % en 1920. Jennisson, « The Development of The Workmen's Compensation Act of Ontario »: 68.

⁶⁹ Stritch, « Power Resources Institutions and Policy Learning »: 564 et 567. En comparant avec les systèmes d'indemnisation américains, ceci révèle que sur ce point la loi québécoise s'avère tout de même généreuse puisque pour la majorité des états américains la période d'attente est de 14 jours. Fishback et Kantor, *A Prelude to the Welfare State*: 213-214.

⁷⁰ Guest, *The Emergence of Social Security of Canada*: 46. Lorsque l'ouvrier gagnait un procès en vertu du droit commun, il avait droit à une indemnisation équivalant au plein salaire dès le premier jour. Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité »: 84.

⁷¹ Stritch, « Power Resources Institutions and Policy Learning »: 567. La loi indique que lorsque l'ouvrier souffre d'une incapacité permanente soit partielle ou totale, l'ouvrier a droit « à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident fait subir au salaire ». En 1904, un projet de loi prévoyait d'établir le taux d'indemnisation à 60 % du salaire normal. L'étendue de la couverture fournie par la loi québécoise sera portée à 66,6 % en 1928. Aux États-Unis, les indemnisations varient aussi entre la moitié et le deux tiers du salaire perçu. Prémont et Tancelin, « L'indemnisation des victimes d'accident du travail »: 248; Fishback et Kantor, *A Prelude to the Welfare State*: 172-196 et 208-224.

⁷² Pelletier et Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs*: 87.

⁷³ Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité »: 123.

⁷⁴ *Ibid.*: 114.

conséquent, la loi affiche un caractère forfaitaire, car l'ouvrier doit faire la preuve que l'accident réduit sa capacité à gagner un salaire normal. Des médecins français spécialisés dans l'évaluation des blessures mentionnaient : « quel tort professionnel peut faire la perte d'un pied à un ouvrier qui travaille assis ? »⁷⁵. Ainsi, selon Lippel et Pelletier et Vaillancourt, ce principe d'indemnisation instaure une couverture minimale.

La loi de 1909 contient d'autres principes qui ont limité la couverture offerte aux ouvriers et aux familles. Pour mettre à l'abri les employeurs des grandes poursuites, les législateurs ont limité les catégories de demandeurs admissibles à la loi et ont établi un montant maximum aux indemnisations. À la suite d'un décès ou d'une incapacité complète, les demandeurs ont droit à une indemnisation égale à trois ans de salaire annuel, pour un maximum de 2 000 \$⁷⁶. Les législateurs ont donc rejeté le principe d'indemnisation à vie mis de l'avant par le modèle français et pourtant favorisé par la Commission Globensky, pour introduire une notion issue du système anglais qui prévoit une limite aux indemnisations. Parallèlement, la loi québécoise s'inspire aussi du système anglais pour certains principes restrictifs reliés à la faute individuelle. Elle contient, entre autres, une clause qui permet de refuser l'indemnisation si l'accident « est dû à la faute inexcusable de l'ouvrier » ou « intentionnellement provoqué »⁷⁷. La loi de 1909 reconduit donc certains principes restrictifs issus du droit commun. De plus, la notion de faute individuelle peut engendrer d'autres situations restreignant le droit à

⁷⁵ *Ibid.* : 115.

⁷⁶ En 1918 le montant est augmenté à 2 600 \$, et en 1920 à 3 000 \$. Stritch, « Power Resources, Institutions and Policy Learning »: 569; Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité »: 95, note 307.

⁷⁷ Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 6. Au Québec, la loi de 1909 utilise le principe de la faute individuelle française et anglaise. La faute individuelle utilisée par la législation française (1898) et anglaise (1897-1906) permet de réduire le montant de l'indemnisation en cas de faute de l'ouvrier. La législation québécoise emprunte à la loi anglaise une clause absente du système français qui permet de refuser l'indemnisation lors d'une faute intentionnelle de l'ouvrier. Ewald, *Histoire de l'État providence*: 277; Stritch, « Power Resources, Institutions and Policy Learning »: 569.

l'indemnisation, puisqu'elle implique en contrepartie que les entreprises sont individuellement et financièrement responsables des accidents.

Selon les auteurs, la notion de responsabilité individuelle mise de l'avant par la loi de 1909 limite la couverture en ce qui concerne les garanties de paiement.⁷⁸ Afin de ne pas imposer un fardeau supplémentaire aux entreprises, la loi de 1909 n'oblige en aucun cas les employeurs à s'assurer⁷⁹. Ainsi, en cas d'insolvabilité, l'ouvrier se trouve privé d'indemnisation, ou il reçoit une faible somme lorsque l'entreprise a suffisamment d'actifs pour payer ses créanciers. À l'opposé, le système établi par l'Ontario en 1914 oblige les entreprises à participer à l'assurance d'état⁸⁰. Certaines juridictions ont établi une assurance collective, puis il revenait à la discrétion des employeurs d'y souscrire ou de favoriser une entreprise d'assurances privées⁸¹. Au Québec, il faudra attendre en 1928, pour que la loi oblige les employeurs à s'assurer, et en 1931 pour la création d'une assurance publique collectivement financée⁸². Ce principe d'administration et de financement permet alors de résoudre plusieurs des lacunes de la loi 1909 issues de

⁷⁸ Stritch, « Power Resources, Institutions and Policy Learning »: 569.

⁷⁹ Au Québec les groupes d'industriels ont d'ailleurs montré leur objection à toute forme de mesure les forçant à s'assurer lors de la Commission Globensky. Lors de celle-ci, Hugh Allan de la Shipping Federation of Canada témoigne: « that the obligatory insurance would put employers at the mercy of insurance companies ». *Ibid.* : 568.

⁸⁰ Sylvestre, « Improving Workplace Safety in the Ontario Manufacturing Industry »: 539-540. La loi ontarienne s'inspire du modèle allemand pour la responsabilité collective, tandis que la législation québécoise utilise la responsabilité individuelle du modèle anglais et français. Pour saisir les différences entre le système allemand et anglais, voir E.P. Hennock, *The Origin of the Welfare State in England and Germany, 1850-1914: Social Policies Compared*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007: 108-109.

⁸¹ L'assurance obligatoire soit privée ou publique fut un des grands enjeux lors de l'établissement des lois à indemnisation objective dans plusieurs juridictions. Au Québec, les lacunes du système d'assurance volontaire mis de l'avant par la loi de 1909 sont exposées dans Yvan Rousseau, « Le commerce de l'infortune : les premiers régimes d'assurance maladie au Québec 1880-1939 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no 2, 2004 : 153-186. Pour une étude sur les débats autour de l'assurance d'état voir Robert Asher, « Radicalism and Reform: State Insurance of Workmen's Compensation in Minnesota, 1910-1933 », *Labor History*, vol.14 (1973): 19-41. Voir aussi Fishback et Kantor, *A Prelude to the Welfare State*: 148-167.

⁸² L'assurance privée obligatoire pour les employeurs est introduite dans la refonte de la loi des accidents du travail de 1926. Cependant, cette loi ne fut jamais appliquée. Prémont et Tancelin, « L'indemnisation des victimes d'accident du travail »: 249, note 56.

l'administration individuelle des accidents, dont le manque de surveillance et de contrôle dans les lieux de travail, ainsi que l'absence de garanties de paiement⁸³.

Pour la prévention en matière de sécurité au travail, Lippel soutient que la loi de 1909 offre un piètre bilan. C'est la clause «de la faute inexcusable du patron», empruntée à la législation française, qui devait encourager les employeurs à investir dans la sécurité⁸⁴. Cependant, cette clause n'eut pas les effets escomptés, car elle fut l'objet d'une interprétation restrictive. C'est pourquoi, selon elle, la législation n'agit pas aux sources du problème, mais tente plutôt d'en atténuer les conséquences. À cet égard, la loi québécoise diffère également du système ontarien. Javier Sylvestre indique que la loi ontarienne est établie pour indemniser les ouvriers et promouvoir la sécurité. La création du *Workmen's Safety Board*, aurait favorisé la coopération entre les patrons et les ouvriers pour augmenter la sécurité au travail. Quelques années à la suite l'adoption de ces lois, il y aurait eu la création de revues et pamphlets sur la prévention, de plusieurs ligues de sécurité et de campagnes de sensibilisation qui auraient augmenté la sécurité au travail⁸⁵. Au Québec, les historiens du risque Magda Fahrni et Martin Petitclerc ont démontré que c'est au cours des années 1920 que s'établissent les infrastructures en matière de prévention et de sécurité⁸⁶.

⁸³ Avec la loi de 1928, les accidents sont administrés par un comité indépendant la (CAT) : «la commission, soit sur plainte, soit de sa propre initiative, peut exercer un pouvoir de surveillance, de contrôle et de direction sur les établissements soumis à ladite Loi des accidents du travail». Ainsi, avec cette loi, la province se dote d'une véritable législation permettant d'agir en amont du problème. La loi de 1931 instaure une assurance collective d'État. Elle abandonne les principes restrictifs de la loi de 1909 découlant de la faute individuelle et introduit le concept de maladies industrielles. *Loi des accidents du travail*, 18 Geo. V. (1928), c. 79, art. 11 à 21; *Loi des accidents du travail*, 21 Geo. V. (1930-1931), c. 100, art. 2 et 27 à 33.

⁸⁴ Lippel, « Le droit des accidentés du travail à une indemnité »: 96.

⁸⁵ Le *Workmen's Safety Board* est financé conjointement par les ouvriers et les employeurs, ainsi que par la province en cas d'insolvabilité d'une entreprise. Sylvestre, « Improving Workplace Safety in the Ontario Manufacturing Industry »: 530 et 537-539.

⁸⁶ Magda Fahrni indique, dans son étude sur le développement des infrastructures de la prévention des accidents, que la décennie 1920 constitue une époque charnière en matière d'éducation et de sensibilisation du public aux dangers et divers risques découlant de la modernité industrielle. À partir de la création de la Ligue de Sécurité de la province de Québec en 1923, la province assiste à l'augmentation des congrès, des expositions et à l'élaboration d'une littérature sur la sécurité. Voir Fahrni, « La lutte contre l'accident »: 191-202. Martin Petitclerc mentionne que le changement de perception sur les risques

En Ontario, les historiens soutiennent que la création du *Workmen's Safety Board* n'a pas réduit le nombre d'accidents dans l'immédiat⁸⁷. Aux États-Unis, selon Mark Aldrich, Fishback et Kantor, avec l'adoption des lois à indemnisation objective, les manufacturiers et les compagnies de chemin auraient renforcé la prévention, ce qui aurait diminué les accidents⁸⁸. Par contre, les lois à indemnisation objective auraient augmenté les accidents dans les mines. Pour l'auteur, ceci est attribuable au mode de paiement à la tonne. Maintenant que les ouvriers sont tous indemnisés, les travailleurs prennent plus de risques en augmentant la vitesse⁸⁹. De plus, accroître la sécurité dans les mines requiert des investissements massifs, tandis que dans les manufactures et les chemins de fer, les accidents peuvent être réduits en augmentant la surveillance, ainsi qu'avec des investissements plus modestes.

Enfin, même si les lois sans égard à la faute de « première génération », comme celle de 1909, offrent une faible couverture et ne réduisent pas le taux d'accidents, elles ont grandement transformé le processus d'indemnisation. Les principes innovateurs amenés par la législation québécoise seront déclassés par le modèle de l'Ontario établi en 1914, qui conséquemment incitera les autres provinces canadiennes à réformer leur système. La loi sur les accidents du travail de 1909 présente des faiblesses en raison du mode d'administration choisi, de la portée de la couverture, en particulier en ce qui concerne le pourcentage d'indemnisation. Les principes restrictifs, ou encore son manque d'initiative en matière de prévention et de sécurité constituent d'autres lacunes.

sociaux sont exposés dans le rapport des commissaires la *Commission sur les assurances sociales du Québec* ou Commission Montpetit établie en 1930. Les commissaires reconnaissent la vieillesse, le chômage et la maladie comme des risques sociaux nécessitant l'intervention de l'État, tout comme les accidents du travail. D'ailleurs, l'historien souligne que la Commission Montpetit a permis de faire reconnaître « le risque de la maladie industrielle dans la loi sur les accidents du travail » de 1931. Petitclerc, « L'État-providence, la société du risque et les fondements de la communauté politique » : 214-216; Voir aussi Martin Petitclerc, « La construction du problème social de la maladie dans le Québec des années 1930 », Marcelo Otero et Shirley Roy, dir., *Qu'est-ce qu'un problème social aujourd'hui : repenser la non-conformité*, Montréal, Presses universitaires du Québec, 2012: 229-248.

⁸⁷ Jennisson, « The Development of The Workmen's Compensation Act of Ontario » : 68.

⁸⁸ Aldrich, *Safety First*: 97 et 279.

⁸⁹ Fishback et Kantor, *A Prelude to the Welfare State*: 56 et 80-81.

C'est ainsi que la majorité des auteurs québécois avancent que cette loi reflète les intérêts des industriels puisqu'elle fait en sorte de réduire le coût des accidents pour les entreprises en limitant les sommes versées aux accidentés.

NOTRE ÉTUDE

Ce mémoire porte sur les poursuites pour accidents du travail en vertu de la loi de 1909, entendues par la Cour supérieure du district d'Arthabaska entre 1920 et 1929. Notre recherche s'articule autour de trois questions. Tout d'abord, qui sont les acteurs actifs dans les causes judiciaires relatives aux accidents du travail ? Ensuite, quelles sont les causes d'accidents et la nature des blessures déclarées par les ouvriers ? Puis, comment la loi sur les accidents du travail de 1909 est-elle concrètement appliquée dans les années 1920 ?

La première interrogation nous amène à dresser un portrait de la population à l'étude. Qui poursuit la compagnie, l'ouvrier lui-même ou un membre de sa famille ? Quels âges ont en moyenne les accidentés de notre corpus, où demeurent-ils, combien gagnent-ils ? Les entreprises sont les seconds acteurs en importance. Quelles industries engendrent le plus d'accidents ? Est-ce que les accidents se concentrent dans certaines villes ou régions ? Enfin, d'autres acteurs figurent dans notre corpus comme les avocats, les juges et les médecins. Nous portons un intérêt particulier aux médecins présents, car ils peuvent avoir une incidence majeure dans le dénouement des procès pour accident du travail.

La seconde question de recherche porte sur les causes et les conséquences des accidents déclarés par les ouvriers du district d'Arthabaska à travers les récits de ces derniers. Pour débiter, nous avons établi la proportion d'accidents mortels et non mortels survenus dans les différents secteurs d'activité. À cet égard, le corpus permet-il

d'observer une constance dans les causes d'accidents rencontrées et les blessures engendrées ? Au sein du même secteur d'activité, est-ce que certains corps de métier s'exposent davantage que d'autres aux dangers ?

La troisième question permet d'examiner l'application de la loi de 1909 à partir de l'expérience vécue par ces ouvriers. Les victimes d'accident demeurent-elles sans salaire pendant un certain temps ? Lors d'un décès, quel est le délai avant que la famille reçoive une indemnité ? Par ailleurs, il sera intéressant d'examiner l'argumentaire et les techniques de la défense dans les procès. Puisqu'il s'agit d'une loi à indemnisation objective, est-ce que tous les accidentés touchent une indemnisation ou la loi est-elle appliquée de façon restrictive ? Quels sont les écarts entre les indemnisations qu'ils reçoivent et celles qu'ils réclament initialement ? Est-ce que certaines blessures sont « mieux » indemnisées ? Est-ce que certaines clauses qui exonèrent les entreprises de leurs responsabilités sont fréquemment utilisées ? Notre démarche exposera ainsi le fonctionnement « réel » d'une loi peu étudiée, qui a pourtant structuré à un certain moment, la vie de milliers d'ouvriers.

Le cadre spatio-temporel

Le cadre temporel de notre démarche a été déterminé à la fois par la disponibilité des archives ainsi que par la réalité régionale. Le choix de période est relié aux sources, car les dossiers pour accident du travail, selon la loi de 1909, sont produits entre 1910 et 1929 seulement. Avec la loi sur les accidents du travail de 1909, le gouvernement fait en sorte d'introduire un système de responsabilité sans égard à la faute, tout en reproduisant le traitement de ces accidents par le système judiciaire. C'est en 1929 que prend fin la judiciarisation des accidents du travail lorsque le système est réformé à la suite de la Commission sur les accidents du travail tenue l'année précédente. Désormais, les

accidents sont traités par la Commission des accidents du travail (CAT), un comité indépendant du système judiciaire⁹⁰.

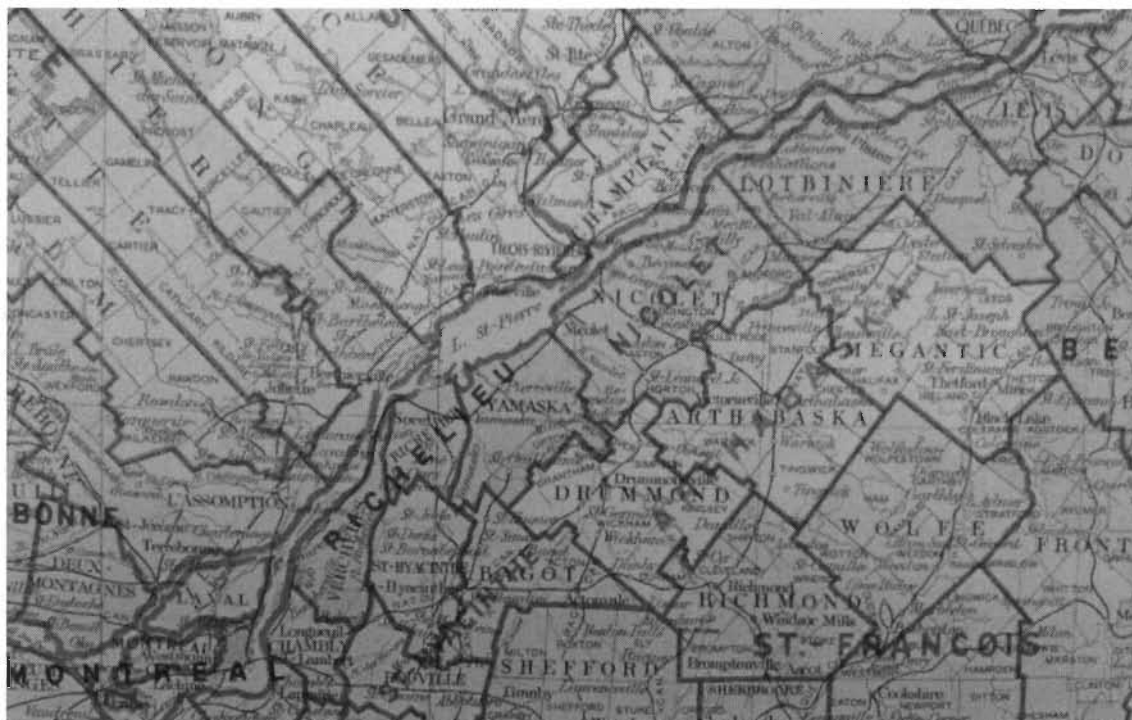
Le choix de la période est aussi en lien avec la réalité régionale. La période à l'étude s'amorce en 1920, car l'analyse porte sur les poursuites d'entreprises incorporées. Pour le territoire d'Arthabaska, c'est au cours de l'entre-deux-guerres que l'activité manufacturière et l'exploitation minière s'intensifient. Par conséquent, il existe peu de poursuites pour accident du travail avant la Grande Guerre, puisque la plupart des entreprises industrielles sont encore de petite taille et échappent à la législation. Ensuite, le territoire à l'étude est celui du district judiciaire d'Arthabaska. Ce district est créé en 1857 dans le cadre du mouvement de décentralisation judiciaire de la Cour de justice de Trois-Rivières⁹¹. La Cour supérieure s'installe alors dans la ville actuelle de Victoriaville, Arthabaska à l'époque, pour desservir les comtés de Drummond, Arthabaska et Mégantic (Figure 1)⁹².

⁹⁰ Le dernier dossier pour accident du travail trouvé dans les archives du district d'Arthabaska est présenté par Joseph Houle le 22 avril 1929. Nous croyons que la CAT prend en charge les accidents du travail à partir du 1^{er} mai. BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Joseph Houle/Asbestos Corporation Limited, no. 907, 22 avril 1929.

⁹¹ Evelyn Kolish, *Guide des archives judiciaires*, 2000 : 11.

⁹² Les statuts refondus de la province de Québec, 1888, Titre 1, découpage territorial : 51.

FIGURE 1
Districts judiciaires



Source : Chs. F Chartres et Georges Côté, Département des terres et forêts (1946), Districts judiciaires province de Québec [feuille sud-est], échelle 1:1013760, Département des terres et forêts, Québec.

Les sources

Les documents analysés par la présente étude étaient auparavant conservés au palais de justice d'Arthabaska depuis la création de cette Cour. Par la suite, ces archives ont été déposées au Centre des Archives nationales du Québec de la Mauricie/Bois-Francis, une première fois en novembre 1983 et la seconde fois en mai 1999. Les documents utilisés sont maintenant conservés au Centre d'archives de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

Cette étude se base sur 258 dossiers pour accident entendus par la Cour supérieure du district d'Arthabaska entre le 1er janvier 1920 et le 1er mai 1929. Puisque les poursuites pour accidents du travail n'ont pas la même ampleur, les dossiers ne dévoilent pas la même quantité d'information. 105 dossiers des 258 dossiers ne

contiennent que deux à trois documents : un consentement à jugement, un avis et un reçu final. Ces causes recèlent donc peu d'informations, outre la date de l'accident et le pourcentage de l'incapacité, l'âge de la victime et son lieu de résidence.

Les 153 autres dossiers s'avèrent plus complets. Ils indiquent la date de l'accident, la cause de celui-ci, le travail effectué au moment de l'accident, les blessures engendrées et la somme que le demandeur requiert en guise d'indemnisation. Ces dossiers livrent aussi les renseignements nécessaires à la détermination du montant de l'indemnisation, comme l'ancienneté depuis l'embauche ainsi que le salaire journalier et annuel perçu par l'ouvrier. Parfois, ces dossiers révèlent plusieurs autres informations précieuses, dont l'origine ethnique ou géographique, l'âge, le statut matrimonial et, dans certains cas, le niveau d'instruction du demandeur.

Dans les procès considérables, les avocats des entreprises fournissent un plaidoyer qui exprime une autre version des circonstances à l'origine de l'accident. Parfois, les dossiers renferment des diagnostics de médecins et de coroners, des témoignages et des pièces à conviction. Certains contiennent même des croquis avec la représentation des lieux des accidents, des cartes et des catalogues sur la machinerie à l'origine des accidents. Enfin lors de ces causes, les dossiers contiennent le verdict du juge avec un raisonnement détaillé.

La méthodologie

Pour cibler les poursuites en matière d'accidents de travail, nous avons d'abord utilisé le registre de toutes les causes présentées à la Cour supérieure du district d'Arthabaska. Les plumitifs indiquent le nom du demandeur, le nom du défendeur, la date d'inscription et de l'issue de la cause et surtout le numéro de dossier. Nous notons 355 poursuites enregistrées entre le 1^{er} janvier 1920 et le 1^{er} mai 1929. Par la suite, nous avons utilisé cette liste afin de cibler les dossiers contenus dans les fonds d'archives du

district. Tout d'abord, plusieurs poursuites repérées dans les plumitifs sont absentes du fonds d'archives. De plus, après vérification, certaines causes notées à la liste sont présentées en raison d'un litige non lié aux accidents du travail. En conséquence, notre corpus contient 258 poursuites pour accident du travail. Les données des dossiers ont été enregistrées dans une base de données, dans laquelle nous avons organisé l'information en fonction des différentes étapes d'un procès au civil.

D'autres documents ont été consultés aux fins de cette étude. Pour comprendre l'évolution du contexte législatif, nous avons examiné l'*Acte des manufactures de Québec de 1885*, puis la loi qui le remplacera en 1894, la *Loi des établissements industriels*, pour ensuite analyser les modifications de 1903 et 1907. Nous avons analysé chaque passage de la Loi sur les accidents du travail de 1909 afin de comprendre les rouages de son application. Ultimement, nous avons pris en considération les modifications de la loi sur les accidents du travail de 1928 et 1931.

Le district d'Arthabaska englobe une partie des gisements d'amiante les plus considérables au monde. Pour comprendre la situation de l'industrie de l'amiante durant la décennie étudiée, nous avons consulté les *Rapports sur les opérations minières dans la province de Québec*. Ces documents fournissent plusieurs statistiques sur l'industrie, comme les tonnes produites, le nombre d'ouvriers employés, les entreprises présentes, l'ouverture de nouvelles concessions, etc. Ces rapports s'avèrent aussi d'une grande utilité pour comprendre l'évolution des techniques d'extraction apportées par la seconde révolution industrielle. Une section de ces rapports aborde d'ailleurs les accidents du travail survenus chaque année. Cependant, ces documents ne décrivent que brièvement la cause des accidents et la nature des blessures. De plus, les données révèlent la situation pour l'industrie minière du Québec en entier, carrières et mines comprises.

Nous avons aussi consulté la base de données *Centre-du-Québec : bases de données en histoire régionale*, qui comporte plusieurs informations tirées des journaux d'époque. Ceux-ci servent en particulier à obtenir des informations sur les entreprises de moindre envergure présentes dans notre corpus. Pour connaître le nom complet des médecins et leur lieu de pratique, nous avons utilisé, un livre d'époque publié en 1929, *Thetford Mines : historique et biographie*.

Les dossiers sur les accidents du travail de notre corpus renferment des informations uniques sur des populations peu étudiées. Afin de dresser un portrait des acteurs en présence, nous avons relevé les données sociodémographiques présentées dans chaque dossier. Ensuite, les renseignements qualitatifs contenus dans les requêtes ont servi à identifier les différentes causes d'accidents survenus dans le district d'Arthabaska et la nature des blessures qui affectent les ouvriers des différents secteurs d'activités.

Afin d'analyser la durée des incapacités au travail et le pourcentage d'ouvriers qui retirent des indemnités pour les jours où ils demeurent incapables de travailler, nous avons relevé les renseignements quantitatifs comme les sommes réclamées et reçues. Par la suite, nous avons catégorisé les poursuites en fonction des issues qui découlent d'une entente au tribunal et celles déterminées par un procès formel. Ainsi nous pouvons analyser si les ouvriers retirent une somme plus importante lors d'un consentement ou d'un procès formel. Ultimement, le montant reçu en guise d'indemnisation finale révèle quelles blessures, selon la loi de 1909, réduisent la capacité au travail.

Les plaidoyers et les motions de la défense font partie des moyens techniques utilisés par les entreprises afin de déroger aux obligations prévues par la loi. Les arguments ont été analysés par catégories pour dévoiler les débats engendrés lors des

poursuites pour accidents du travail. Enfin, nous présentons des cas où les arguments fournis par la défense furent retenus dans le jugement contre le demandeur.

Les dossiers judiciaires relatifs aux accidents du travail contiennent une quantité considérable d'informations complémentaires comme des reçus détaillés des dépenses liées au procès. Les frais de cour déboursés par les parties ont été analysés en fonction des différentes issues de manière à établir la différence les frais de cour engendrés par une entente au tribunal et un procès typique. Quant aux autres coûts occasionnés par un accident, certains dossiers contiennent des renseignements sur les frais d'hôpitaux et même d'ambulance. Les sommes déboursées par les entreprises afin de soigner un ouvrier sont parfois soustraites du montant de l'indemnisation finale. Puisque nous devons considérer ces éléments, nous relevons également les différents hôpitaux fréquentés par les ouvriers ainsi que les médecins qu'ils ont visités. Parallèlement, cette démarche permet de dévoiler l'accessibilité aux soins offerts à l'époque.

LE PLAN DE L'ÉTUDE

Le premier chapitre se penche sur les acteurs impliqués dans les dossiers pour accidents du travail. Nous examinons ici le profil sociodémographique des demandeurs (leur âge, leur lieu de résidence, leurs salaires) et des différentes entreprises poursuivies.

Puisque la majeure partie des accidents surviennent dans l'industrie de l'amiante, nous amorçons le deuxième chapitre avec des précisions sur l'évolution des techniques et des outils d'exploitation au début du XX^e siècle. Nous portons une attention particulière aux techniques utilisées par les compagnies minières afin de comprendre l'environnement de travail dans lequel les accidents se produisent et dressons un portrait d'ensemble des accidents survenus dans cette industrie. Ensuite, nous dressons un bilan des causes d'accidents et des blessures engendrées chez les différents corps de métier de

l'industrie minière. Nous traitons enfin des accidents survenus à Drummondville, à Victoriaville et dans d'autres agglomérations des Bois-Francs.

Le troisième chapitre aborde les deux catégories d'indemnisation prévues par la loi de 1909 : l'indemnisation temporaire et l'indemnisation permanente. Nous nous intéressons en outre aux écarts entre les montants réclamés et reçus par les accidentés ainsi qu'aux règlements ayant nécessité des jugements formels. Puis, nous traitons des sommes que les ouvriers ont retirées pour leurs diverses blessures déclarées aux membres supérieurs et inférieurs. Le chapitre se clôt avec une analyse des autres facteurs qui influencent le montant final de l'indemnisation, soit les frais associés aux soins et aux démarches judiciaires.

Enfin, le chapitre 4 présente l'argumentaire et les stratégies des entreprises poursuivies lors des procès pour accident du travail. Les arguments ont été divisés en différentes catégories : les références aux articles restrictifs de la loi de 1909, les arguments de circonstances, les accusations de mensonges et malhonnêteté, ainsi que les allégations d'absence de lien entre l'accident et l'incapacité prétendue. Nous terminons en abordant l'autre moyen utilisé par la défense afin d'établir leur innocence, soit la présentation des motions. S'ensuit une présentation des cas où les arguments et les techniques de la défense ont fait en sorte que le demandeur perd son procès. Finalement, nous abordons l'utilisation de la faute inexcusable, ainsi que les procès en vertu de la responsabilité civile.

CHAPITRE 1

LES ACTEURS ET LA SOCIOGÉOGRAPHIE DES ACCIDENTS DE TRAVAIL

Les dossiers des accidents du travail donnent accès à plusieurs informations sur les divers acteurs impliqués. À l'aide des renseignements sociodémographiques, nous dressons un portrait sommaire des demandeurs du district d'Arthabaska. Par la suite, nous abordons les seconds acteurs en importance, soit les défendeurs. Nous présentons ainsi les entreprises de la région de l'amiante, tout en expliquant la situation générale de l'industrie. Puis, s'ensuit un bref survol de l'histoire économique des autres régions où se concentrent les entreprises poursuivies, soit Drummondville et Victoriaville. Enfin, nous nous penchons sur les médecins impliqués et leurs lieux de pratique.

1.1 LES DEMANDEURS ET LES VICTIMES

1.1.1 Les hommes

Les hommes figurent comme demandeur dans 241 des 258 réclamations pour accident du travail de notre corpus. Les victimes engagent 213 des actions en leur propre nom. Les 28 autres poursuites sont le fait de représentants de personnes mineures au sens de la loi ou d'ouvriers décédés. Les pères des victimes effectuent 21 de ces réclamations. Dans 16 de ces réclamations, le père poursuit pour l'accident de son fils d'âge mineur et donc sans capacité juridique¹. Puis dans les cinq autres cas, c'est le père de l'accidenté qui engage la poursuite en raison de la mort de son fils. Ceci laisse croire

¹ Sur les 16 poursuites, nous répertorions deux décès. BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Ovide Lessard/The Pennington Asbestos Co., no 133, 1921; Jean Labbé/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 459/278, 1921.

que ces hommes n'étaient pas mariés, sans quoi les épouses des défunts auraient enclenché les procédures. Nous avons accès à l'âge de 4 de ces 5 victimes. Elles sont d'ailleurs toutes assez jeunes : 22, 23, 27 et 28 ans².

Les sept dernières poursuites sont engagées par des représentants qui ne sont ni la victime elle-même, ni son père. Nous retrouvons une poursuite effectuée par le cousin maternel de l'accidenté, une autre par le beau-père et une autre, enfin, par le père adoptif³. Dans un autre cas, c'est l'ami du défunt qui amorce la requête dans le but d'obtenir une indemnisation pour les deux filles de la victime âgées de 13 et 16 ans⁴. Un demandeur dépose une requête à titre de représentant du fils de son épouse issu d'un premier mariage⁵. Les deux dernières requêtes sont soumises par un tuteur dont le lien avec la victime demeure inconnu⁶.

1.1.2 Les femmes

Notre corpus ne contient aucune femme victime d'un accident du travail. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette absence. D'abord durant les années 1920, la majorité des femmes du district d'Arthabaska sont occupées aux tâches domestiques. Celles qui travaillent œuvrent dans les boutiques, les entreprises familiales et les petits commerces dépourvus de personnalité juridique. Ensuite, elles sont exclues des grands secteurs d'activités accidentogènes comme l'exploitation des ressources naturelles, les transports et la construction. Si certaines femmes œuvrent dans ces domaines, en général, elles effectuent du travail administratif. Pour ce qui est du secteur secondaire, à

² Georges McCrea/Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines Limited, no 75, 1922; Giacomo Zizaldo/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 181, 1921; Évariste Boudreau/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 48, 1922; Charles Lafrance/Consolidated Asbestos Limited, no 617/18, 1925; Jean Vallières/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 673, 1926.

³ Omer Labarre fils/Asbestos Corporation Limited, no 704, 1926; Ephrem Labonté/Federal Asbestos Co., no 468/510, 1921; Xavier Beaulieu/Asbestos Corporation Limited, no 114, 1927.

⁴ Olivier Landry/Johnson's Company, no 712, 1926.

⁵ Adélard Dargie/Consolidated Asbestos Limited, no 190, 1920.

⁶ Alfred Laplante/Asbestos Corporation Limited, no 738/9, 1927; Wilfrid Saint-Onge/The Foundation Company of Canada Limited, no 644, 1925.

l'époque analysée, les entreprises de fabrication de vêtements situées à Victoriaville et les manufactures de textile de Drummondville emploient des femmes. Par contre, ces activités industrielles engendrent moins d'accidents que le secteur primaire.

Ensuite, les femmes sont aussi peu présentes du côté des demandeurs en raison de l'incapacité juridique de la femme mariée. C'est pourquoi, lorsque l'enfant d'un couple marié subit un accident, c'est l'homme qui poursuit l'entreprise. Par contre, les veuves sont dotées de cette capacité juridique. Ainsi, toutes les femmes de notre corpus qui figurent comme demanderesse sont veuves. Pour les années étudiées, nous recensons 17 femmes comme demanderesse. 15 d'entre elles soumettent une requête en raison de la mort de leur mari. 13 de ces femmes demandent une indemnité pour elles-mêmes et pour leurs enfants (voir tableau 1 pour la composition des familles). En ce qui concerne les deux autres, la première réclame la somme pour elle-même et pour la fille de son défunt époux issue de son premier mariage. La seconde revendique une indemnisation seulement pour elle-même⁷. Puis, deux femmes réclament une indemnisation en raison d'un accident dont fut victime leur fils. Une poursuit pour la mort de son fils, son seul soutien, afin de subvenir aux besoins de ses huit autres enfants⁸. Enfin, la seconde poursuit en raison d'un accident qui occasionne une incapacité partielle et permanente à son fils mineur dont elle est la tutrice⁹.

⁷ Anésie Grenier/Consolidated Asbestos Limited, no 400, 1920; Adrienne Maheu/Asbestos Corporation Limited, no 789, 1927.

⁸ Lucie Drouin/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 144, 1925.

⁹ Anna Doyon/The Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines Co., no 562, 1924.

TABLEAU 1
Renseignements sur les veuves et leurs ménages, 1920-1929

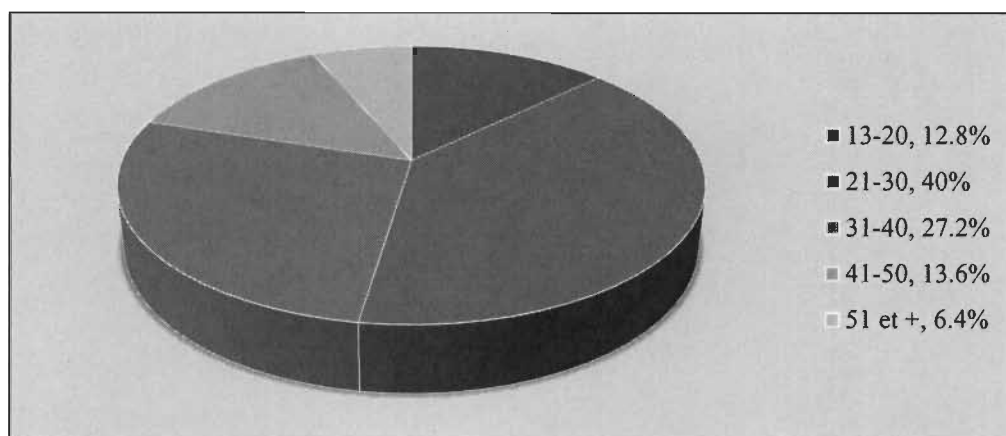
Nom des demanderesses	Nombre d'enfants	Âge des enfants	Âge de la femme	Âge du défunt
Alida Bégin	4	5-4-2 ans et 11 mois	35 ans	
Exilia Blanchette	3	6-5 ans et 6 mois		30 ans
Anna Bouchard	3	Mineurs		
Azilda Bouchard	2	Majeurs	51 ans	55 ans
Alice Cantin	2	22 et 8 mois		
Marie Dubois dit Lafrance	4	14-11-9-5		
Alice Gagnon	4	Mineurs		
Anna Gereliuc	2	Mineurs		
Adélia Perron	9	20-18-17-15-12-11-8-6-4 ans		
Emma Pinette	9	16-15-13-12-10-8-6-3-1 ans		
Emma Roy	1	2 ans		
Marie Tremblay	6	15-14-11-8-3-1 ans	37 ans	45 ans
Palmire Gilbert	1	13 ans		

Sources: BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Alida Bégin/Federal Asbestos Company, no. 419/294, 1920; Exilia Blanchette/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 397, 1920; Anna Bouchard/Consolidated Asbestos Limited., no 435, 1921; Azilda Bouchard/Asbestos Corporation Limited, no 189, 1927; Alice Cantin/Asbestos Corporation Limited, no 708, 1926; Marie Dubois dit Lafrance/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 232, 1923; Alice Gagnon/Asbestos Corporation Limited, no 723, 1926; Anna Gereliuc/Johnson's Company, no 220, 1921; Adélia Perron/Asbestos Corporation of Canada, no 601, 1924; Emma Pinette/Federal Asbestos Co., no 523, 1923; Emma Roy/The Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines Co., no 392, 1920; Marie Tremblay/Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, no 231, 1926; Palmire Gilbert/Asbestos Corporation Limited, no 707, 1926.

1.1.3 L'âge des victimes

Sur les 258 réclamations examinées, nous avons accès à l'âge de 125 victimes. La figure 2 présente l'âge de ces ouvriers. On constate que les victimes d'accidents sont généralement jeunes, soit moins de 30 ans, dont plusieurs mineurs au sens de la loi.

FIGURE 2
Tranche d'âge des victimes d'accident en pourcentage, 1920-1929



Sources : BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1.

D'ailleurs en subdivisant la catégorie des 21 à 30 ans inclusivement, nous constatons que 2/3 de ces ouvriers ont entre 21 et 25 ans. Ainsi, environ un travailleur sur quatre est un jeune adulte (entre 21 et 25 ans inclusivement). Nous avons donc affaire ici à une population assez jeune, car en additionnant le nombre de mineurs à celui des jeunes adultes nous obtenons 38,4 % de toutes les victimes dont l'âge est connu. Enfin, la moyenne d'âge de tous les accidentés s'élève à environ 31,4 ans. Nous croyons que les jeunes hommes sont surreprésentés, puisqu'ils composent tout d'abord une forte partie des effectifs du secteur de l'amiante. Ensuite, souvent, les gens avec peu d'expérience occupent les postes les plus dangereux et les plus éprouvants physiquement. De plus, la rémunération au rendement pourrait avoir encouragé de jeunes hommes en santé à adopter un rythme de travail élevé, ce qui augmente les chances d'accident.

1.1.4 Les lieux de résidence des victimes

Nous avons accès au lieu de résidence de 244 demandeurs. Les ouvriers des régions manufacturières résident pour la plupart dans la ville où ils travaillent. 13 ouvriers déclarent demeurer à Drummondville et 5 à Victoriaville. Parallèlement, les

travailleurs de l'amiante résident en majorité dans la région de Thetford Mines. 140 demandeurs déclarent habiter la ville elle-même. De ce nombre, nous avons répertorié l'adresse civique de 12 ouvriers. Leurs logis se situent près des exploitations minières, ou à une courte distance de marche. Dans les régions productrices d'amiante, en périphérie de Thetford Mines, 10 demandeurs déclarent habiter à Robertsonville, et 21 à Black Lake. Ainsi, la majorité des ouvriers de l'amiante réside près de leur lieu de travail. Les figures 3, 4 et 5 exposent bien la proximité entre les quartiers ouvriers et les sites miniers.

FIGURE 3

Photo aérienne des installations de la mine King, propriété de l'Asbestos Corporation Limited, s.d., entre 1930-1940



Source : Centre d'archives de la région de Thetford, collection du Musée minéralogique et minier de Thetford Mines.

FIGURE 4**Photo aérienne du vieux quartier Saint-Maurice, 1972**

Source : Centre d'archives de la région de Thetford, collection du Musée minéralogique et minier de Thetford Mines, fonds Jacques Fugère.

FIGURE 5**Lieu de résidence approximatif de huit demandeurs habitant le centre-ville de Thetford Mines, 1920-1928**

Source: *Insurance plan of the city of Thetford Mines*, Toronto, Montréal, Underwriters Survey Bureau Limited, 1959, no 174317_01.

1.2 GÉOGRAPHIE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

1.2.1 Les régions de l'amiante

Au cours des années 1920, les entreprises incorporées présentes sur le territoire à l'étude se concentrent principalement dans les régions productrices d'amiante et dans les deux villes du Centre-du-Québec, soit Drummondville et Victoriaville. Néanmoins, la grande majorité des accidents du travail sont liés à l'exploitation de l'amiante. Entre 1920 et 1929, nous répertorions 222 poursuites contre 13 compagnies minières et quatre contre deux entreprises spécialisées dans l'extraction des dépôts superficiels, ce qui constitue 87,5 % des accidents recensés¹⁰. Toutefois, puisque le district d'Arthabaska englobe seulement quatre des six zones de production d'amiante du Québec, notre mémoire ne présente qu'une partie de la totalité des accidents survenus dans cette industrie entre 1920 et 1929.

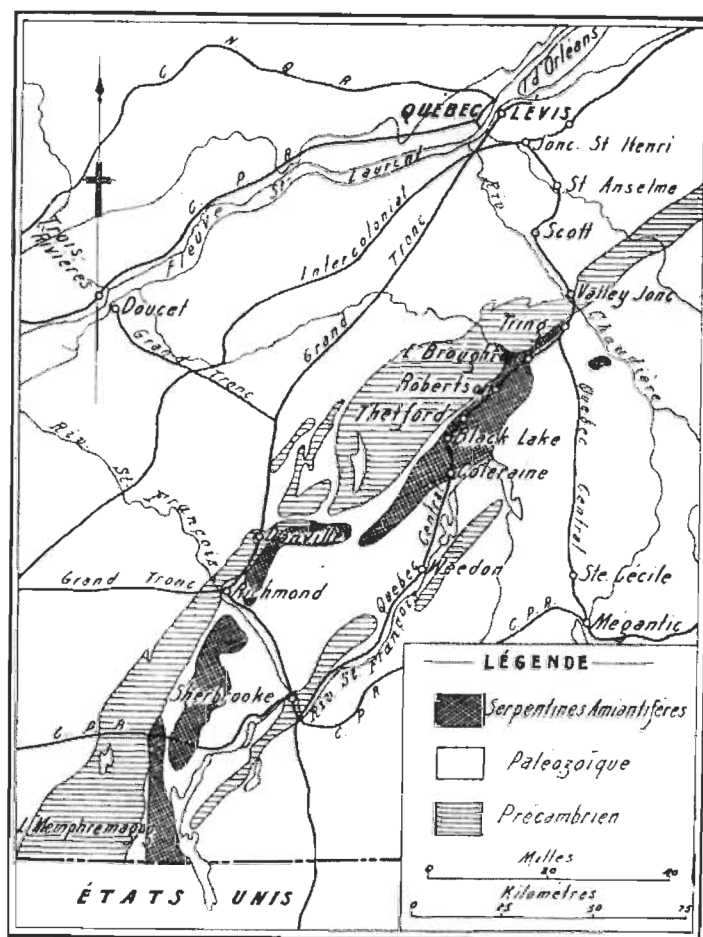
Ces quatre zones sont Robertson situé à 71 milles au sud de la ville de Québec, Thetford Mines à 76 milles, Black Lake à 80 milles et Coleraine à 86 milles (figure 6). Le chemin de fer du Québec Central, entre la ville de Québec et Sherbrooke, relie tous ces centres¹¹. Ce même chemin de fer intègre aussi la région productrice d'East Broughton située à 60 milles au sud de Québec, et il rejoint la région qui donnera naissance à la ville d'Asbestos. Cependant, ces deux régions se situent hors des limites territoriales du district d'Arthabaska. Notre corpus comprend neuf compagnies minières

¹⁰ Ces compagnies interviennent généralement lors de la mise en chantier d'une nouvelle mine, ou lors de l'agrandissement d'une mine existante. Leur travail consiste à abattre les arbres et retirer le « mort terrain », afin de rejoindre la serpentine. Ministère de la Colonisation des Mines et des Pêcheries, service des mines, *Rapport sur les opérations minières dans la province de Québec durant l'année 1919*, (dorénavant ROMPQ 1919), Québec, L.A. Proulx, 1920: 32; Ministère de la Voirie et des Mines, service des mines, ROMPQ 1928, Québec, R. Paradis, 1929: 35.

¹¹ La présence du chemin de fer a grandement contribué à l'expansion rapide de cette industrie. De plus, plusieurs gisements de surfaces sont découverts lors de la construction de voies ferrées. ROMPQ 1920, Québec, L.A. Proulx, 1921: 28.

qui exploitent des gisements à Thetford Mines, deux à Robertsonville, une à Black Lake et une à Coleraine¹².

FIGURE 6
Gisements d'amiante de la province de Québec, 1923



Source : ROMPQ 1923, Québec, L.A. Proulx, 1924 : 30.

1.2.2 La concentration des capitaux et du salariat dans l'industrie de l'amiante

Ces neuf compagnies exploitent leurs gisements à des époques différentes. Au Québec en 1920, un total de 17 compagnies exploitent 21 mines d'amiante, puis en

¹² Pour les régions productrices d'amiante, seulement une requête est présentée contre une entreprise non liée à ce secteur d'activité, l'Asbestos Foundry Co. situé à Thetford Mines. BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Joseph Saint-Laurent/Asbestos Foundry, no 567/77, 1924.

1928, six compagnies tirent profit de 14 mines¹³. Le tableau 2 montre bien que durant la période étudiée, l'industrie de l'amiante fait l'objet d'un important mouvement de concentration. En 1920, nous retrouvons des poursuites pour accident contre sept compagnies. Ensuite, en 1928, les requêtes sont présentées contre deux minières seulement. Cette année-là, l'Asbestos Corporation Limited exploite six mines et la Johnson's Company deux.

TABLEAU 2
Nombre d'entreprises qui exploitent l'amiante au Québec et nombre d'entreprises présentes dans notre corpus en fonction de l'année, 1920-1928

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Nombre d'entreprises exploitant l'amiante au Québec	17	16	13	13	13	11	6	6	6
Nombre d'entreprises présentes dans notre corpus	7	7	8	7	5	3	4	2	2

Sources : ROMPQ 1920 à 1928.

La concentration des capitaux et les fusions d'entreprises font partie intégrante de l'histoire de l'industrie de l'amiante au Québec. Découverts en 1876 et 1877, des promoteurs locaux exploitent d'abord les gisements de surface. Rapidement dans la décennie 1880, des investisseurs britanniques acquièrent plusieurs concessions. Les investissements anglais apportent une première révolution des procédés de mécanisation et d'extraction. En parallèle de cette modernisation, la majorité des entreprises américaines s'unissent pour former la H.W. John's Manufacturing Co. en 1891¹⁴. Entre 1909 et 1912, des exploitations encore sous contrôle canadien se réorganisent. C'est

¹³ ROMPQ 1920: 18; ROMPQ 1928: 35.

¹⁴ Réjean Lampron et Marc Cantin, *Asbestos : filons d'histoire, 1899-1999*, Asbestos, Centenaire de la ville d'Asbestos, 1999: 27.

alors que naît l'Asbestos Corporation of Canada Limited¹⁵. Au début de la Première Guerre mondiale, l'industrie de l'amiante rencontre des difficultés. Les exportations diminuent, ce qui favorise l'implantation des intérêts américains dans le secteur¹⁶. En 1920 cependant, l'industrie connaît sa meilleure année en termes de production et de valeur ajoutée¹⁷. Le Québec produit alors 86,6 % de l'amiante à l'échelle mondiale. Puis, en 1921, la valeur par tonne chute brutalement passant de 81,89 \$/tonne à 59,44 \$/tonne en raison de la dépression suivant la Grande Guerre. Le tableau 3 fait état de l'influence des variations du prix de l'amiante « à la tonne » sur la valeur produite.

TABLEAU 3
Valeur de la production québécoise d'amiante, 1911-1928

Année	Valeur (\$)/tonne	Valeur (\$)	Année	Valeur (\$)/tonne	Valeur (\$)
1911	29,6	3 026 206	1920	81,89	14 749 048
1912	27,52	3 059 084	1921	59,44	5 189 789
1913	28,04	3 830 504	1922	37,75	6 053 068
1914	26,96	2 895 935	1923	33,97	7 364 260
1915	31,33	3 544 362	1924	31,37	6 561 659
1916	38,87	5 182 905	1925	32,82	8 976 645
1917	52,45	7 198 558	1926	36,13	10 095 487
1918	63,35	9 019 899	1927	38,65	10 621 013
1919	80,47	10 932 289	1928	41,16	11 283 361

La valeur en dollars par tonne fut calculée à partir de la valeur produite et les tonnes d'amiante produites mentionnées dans les rapports sur les opérations minières.

Sources : ROMPQ 1928 : 28 et 31.

Entre 1921 et 1924, la chute des prix favorise une nouvelle concentration des activités. C'est lors de cette restructuration qu'émerge l'Asbestos Corporation Limited,

¹⁵ Robert Armstrong, « L'industrie de l'amiante au Québec, 1878-1929 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, no 2 (1979): 192.

¹⁶ Pour comprendre les transformations économiques et politiques du secteur minier au début du XX^e siècle à partir de l'élaboration de l'*Acte général des mines de Québec* de 1880 voir: Pierre Paquette « Industries et politiques minières au Québec, une analyse économique 1896-1975 » *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, no 4 (1984): 573-602.

¹⁷ ROMPQ 1920: 14.

la compagnie qui connaît le plus grand nombre d'accidents dans notre enquête¹⁸. D'ailleurs, en additionnant les poursuites contre les entreprises incluses dans cette fusion à celles contre la compagnie maintenant enregistrée sous le nom de l'Asbestos Corporation Limited, nous obtenons 79,5 % des requêtes recensées pour accident du travail dans le district d'Arthabaska¹⁹. Cette entreprise s'avère donc la plus dangereuse de tout notre corpus. La réorganisation effectuée par l'Asbestos Corporation permet la relance de l'industrie jusqu'à la crise de 1929²⁰. En somme, la décennie 1920 demeure une période de croissance pour l'industrie tout comme pour les villes minières. Au cours des années 1920, la population de la ville de Thetford Mines augmente de 7 890 à 10 700 habitants, tandis que celle d'Asbestos double de 2190 à 4400 habitants²¹. La présence de ces entreprises favorise donc l'urbanisation rapide à l'échelle régionale.

En effet, au cours de la décennie étudiée, la région de l'amiante attire un nombre considérable d'ouvriers en raison de l'offre d'emploi et des salaires intéressants. Afin d'éclairer l'expérience vécue par ces ouvriers, examinons ce qui unit ces hommes à l'industrie, soit la rémunération de leur force de travail. Un bref retour sur la période antérieure montre bien pourquoi plusieurs journaliers choisissent ce métier au cours des années 1920. En 1915, les mineurs gagnent en moyenne 1,75 \$ par jour. Puis à la fin de la guerre, en raison de la rareté de la main-d'œuvre et l'augmentation de la demande en amiante, les salaires grimpent jusqu'à 4,25 \$ par jour²². Toutefois, cette hausse des

¹⁸ Nous notons 93 poursuites contre l'Asbestos Corporation Limited. En 1926, l'entreprise emploie environ 1400 hommes par jour. Cette entreprise est née de la fusion de l'Asbestos Corporation of Canada Ltd, de la Consolidated Asbestos Ltd, de la Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines Ltd, de la Maple Leaf Asbestos Corporation Ltd, de l'Asbestos Mine Limited, de la Federal Asbestos Co. Ltd et de la Black Lake Asbestos and Chrome Co. Ltd. De plus, l'Asbestos Corporation Limited acquiert la Pennington Asbestos Co. au cours de l'année 1926. ROMPQ 1926, Québec, L.A. Proulx, 1927: 27.

¹⁹ Avant ces fusions, en 1921, l'Asbestos Corporation of Canada était déjà l'entreprise productrice d'amiante la plus considérable du monde. ROMPQ 1921, Québec, L.A. Proulx, 1922: 22.

²⁰ Pour saisir la relance de l'industrie voir tableau 3: 1926, 1927, 1928. Sur les 3 200 ouvriers qui travaillent dans l'industrie avant la crise, ce nombre sera réduit à 1 200 en 1933. Jean-Pierre Kesteman, Diane Saint-Pierre et Peter Southam, *Histoire des Cantons de l'Est*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1998: 550.

²¹ *Ibid.* : 490.

²² ROMPQ 1920: 120.

salaires n'est pas propre à l'industrie de l'amiante. Elle est généralisée dans toutes les industries et elle est due en bonne partie à la forte inflation qui sévit dans la seconde moitié des années 1910. D'ailleurs durant la décennie étudiée les salaires affichent une certaine stabilité. En 1928, les mineurs gagnent toujours entre 4 \$ et 4,75 \$ pour une journée de travail de 10 heures et une pause de 20 minutes « pour la collation du jour »²³. Toutefois, la stabilisation des salaires va de pair avec une diminution des prix à la consommation.

Le rapport sur les opérations minières dans la province de Québec de 1920 nous renseigne sur le mode de rémunération. Il dévoile que : « dans la plupart des mines d'amiante on assigne les ouvriers à une opération définie, lorsque la chose est possible on les paie à autant la tonne. Grâce à ce système, le rendement par homme est considérablement augmenté et les mineurs se font des salaires très élevés [...] »²⁴. Les compagnies paient les ouvriers affectés au chargement des bennes, le corps de métier le plus nombreux selon ce système. Afin de calculer le rendement, les compagnies paient « à la boîte ». En 1925, l'Asbestos Corporation paie 0,97 \$ la boîte. En guise d'exemple, Ernest Aubin, un travailleur de 21 ans et son coéquipier gagnent chacun 4,88 \$/jour en chargeant 10 boîtes par jour²⁵.

Par conséquent, la rémunération en fonction de la productivité fait en sorte que les salaires varient aussi au sein du même corps de métier. Chez les ouvriers affectés au chargement des bennes en 1920, certains retirent un salaire de 3,50 \$/jour, d'autres 4 \$/jour, mais la plupart gagnent entre 4 \$ et 4,50 \$/jour. Les contremaîtres reçoivent

²³ *Ibid.* : 104.

²⁴ *Ibid.* : 103.

²⁵ Seulement un dossier nous renseigne sur une prime pour le travail de nuit. Cet ouvrier perçoit 0,40 \$ la boîte le jour. Puis le montant augmente à 0,45 \$ la boîte la nuit. BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Ernest Aubin/Asbestos Corporation Limited, no 733/311, 1926; Évangéliste Légaré/The Pennington Asbestos Co., no 121, 1921.

pour leur part entre 4,50 et 5 \$/jour²⁶. Les personnes mineures au sens de la loi touchent entre 3,25 et 3,50 \$/jour²⁷.

D'autres corps de métier figurent parmi les accidentés, dont les travailleurs affectés au minage des parois (un travail qui oblige à grimper les parois afin de déloger des pierres), les serre-freins (aussi appelés « brakeman », affectés au couplage des wagons) et les sonneurs (qui montent et remontent les bennes servant au chargement de l'amiante). Leurs salaires varient de 2,50 à 3,50 \$ en moyenne.

Des accidents affectent également des ouvriers employés dans les moulins de traitement de l'amiante. Dans l'ensemble, ils gagnent moins que les travailleurs de fond. Josaphat Bilodeau et Charles Turgeon, 33 ans, gagnent 2,50 \$/jour, tandis que Joseph Langlois, 37 ans, retire 3,35 \$/jour²⁸. Au moulin, seuls les ouvriers qui chargent les poches d'amiante dans les wagons pour l'expédition gagnent un salaire comparable aux travailleurs de fond. Alfred Richard, 23 ans, retire 4,50 \$/jour en effectuant ce métier²⁹. Enfin, les ouvriers affectés à l'entretien des machines gagnent légèrement plus que ceux qui ensachent l'amiante. Philibert Martin, un huileur de machineries de 22 ans, gagne 3,20 \$/jour tandis que pour le même travail Alfred Hamel perçoit 3,50 \$/jour³⁰.

En somme, dans cette industrie les gages varient d'un poste à l'autre et à l'intérieur du même corps de métier. Les ouvriers qui perçoivent les salaires les plus élevés sont payés à la tâche, et ceux qui gagnent le moins sont employés au moulin. Ainsi, la rémunération fluctue davantage en fonction du poste occupé à la mine qu'en fonction de l'entreprise. La région de l'amiante offre donc des emplois miniers variés, à

²⁶ Exilia Blanchette/Consolidated Asbestos Limited, no 397, 1920.

²⁷ Joseph Dutil/Bell Asbestos Mines, no 388, 1920; Adélar Dargie/Consolidated Asbestos Limited, no 190, 1920; Xavier Beaulieu/Asbestos Corporation Limited, no 114, 1927.

²⁸ Josaphat Bilodeau/Canada Asbestos and Chrome Co., no 466/502, 1921; Charles Turgeon/Consolidated Asbestos Limited, no 296, 1922; Joseph Langlois/Asbestos Corporation Limited, no 619/19, 1925.

²⁹ Alfred Richard/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 460/298, 1921.

³⁰ Philibert Martin/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 610/342, 1924; Alfred Hamel/Johnson's Company, no 801, 1927.

différents salaires. Si la rémunération au rendement prévalant dans quelques corps de métier permet aux travailleurs d'avoir une certaine emprise sur leur revenu, c'est généralement au prix de leur santé.

1.2.3 Drummondville

Outre les accidents survenus dans la région de l'amiante, nous enregistrons 15 poursuites contre des entreprises incorporées dans la ville de Drummondville³¹. La majorité des accidents recensés en cette ville sont liés à la nouvelle vague d'industrialisation qui déferle sur la ville à partir de 1920. À l'entrée du XX^e siècle, les activités industrielles de Drummondville demeurent modestes³². On y dénombre quelques scieries, une tannerie et des manufactures de petite envergure qui fabriquent des épingles, des allumettes ou encore des chaussures. La fonderie McDougall reste le plus important employeur de la ville, malgré un ralentissement marqué de sa production au cours des dernières années³³. C'est l'économie de guerre du premier conflit mondial qui ouvre la voie à l'implantation de la première grande entreprise dans la ville. En 1915, l'Ætna Chemical installe un important complexe de fabrication d'explosifs au sud-est de la ville. Durant l'année où la production fonctionne au maximum, l'entreprise emploie entre 1 500 et 2 500 personnes³⁴. Cependant, l'Ætna connaît une brève existence puisqu'en janvier 1919 elle doit fermer ses portes faute de commandes.

³¹ Pour Drummondville, nous notons 5 poursuites contre la Jenckes Canadian Co., 2 contre la Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, 3 contre la Canadian Celanese Co. Limited, 1 contre la Lord & Burnham Co. Limited et 1 contre Newton Dakin Construction Co., 1 contre The Foundation Company of Canada Limited, 1 contre Campbell MacLaurin Lumber Co., 1 contre The Walsh Plate and Structural Works Company Limited.

³² La ville ne compte que 1450 habitants en 1901. Claude Bellavance, Yvan Rousseau et Jean Roy, *Histoire du Centre-du-Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013: 500.

³³ La fonderie ferme ses portes en 1911 après environ 30 ans d'activités. *Ibid.* : 479.

³⁴ Beaucoup de ces travailleurs sont des nouveaux arrivants de l'Europe de l'Est. D'ailleurs, la plupart d'entre eux quittent la région à la suite de la fermeture de l'usine. *Ibid.* : 480.

À la faveur des innovations de la deuxième révolution industrielle, Drummondville connaît un important développement industriel³⁵. En effet, c'est l'arrivée de l'électricité bon marché qui attire plusieurs investissements dans la région. Terminés en 1919 et 1925, les deux barrages de la Southern Canada Power situés aux chutes Lord et Hemming sur la rivière Saint-François deviennent le moteur de développement de la ville. Rapidement, l'afflux de capitaux américains, britanniques et anglo-canadiens transforme le secteur manufacturier. Ces investissements sont favorisés par une conjoncture avantageuse que l'on peut définir en quatre points : énergie à faible coût, disponibilité d'une main-d'œuvre abondante et à bon marché, politique de faible taxation foncière et présence d'un système de voies ferrées bien intégré. C'est ainsi qu'au cours des années 1920, l'industrie du vêtement et du textile s'établit véritablement avec l'arrivée de moyennes et grandes entreprises³⁶.

Par conséquent, le marché du travail de Drummondville diffère grandement de celui retrouvé dans la région de l'amiante. Ceci se reflète sur les salaires ouvriers. À la Jenckes Canadian Co., une usine de tissus, cordes et filets, Arthur Lefebvre, 18 ans, obtient 2,72 \$/jour et Ernest Lepage, 38 ans, perçoit environ 3 \$/jour³⁷. C'est un peu plus qu'à la Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, où Ferdinand Bernier, 45 ans, en gagne 2,50 \$/jour³⁸.

Mis à part le travail manufacturier, la ville offre plusieurs emplois dans le domaine de la construction. Par exemple, la construction de la Canadian Celanese Co.

³⁵ Pour saisir les transformations sociales apportées par l'implantation de la grande industrie dans cette ville rurale, voir: Everett C. Hughes, *Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada français*. Préface et traduction de Jean-Charles Falardeau. Montréal, Boréal Express, 1972: 390.

³⁶ La Butterfly Hosiery et la Canadian H.W. Gossard s'établissent en 1919, puis la Dominion Silk en 1920, la Dyeing and Printing en 1923 et la Louis Russel en 1924. La Canadian Celanese s'implante en 1926 pour employer au cours des prochaines années des milliers de travailleurs. Bellavance, Rousseau et Roy, *Histoire du Centre-du-Québec*: 482.

³⁷ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Josué Lefebvre/Jenckes Canadian Co. Limited, no 614/353, 1924; Ernest Lepage/Jenckes Canadian Co. Limited, no 639/317, 1925.

³⁸ Marie Tremblay/Dominion Silk Dyeing & Finishing Company Limited, no 231, 1926.

qui débute en 1926 procure du travail à plusieurs centaines d'hommes³⁹. Dans notre corpus, nous retrouvons le salaire de certains des ouvriers de métier embauchés par la Foundation Canada Co., mandatée pour construire le complexe industriel. Ils gagnent sensiblement le même salaire que les mineurs les mieux payés, soit entre 4 et 5 \$ par jour selon les dossiers judiciaires.

Ensuite nous avons accès au salaire d'ouvriers employés chez deux entreprises issues de la première vague d'industrialisation. Adélarde Thivierge, 20 ans, gagne environ 2,60 \$/jour chez la Campbell Lumber Company, une scierie fondée en 1908⁴⁰. Joseph Picotin, 35 ans, perçoit 3 \$/jour en travaillant pour la The Walsh Plate and Structural Works Limited, une fonderie établie en 1912 spécialisée dans la fabrication de bouilloires et de poutres d'acier⁴¹. Par conséquent, la ville offre à cette époque plusieurs emplois à des salaires variés.

1.2.4 Victoriaville et les Bois-Francs

Le troisième endroit où nous notons une concentration des accidents du travail est la région des Bois-Francs, plus précisément à Victoriaville⁴². Dans cette région, la presque totalité des accidents recensés provient de l'industrie du meuble. Victoriaville connaît un essor industriel plus précoce que Drummondville alors qu'au tournant du XX^e siècle, des manufactures de meubles et de vêtements connaissent un essor⁴³. À la sortie de la Grande Guerre, le secteur du meuble se restructure autour de deux entreprises : la Victoriaville Furniture Co. et la Eastern Furniture Co.⁴⁴. Dans l'industrie

³⁹ En 1945, cette entreprise emploie 5000 ouvriers. Bellavance, Rousseau et Roy, *Histoire du Centre-du-Québec*: 483-484.

⁴⁰ Adélarde Thivierge/Campbell MacLaurin Lumber Co. Ltd., no 558/443, 1923.

⁴¹ Joseph Picotin/The Walsh Plate and Structural Works Co. Limited, no 550/356, 1923.

⁴² À Victoriaville nous enregistrons 6 requêtes, 4 contre la Eastern Furniture Limited, 1 contre Victoriaville Furniture Co. Limited et 1 contre Continental Light and Heat Co.

⁴³ La première manufacture de meuble est fondée en 1894 par un groupe de marchands locaux. Bellavance, Rousseau et Roy, *Histoire du Centre-du-Québec*: 475.

⁴⁴ Pour des entreprises de meubles, ces manufactures sont de taille considérable, puisque la Eastern Furniture emploie 225 personnes en 1929. Centre interuniversitaire d'études québécoises, *Bases de*

du vêtement, mise à part la Victoria Clothing fondée en 1910, la plupart des manufactures s'implantent dans la région au cours des années 1920⁴⁵.

Victoriaville connaît donc un développement significatif au cours de la période à l'étude. Les capitaux proviennent en majorité d'investisseurs locaux et les entreprises sont de taille plus modeste⁴⁶. Cinq des six accidents recensés dans cette ville surviennent dans les manufactures de meubles. Les salaires de nos accidentés y sont pitoyables. Chez la Eastern Furniture Limited, Alphonse Lupien, 33 ans et Alphonse Paris, 55 ans, gagnent 2,50 \$/jour⁴⁷. Parallèlement, Albert René, 22 ans, perçoit 1,75 \$/jour chez la Victoriaville Furniture⁴⁸. C'est d'ailleurs dans ce secteur que nous retrouvons les salaires les moins élevés. Joseph Ernest Ludovie Lamontagne âgé de 16 ans gagne 1 \$/jour comme préposé au nettoyage de la Eastern Furniture, tout comme Donat Baril, un apprenti menuisier de 17 ans⁴⁹. La seule entreprise qui déclare faire affaire en cette ville et qui n'est pas liée au secteur du meuble se nomme la Continental Light and Heat Company, une filiale qui distribue l'électricité de la Shawinigan Water and Power⁵⁰. L'ouvrier victime de l'accident, Jacques Provencher, gagne 4,50 \$/jour comme électricien⁵¹.

données en histoire régionale : Centre-du-Québec, La Voix des Bois-Francs, vol. 1, no 34 (13 juin 1929): 7, fiche 10 758, [en ligne], <http://cdq.cieq.ca>.

⁴⁵ La population de la ville de Victoriaville est environ 5000 habitants en 1925. Parmi ces entreprises, la Rubin Brothers et la Fashion-Craft s'installent en 1922 et l'Arthabaska Clothing en 1927. Tout comme pour Drummondville, l'industrie du vêtement s'établit en raison de l'arrivée de l'électricité. En 1908, l'Arthabaska Water and Power établit une entente avec la Shawinigan Water and Power afin de desservir la ville de Victoriaville. Bellavance, Rousseau et Roy, *Histoire du Centre-du-Québec*: 468.

⁴⁶ À Victoriaville, comme à Drummondville, les politiques municipales généreuses favorisent les investissements. *Ibid.* : 475 et 482.

⁴⁷ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Alphonse Lupien/Eastern Furniture Limited, no 635/94, 1925; Alphonse Paris/Eastern Furniture Limited, no 849/145, 1928.

⁴⁸ Albert René/Victoriaville Furniture Co. Limited, no 828/50, 1928.

⁴⁹ Ernest Lamontagne/Eastern Furniture Limited, no 813, 1927; Léon Baril/Eastern Furniture Limited, no 835/109, 1928.

⁵⁰ Cette entreprise fut créée pour distribuer l'électricité de la Shawinigan Water and Power sur la rive sud du Saint-Laurent, entre autres vers la région de l'amiante. Claude Bellavance, *Shawinigan Water and Power 1898-1963. Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*, Montréal, Boréal, 1994: 63.

⁵¹ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Jacques, alias Jim Provencher/Continental Light & Heat Company, no 469, 1921.

Outre les trois pôles de développement déjà mentionnés, notre corpus contient des poursuites contre des entreprises incorporées présentes dans d'autres villes et villages des Bois-Francis⁵². Le revenu déclaré par les victimes d'accidents de ces régions correspond à celui perçu par les ouvriers de Victoriaville. Ils habitent Daveluyville, Villeroy, Warwick, Plessisville et Saint-Rosaire et travaillent pour le compte de diverses entreprises : manufactures de chaises, de laine et de machineries, compagnies forestières et chemin de fer. Ils déclarent des revenus oscillant entre 2 et 3 \$ par jour.

1.3 LA PRISE EN CHARGE HOSPITALIÈRE ET MÉDICALE DES VICTIMES D'ACCIDENTS

1.3.1 Les médecins du district d'Arthabaska

Les médecins sont des acteurs importants une fois qu'un accident de travail survient et se solde, le cas échéant, par une poursuite. Puisque le district d'Arthabaska englobe de nombreux villages et quelques villes, plusieurs médecins interviennent afin de soigner les blessures des victimes, de les évaluer et parfois même de témoigner de leurs observations en cour. Puisque 87,5 % des accidents sont liés à l'exploitation de l'amiante, les médecins les plus impliqués exercent dans la ville de Thetford Mines. Nous notons la présence de cinq médecins différents qui exercent soit à leur cabinet, soit à l'hôpital Saint-Joseph de Thetford Mines fondé en 1910, ou encore en alternance entre ces endroits⁵³. Dans l'ordre, les médecins nommés à plusieurs reprises sont les docteurs J. Eugène Beaudet, Eugène Lacerte, Alexandre Sirois et J. Arthur Marcoux⁵⁴. Nous

⁵² Dans la région des Bois-Francis, nous enregistrons : 2 requêtes contre la Lausophe Nault limitée, 1 contre The Lotbiniere Lumber Co., 1 contre Warwick Wollen Mills Limited, 1 contre Perfection Radiators Limited, 1 contre le Canadian National.

⁵³ Pour une étude sur l'expansion du réseau hospitalier en région, voir Denis Goulet et Robert Gagnon, *Histoire de la médecine au Québec: 1800-2000, De l'art de soigner à la science de guérir*, Québec, Septentrion, 2014: 159-166.

⁵⁴ Durant la grippe espagnole, en 1919, les quatre médecins qui soignent les malades sont Arthur Marcoux, Eugène Lacerte, Eugène Beaudet et Cyrille Delâge. Denyse Bouffard, *La petite histoire de la ville de Thetford Mines*, Les éditions histoire Québec, Société de généalogie et d'histoire de la région de Thetford Mines, 2008: 4; Cléophas Adams, *Thetford Mines, historique et biographies: publiés à l'occasion des fêtes 12, 13 et 14 mai 1929*, Thetford Mines, Le "Mégantic", 1929: XII-XIV.

retrouvons aussi quelques mentions du chirurgien et coroner du district d'Arthabaska, le Dr Cyrille B. Delâge. D'ailleurs, quatre de ces médecins tiennent une clinique sur la rue Notre-Dame à quelques minutes de marche l'une de l'autre⁵⁵.

En périphérie de la capitale de l'amiante, un dossier suggère que le Dr Bélanger pratique parfois dans la région de Black Lake puisqu'un ouvrier signale que ce médecin s'est déplacé pour lui prodiguer des soins. Dans ce dossier, le juge ajoute que « le Dr Bélanger a été employé des années et des années à soigner les ouvriers victimes d'accident du travail [...] »⁵⁶. Au nord de Thetford Mines, deux travailleurs mentionnent avoir reçu des soins « du docteur Fortin de Robertsonville ». Pour ce qui est des villes manufacturières, à Drummondville, le Dr Lamarche traite à plusieurs reprises un ouvrier. Puis un autre travailleur demeure sous les soins du Dr Caron⁵⁷. Quant à Victoriaville, le docteur Georges Côté opère un demandeur à l'hôtel-Dieu d'Arthabaska. Plusieurs autres médecins exerçant à l'extérieur des frontières du district d'Arthabaska interviennent dans nos dossiers, car certains accidentés se déplacent dans les villes de Montréal, Québec et Sherbrooke afin de recevoir des soins médicaux.

1.3.2 L'accès aux soins

Il arrive parfois que des ouvriers doivent se déplacer afin de recevoir des traitements spécialisés. Les trois cas suivants illustrent bien la mobilité engendrée par un accident du travail. Dans ces cas, les accidentés sont d'abord reçus dans l'établissement le plus près avant d'être transférés vers un autre établissement. À la suite d'un accident survenu lors de la construction de la Canadian Celanese, Gabriel Larocque, 14 ans, séjourne d'abord à l'hôpital Sainte-Croix de Drummondville sous les soins du Dr Caron

⁵⁵ Eugène Beaudet tient sa clinique au 230 rue Notre-Dame, Eugène Lacerte au 280 et Alexandre Sirois au 475. Sur cette même rue se situe le bureau de Cyrille B. Delâge chirurgien et coroner du district, ainsi que la clinique de Oliva Cyr chirurgien-dentiste. Adams, *Thetford Mines, historique et biographies*: XII-XIV.

⁵⁶ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Gédéon Doyon/Asbestos Corporation Limited, no 161, 29 juillet 1927.

⁵⁷ Ernest Lepage/Jenkes Canadian Co. Limited, no 639/117, 8 juin 1925; Gabriel Larocque/Newton Dakin Construction Co., no 861/188, 20 avril 1928.

pour être ensuite référé à l'hôpital de Sherbrooke sous les soins du Dr Hume. Léo Grégoire, 21 ans, visite trois établissements différents en raison d'une vilaine chute. Le médecin de la compagnie, soit le Dr Marcoux, opère d'abord l'ouvrier à Thetford Mines. Il demeure par la suite sous les soins du Dr Simard et Vézina à l'hôpital Précieux-Sang de Québec pendant 75 jours. Puis deux mois plus tard, il subit une autre opération au dos à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska par le docteur Georges Côté⁵⁸. Dans ce cas, il semble donc que le jeune Grégoire ait fréquenté ces institutions afin de recevoir des soins spécialisés, puisqu'à cette époque au moins cinq médecins exercent à Thetford Mines et deux hôpitaux desservent la population. Le cas de Gédéon Doyon s'avère aussi intéressant. Depuis l'accident, le Dr Bélanger soigne l'ouvrier à Black Lake. En raison de la gravité de sa blessure au dos, il doit se rendre à l'hôpital Victoria de Montréal pour un examen aux rayons X. Il est alors traité par les médecins W.G. Turner et Alexander Mackenzie Forbes⁵⁹. Dans ce dossier, l'ouvrier mentionne qu'il se rend à Montréal afin de recevoir des soins spécifiques⁶⁰.

Parfois, les victimes choisissent elles-mêmes de consulter un médecin supplémentaire afin d'obtenir un autre avis sur leur incapacité. Une seconde visite chez un médecin de leur choix survient généralement lorsque le premier examen est effectué par le médecin de la compagnie. Autrement, les compagnies requièrent que l'employé

⁵⁸ Omer Landry/Federal Asbestos Company, no 597/264, 1924; Léo Grégoire/Asbestos Corporation Limited, no 892/31, 1929.

⁵⁹ Gédéon Doyon/Asbestos Corporation Limited, no 161, 1927. Le Dr Alexander Mackenzie Forbes est chirurgien orthopédiste et fondateur du Children's Memorial Hospital. Goulet et Gagnon, *Histoire de la médecine au Québec* : 159.

⁶⁰ L'utilisation clinique des radiographies est une pratique relativement nouvelle dans les années 1920. Nous avons donc répertorié les cas où ils sont utilisés. Outre le cas de Gédéon Doyon, nous trouvons la mention de radiographies effectuées par le Dr Lacerte à Thetford Mines en 1927, dans le cas d'Ernest Lessard. Adélard Thivierge, lui, se déplace à Saint-Hyacinthe pour une radiographie, alors qu'il est victime d'un accident à Drummondville. Mentionné auparavant, Gabriel Larocque subit les rayons X à l'hôpital Victoria de Montréal à la suite d'un accident à la Celanese de Drummondville. Enfin, Paul Piché employé du Canadien National se rend à l'hôpital Général de Montréal pour un examen aux rayons X. BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1 : Ernest Lessard/Asbestos Corporation Limited, no 745, 1927; Adélard Thivierge/Campbell MacLaurin Lumber Co. Limited., no 558/443, 1923; Gabriel Larocque/Newton Dakin Construction Co., no 861/188, 1928; Paul Piché/Canadian National Railways, no 764/70, 1927.

soit soumis à une évaluation effectuée par des médecins exerçant dans les grands centres. C'est ainsi que Gédéon Doyon se retrouve à l'Hôpital Victoria de Montréal. Dans son plaidoyer, la compagnie mentionne « [qu]'il fut convenu entre la défenderesse et le demandeur et son procureur que le demandeur serait examiné par deux médecins ». Dans ce cas, l'examen médical eut lieu avant le début des procédures. Tandis que dans le procès d'Henri Létourneau contre l'Asbestos Corporation, c'est après avoir pris connaissance de la poursuite que la défense plaide « [qu]'il lui soit permis de faire examiner le demandeur à Québec »⁶¹. Ainsi, dans ces cas, les accidentés consultent ces établissements de soins à la demande de leur employeur.

CONCLUSION

En définitive, l'examen des acteurs impliqués lors des accidents du travail révèle que la majorité des poursuites sont entamées par la victime elle-même. Nous ne retrouvons aucune femme victime d'accident. Toutefois, elles figurent à titre de demanderesses lors de la mort de leur mari ou pour représenter leur fils mineur lorsqu'elles sont veuves. Dans certains cas, les poursuites sont soumises par des membres de la famille et même des amis. En outre, nous avons démontré que les accidents touchent particulièrement les jeunes hommes. L'analyse des défendeurs révèle que les entreprises incorporées se concentrent en trois lieux, soit Thetford Mines et les villages environnants, Drummondville ainsi que Victoriaville. D'ailleurs, les ouvriers demeurent en majorité près de leur lieu de travail. Pour ce qui est de la rémunération, dans la région de l'amiante, les salaires varient entre les divers emplois proposés par les entreprises minières et également à l'intérieur du même corps de métier. Dans les villes manufacturières, les travailleurs qualifiés gagnent autant que les ouvriers des mines les plus productifs, tandis que les journaliers perçoivent environ la moitié moins que ces derniers. Enfin, l'analyse des acteurs secondaires expose que les ouvriers du district

⁶¹ Henri Létourneau/Consolidated Asbestos Limited, no 408/213, 1920.

d'Arthabaska ont accès à plusieurs médecins résidents et aux grandes institutions de l'époque lorsque nécessaire.

CHAPITRE 2

L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL, LES CAUSES D'ACCIDENTS ET LA NATURE DES BLESSURES

Afin de comprendre l'environnement de travail et l'expérience vécue par les ouvriers du district d'Arthabaska, ce chapitre se penche sur les causes d'accidents ainsi que les blessures déclarées par les ouvriers. Puisque la grande majorité des accidents du travail surviennent dans l'industrie de l'amiante, nous amorçons ce chapitre avec une présentation de l'évolution des techniques d'exploitation utilisées par les minières. Dans un second temps, nous abordons les grandes causes d'accidents qui y sont rencontrées. Puis, nous décrivons les blessures déclarées par ces ouvriers. Pour les accidents survenus à Drummondville et dans les Bois-Francs, ces causes sont présentées par secteurs d'activités. Les procès pour accident du travail, comme nous allons le voir, révèlent l'environnement hostile dans lequel les ouvriers doivent effectuer leur travail. Les fractures, les écrasements et les amputations abondent dans tous les corps de métier.

2.1 L'INDUSTRIE DE L'AMIANTE, À LA FIN DU XIX^e ET AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE : LA RÉALITÉ SUR LE TERRAIN

2.1.1 Évolution des techniques d'exploitation jusqu'à la Première Guerre mondiale

Jusqu'à la fin des années 1880, l'exploitation de surface s'effectue à l'aide de moyens rudimentaires. Les ouvriers utilisent des pics, des pioches et des pelles afin de déloger l'amiante de la matrice. Les explosifs sont employés, mais la disposition des charges s'effectue avec des instruments manuels comme la barre et le foret. Les ouvriers réduisent par la suite les blocs de pierre de grandes dimensions en petits morceaux et les

remontent à la surface à l'aide de brouettes ou de « scrapers » tirés par des chevaux¹. Vers la fin de cette décennie, la profondeur des puits pose problème pour la descente des travailleurs et la remontée du minerai. Les entreprises utilisent alors des treuils à manivelle et des treuils à manège et à verge². Lorsque le diamètre du puits de la mine devient considérable, les ouvriers tendent des câbles entre des chevalets de bois pour remonter le minerai. Dès la fin du XIX^e siècle, la machinerie à vapeur entraîne la première révolution des techniques. Puis au tournant du XX^e siècle, de nouveaux équipements lourds sont introduits, comme des grues locomotives et des pelles à vapeur³.

L'électrification de la production va engendrer une seconde révolution des techniques. Dès le début du XX^e siècle, certaines compagnies se raccordent au réseau de la St-François Water & Power. En 1907, l'énergie devient abordable lorsque la Shawinigan Water & Power Co. connecte ses lignes avec la région de l'amiante⁴. Les locomotives, les treuils et l'éclairage électriques transforment grandement les techniques d'extraction. L'exploitation peut désormais s'effectuer jour et nuit. Dans les moulins, de nouveaux modèles électriques de broyeurs, de concasseurs, de convoyeurs et de séchoirs remplacent la machinerie à vapeur, ce qui augmente grandement la capacité de traitement. Cette série d'innovations techniques et technologiques transforme profondément l'industrie de l'amiante. Le tableau ci-dessous rend compte de leurs effets sur la main-d'œuvre et la capacité de production (tableau 4). En 1920, pour produire 180 000 tonnes, l'industrie emploie 3 533 travailleurs à temps plein, tandis qu'en 1928, 2 943 ouvriers à temps plein suffisent pour extraire 273 000 tonnes. Malgré les difficultés rencontrées par l'industrie en raison de l'effondrement des prix, les

¹ Kesteman, Saint-Pierre et Southam, *Histoire des Cantons de l'Est*: 325.

² Clément Fortier, *Black Lake: Lac d'amiante, 1882-1982*, [s. l. n. é.], 1983: 48.

³ *Ibid.* : 99.

⁴ Kesteman, Saint-Pierre et Southam, *Histoire des Cantons de l'Est*: 468.

entreprises investissent et modernisent leurs exploitations. Les investissements effectués par l'Asbestos Corporation durant la période à l'étude sont significatifs.

TABLEAU 4
Ouvriers employés dans les mines d'amiante et dans les mines du Québec, tonnes produites et valeur de la production, 1920-1928

Année	Nombre d'hommes employés dans les mines d'amiante	Nombre d'hommes employés dans les mines du Québec	Tonnes d'amiante produites	Valeur en dollars
1920	3533	4304	179 891	14 749 048
1921	1920	2315	87 475	5 189 789
1922	2246	2689	160 339	6 053 068
1923	2852	3448	216 804	7 364 260
1924	2109	3016	208 762	6 561 659
1925	2502	3395	273 522	8 976 645
1926	2626	4042	279 389	10 095 487
1927	2588	4846	274 779	10 621 013
1928	2943	5294	273 033	11 283 361

Ce tableau présente le nombre d'hommes employés pendant plus de 300 jours.
Sources : ROMPQ 1920 à 1928.

En 1920, l'Asbestos Corporation of Canada remplace toutes ses locomotives à vapeur pour des modèles électriques. Mis à part le séchoir qui fonctionne encore au charbon, la production est entièrement électrifiée⁵. L'année suivante, la compagnie ajoute un câble aérien aux cinq câbles déjà présents⁶. En 1922, l'entreprise installe un collecteur de particules qui permet d'ensacher 80 % de la poussière d'amiante qui était auparavant perdue⁷. Parfois les entreprises investissent à la suite d'une catastrophe comme un incendie. En 1923, les flammes ravagent l'atelier de traitement de la mine King. On reconstruit rapidement le bâtiment, mais cette fois, il est composé d'acier et de

⁵ ROMPQ 1920: 21.

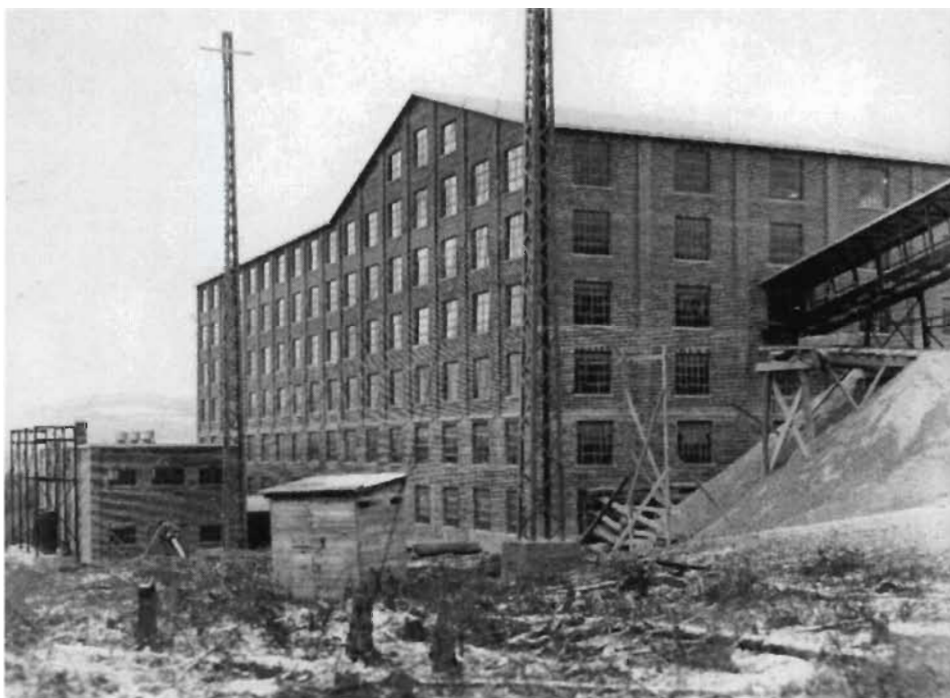
⁶ Chaque câble peut remonter jusqu'à 350 tonnes de roches par journée de 10 heures par équipe. ROMPQ 1921: 22.

⁷ ROMPQ 1922, Québec, L.A. Proulx, 1923: 30.

briques à l'épreuve du feu (figure 7)⁸. Deux ans plus tard, la compagnie ajoute une nouvelle unité de traitement⁹. En 1926, elle érige deux autres câbles-grues d'une capacité de dix tonnes (figure 8)¹⁰. Puis en 1928, elle construit un autre atelier pour traiter le minerai extrait de ses mines secondaires. De plus, chaque année, la compagnie retire du mort terrain afin d'atteindre de nouveaux gisements ou pour agrandir des exploitations existantes¹¹.

FIGURE 7

L'atelier de traitement à l'épreuve du feu de la mine Beaver, vers 1930



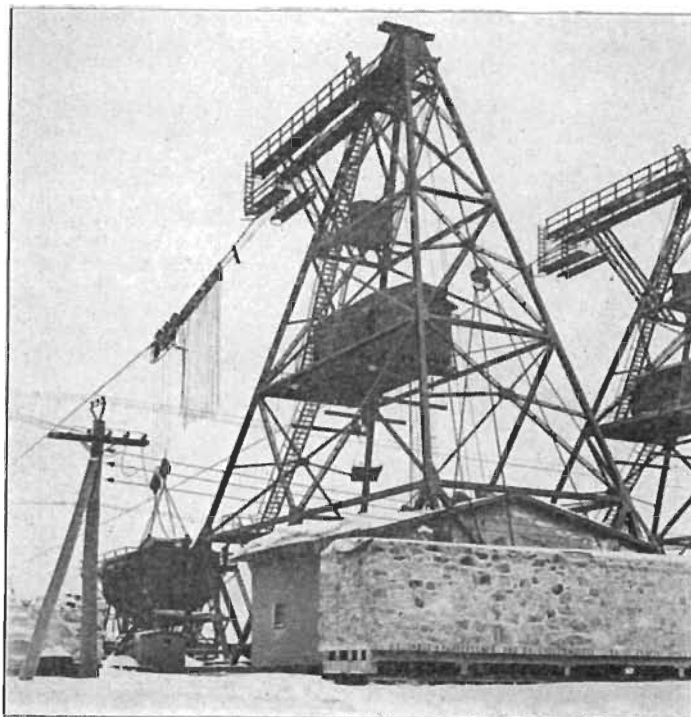
Source : Centre d'archives de la région de Thetford, collection du Musée minéralogique et minier de Thetford Mines, fonds Alfred Lloyd Penhale.

⁸ Les moulins d'amiante construits en bois (avant 1920) sont fortement sujets aux incendies en raison des séchoirs. D'ailleurs, les flammes détruisent le moulin de l'Asbestos Mines à la fin de l'année 1922 et celui de l'Asbestos Corporation of Canada en 1923. ROMPQ 1923: 20 et 24.

⁹ ROMPQ 1925, Québec, L.A. Proulx, 1926: 33.

¹⁰ Les câbles d'acier ont un diamètre de 3 pouces et une longueur de 1400 pieds entre les pylônes. Ces câbles peuvent descendre jusqu'à 700 pieds de profondeur. ROMPQ 1927, Québec, L.A. Proulx, 1928: 31; ROMPQ 1926: 29.

¹¹ Le mort terrain est la couche superficielle du sol à retirer afin d'atteindre le minerai.

FIGURE 8**Pylône servant à tendre les câbles-grues de la mine King, 1926**

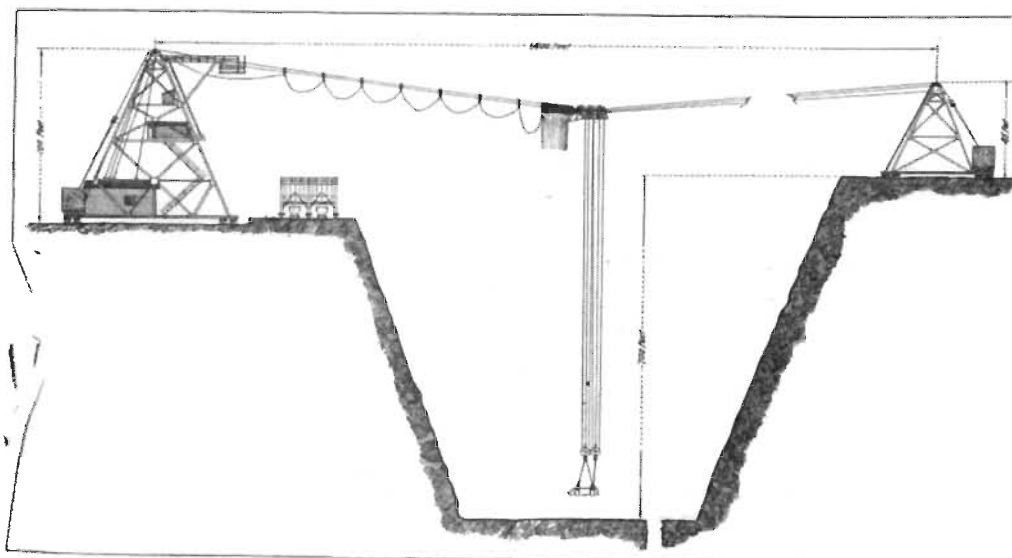
« Asbestos Corporation, Ltd. - Mine King. Pylônes d'acier et câbles-grues. Hauteur des tours : 105 pieds ;
 espacement : 1400 pieds ; puissance d'extraction : 10 tonnes de roche. »
 Source : ROMPQ 1926 : 28.

2.1.2 Les différentes techniques d'exploitation, 1920-1930

Selon le rapport sur les opérations minières dans la province de Québec de 1923, quatre techniques d'exploitation sont employées afin d'extraire l'amiante. La technique la plus répandue fait intervenir des câbles-grues pour transporter le minerai vers la surface (figure 9). Selon le rapport, « ce type [de technique] est un développement des méthodes primitives, mais on le pratique actuellement sur une grande échelle. » Ce procédé consiste à tendre un câble d'acier entre deux pylônes situés aux extrémités de la mine. Par la suite, les ouvriers chargent les bennes qui sont descendues et remontées par ces câbles d'acier. D'ailleurs, la plus grande mine présente dans notre corpus, soit la mine King détenue par l'Asbestos Corporation Limited, utilise cette technique. La seconde technique en importance nécessite l'utilisation d'un plan incliné (figure 10).

Afin d'acheminer le minerai, les ouvriers construisent un plan incliné à ciel ouvert ou un tunnel souterrain en angle. L'amiante est alors chargé dans des wagonnets assemblés en train qui sont tirés hors du puits ou directement dans l'atelier à l'aide d'un treuil électrique. La troisième technique, « Glory Holes » ou « Milling », constitue un procédé hybride entre l'exploitation souterraine et à ciel ouvert (figure 11). Peu d'entreprises utilisent cette technique à l'époque. Enfin, la dernière méthode se nomme l'exploitation en gradin (figure 12). Dans cette technique, le puits de la mine est creusé en gradin de forme circulaire sur lequel sont déposés des rails. Les wagonnets peuvent ainsi atteindre le fond de la mine pour être ensuite remontés par locomotive¹². Au Québec, seule la Johns Manville Company, située à Asbestos, favorise cette technique¹³.

FIGURE 9
Technique des câbles-grues, 1927

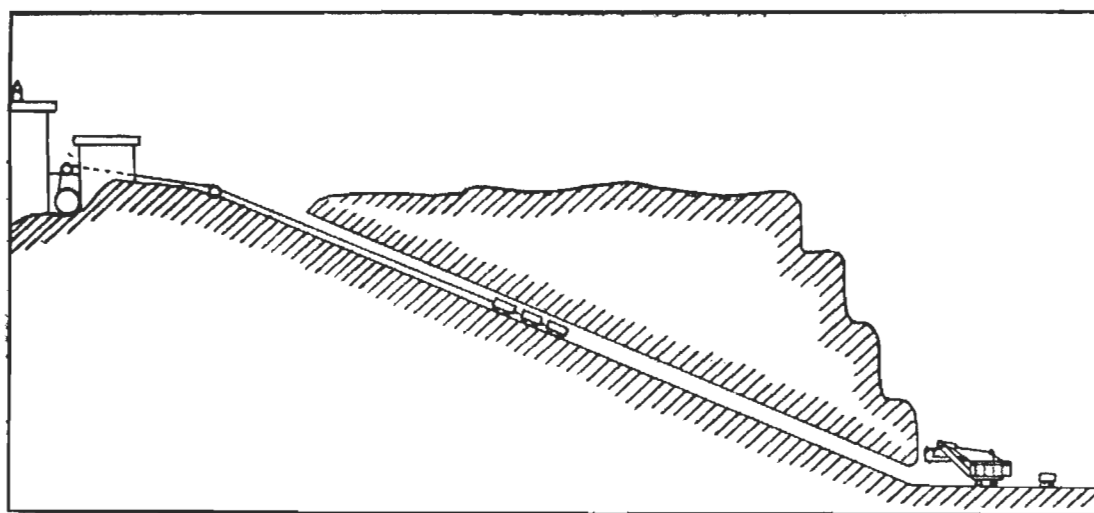


Source : ROMPQ 1927 : 30.

¹² L'exploitation par gradin réduit considérablement les chutes de pierres. ROMPQ 1920 : 111.

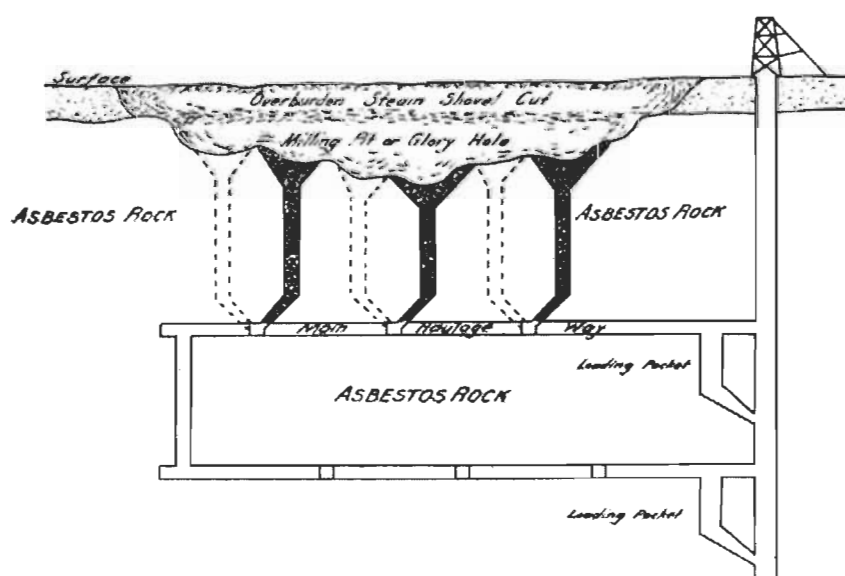
¹³ Au Canada, à la même époque, l'exploitation en gradin est aussi utilisée dans les mines de fer du lac Supérieur. ROMPQ 1922 : 32.

FIGURE 10
Technique du plan incliné, 1923



Source : ROMPQ 1923 : 34.

FIGURE 11
Technique du *glory hole*, 1923



Source : ROMPQ 1923 : 34.

FIGURE 12
Technique en gradin, 1928



Source : ROMPQ 1928 : 38.

2.2 LES ACCIDENTS DANS LES MINES D'AMIANTE

2.2.1 Un portrait général

Dans l'industrie de l'amiante, les accidents sont un phénomène récurrent. Plusieurs sont directement causées par les techniques d'exploitation mentionnées plus haut. Les rapports sur les opérations minières de la province de Québec contiennent une section où les agents du ministère comptabilisent le nombre d'accidents non mortels et mortels survenus dans les mines du Québec au grand complet. En 1920, 82 % des mineurs de la province du Québec travaillent dans l'industrie de l'amiante. Ce pourcentage diminue de 70 % à 56 % entre 1924 et 1928¹⁴.

¹⁴ Cette diminution du pourcentage est attribuable à l'augmentation du nombre de travailleurs employés dans les autres secteurs, pendant que le nombre de travailleurs employés dans l'industrie de l'amiante demeure relativement stable. Pour obtenir ces pourcentages, nous utilisons le nombre d'hommes employés pendant plus de 300 jours dans l'industrie de l'amiante, divisé par le nombre d'hommes employés dans les mines du Québec en entier. ROMPQ 1920: 102-103; ROMPQ 1924, Québec, L.A. Proulx, 1925: 168; ROMPQ 1928: 160.

TABLEAU 5
Causes d'accidents non mortels dans les mines du Québec, 1920-1928

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Éboulements de pierres	33,9 %	36,4 %	30 %	23 %	29,9 %	21,9 %	33,6 %	40,6 %	12,7 %
Câbles-grues	16,1 %	14,3 %	11 %	20,2 %	25,3 %	38,7 %	25,6 %	18,8 %	33,4 %
Voies ferrées	16,1 %	15,6 %	17,8 %	-	-	-	-	-	-
Roulage	-	-	-	23,6 %	9,8 %	9,4 %	11,9 %	13,5 %	20,9 %
Chutes	7,4 %	6,5 %	9,2 %	9 %	8 %	7,5 %	9,7 %	4,3 %	6,5 %
Divers	7 %	5,2 %	4,9 %	5,1 %	2,9 %	5,6 %	2,5 %	3 %	1 %
Pelles mécaniques	2,9 %	-	-	-	-	-	-	-	-
Chutes d'objet	2,9 %	1,3 %	2,5 %	2,8 %	3,4 %	1,3 %	1,7 %	1 %	1,6 %
Grues locomotives	2,9 %	3,2 %	11 %	3,9 %	4,6 %	5 %	0,9 %	6 %	2 %
Explosifs	2,4 %	3,2 %	2,5 %	1,1 %	2,3 %	1,3 %	2,6 %	1 %	2 %
Forage	1,6 %	4,6 %	1,8 %	3,4 %	5,7 %	1,3 %	0,9 %	6 %	5,2 %
Machines	1,6 %	-	1,2 %	2,8 %	1,7 %	0,6 %	3,1 %	2 %	5 %
Cassage de la pierre et de l'acier	1,3 %	1,9 %	2,4 %	-	0,6 %	0,6 %	0,9 %	1,3 %	1 %
Brûlures	1,3 %	-	-	-	-	0,6 %	-	-	-
Outils	1,3 %	-	-	-	-	-	-	-	-
Puits de la mine	0,8 %	1,3 %	-	-	1,2 %	3,7 %	-	-	-
Vapeur	0,4 %	-	-	-	-	-	-	-	-
Pelles à vapeurs	-	3,9 %	2,5 %	3,9 %	2,3 %	1,9 %	2,2 %	1 %	0,3 %
Grues	-	0,7 %	-	-	1,7 %	0,6 %	-	-	-
Tramway aérien	-	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	-	-	-	-
Boisage	-	0,6 %	-	-	-	-	-	-	-
Échaudé	-	0,6 %	-	-	-	-	-	-	-
Clou	-	-	0,7 %	0,6 %	-	-	-	0,3 %	0,6 %
Infection	-	-	0,7 %	-	-	-	-	-	-
Carbure	-	-	0,6 %	-	-	-	-	0,3 %	-
Électricité	-	-	0,6 %	-	-	-	-	-	0,3 %
Escalade	-	-	-	-	-	-	2,3 %	-	-
Remonte et puits	-	-	-	-	-	-	1,7 %	0,6 %	3,6 %
Grues à flèche	-	-	-	-	-	-	-	0,3 %	-
Nettoyage des parois	-	-	-	-	-	-	-	-	2 %
Manutention d'objets et de roches	-	-	-	-	-	-	-	-	1,3 %
Pelletage	-	-	-	-	-	-	-	-	0,6 %

En 1920, le total des pourcentages est de 99,9 %. En 1926, le total des pourcentages est de 99,6 %.
Sources : ROMPQ 1920 à 1928.

TABLEAU 6
Causes d'accidents non mortels dans les mines d'amiante, 1920-1928

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Éboulements de pierres	53,8 %	22,2 %	33,3 %	20 %	40 %	35,7 %	23,1 %	42,9 %	71,4 %
Câbles-grues	-	33,3 %	11,1 %	-	10 %	14,3 %	15,4 %	28,6 %	14,3 %
Machines et outils	23,1 %	-	11,1 %	20 %	-	-	7,7 %	14,3 %	-
Chutes	-	11,1 %	11,1 %	20 %	10 %	7,1 %	15,4 %	-	14,3 %
Roulage	-	11,1 %	11,1 %	-	10 %	7,1 %	7,7 %	-	-
Surmenage	-	11,1 %	-	40 %	10 %	-	7,7 %	-	-
Explosions	-	-	-	-	10 %	-	7,7 %	-	-
Divers	7,7 %	11,1 %	11,1 %	-	10 %	21,4 %	-	14,3 %	-
Chargement	15,4 %	-	11,1 %	-	-	-	-	-	-

Échantillonnage de 87 accidents de causes connues.
Sources : BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1.

Le tableau 5 montre que les causes d'accidents dans les mines d'amiante s'avèrent multiples. Au fil des années, les chutes de pierres représentent environ 29,1 % des causes d'accidents, puis les câbles-grues causent 22,6 % des accidents non mortels. Ainsi, un peu plus de la moitié des accidents survenus dans les mines du Québec en entier sont reliés aux chutes de pierres et au fonctionnement des câbles-grues. Les causes principales d'accidents non mortels de nos réclamants sont présentées dans le tableau 6.

En effectuant la moyenne de ces deux grandes causes d'accidents, ceci révèle que les chutes de pierres ont provoqué 38 % des accidents et les câbles-grues ont entraîné 14,1 % des accidents non mortels ayant fait l'objet d'une poursuite judiciaire. Par contre, certains accidents engendrés par le fonctionnement des câbles-grues sont enregistrés dans la catégorie des éboulements de roches, car fréquemment, la remonte des bennes provoque des chutes de pierres. Ainsi les câbles-grues engendrent davantage d'accidents

qu'indiquent les dossiers. Toutefois, en réunissant la moyenne de ces deux grandes causes d'accidents nous obtenons un portrait révélateur. Ensemble, les éboulements de roches et le fonctionnement des câbles-grues provoquent plus de la moitié des accidents non mortels dont les causes sont connues. À présent, examinons si ce pourcentage demeure inchangé en ajoutant les accidents mortels (tableau 7).

TABLEAU 7
Causes d'accidents mortels et non mortels dans les mines d'amiante, 1920-1928

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Éboulements de pierres	52,9 %	42,9 %	30 %	20 %	50 %	35,7 %	20 %	37,5 %	71,4 %
Câbles-grues	-	28,6 %	10 %	-	8,3 %	14,3 %	13,3 %	25 %	14,3 %
Machines et outils	23,5 %	-	10 %	20 %	-	7,1 %	6,7 %	12,5 %	-
Chutes	-	7,1 %	10 %	20 %	8,3 %	14,3 %	20 %	-	14,3 %
Roulage	-	7,1 %	10 %	-	8,3 %	7,1 %	13,3 %	12,5 %	-
Surmenage	-	7,1 %	-	40 %	8,3 %	-	6,7 %	-	-
Explosions	5,9 %	-	10 %	-	8,3 %	-	6,7 %	-	-
Divers	5,9 %	7,1 %	10 %	-	8,3 %	21,4 %	13,3 %	12,5 %	-
Chargement	11,8 %	-	10 %	-	-	-	-	-	-

Échantillonnage de 102 accidents de causes connues.
Sources : BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1.

Les chutes de pierres ont ainsi causé 40 % des accidents mortels et non mortels, tandis que les câbles-grues en ont occasionné 12,6 %. Ces deux causes combinées engendrent environ la moitié des accidents de circonstances connues. En comparant ces données avec celles obtenues à partir du tableau des accidents non mortels, ceci démontre que les éboulements de pierres engendrent davantage d'accidents mortels que

le fonctionnement des câbles-grues¹⁵. Ces deux phénomènes combinés représentent d'ailleurs les principales causes de mortalité rencontrées dans cette industrie. Sur les 16 décès de causes connues dans les mines d'amiante, 10 sont reliés à ces deux causes. Sur les six restants, deux ouvriers périssent lors d'une explosion, deux décèdent à la suite d'une collision avec un train, un travailleur meurt des blessures graves engendrées par le coincement de ses vêtements dans une poulie, puis un mineur succombe en raison d'une chute d'une hauteur de 60 pieds¹⁶.

2.2.2 Les travailleurs de fond

Puisque les chutes de pierres et le fonctionnement des câbles-grues engendrent environ la moitié des accidents de circonstances connues, ceci prédispose certains corps de métier aux blessures. Ainsi, les ouvriers qui chargent les bennes au fond des puits exercent le travail le plus dangereux.

Les causes directes des éboulements de roches sont rarement abordées dans nos dossiers. Néanmoins, les rapports du ministère des Mines contiennent des informations sur les circonstances qui les favorisent. Selon le ministère, ce phénomène survient particulièrement lors de fortes pluies ou lors de période de gel et dégel. Dans le rapport de l'année 1920, les inspecteurs précisent que « pendant les saisons où l'action du froid descelle les pierres, on doit apporter une attention toute particulière à l'état des parois »¹⁷, lesquelles sont fragilisées de décembre à mars. De plus, lors des mois de novembre et avril, le ruissellement causé par les pluies abondantes et le cycle gel-dégel

¹⁵ Les rapports sur les opérations minières dans la province de Québec attribuent aussi la majorité des accidents mortels aux chutes de roches. En 1920, les chutes de pierres ont causé 44 % des décès, 85,7 % en 1921, 72,7 % en 1922, 80 % en 1923 et 85,7 % en 1924. L'année 1920 se distingue, car cinq mineurs périssent en raison d'une explosion. ROMPQ 1920: 111; ROMPQ 1921: 108; ROMPQ 1922: 135; ROMPQ 1923: 113; ROMPQ 1924: 171.

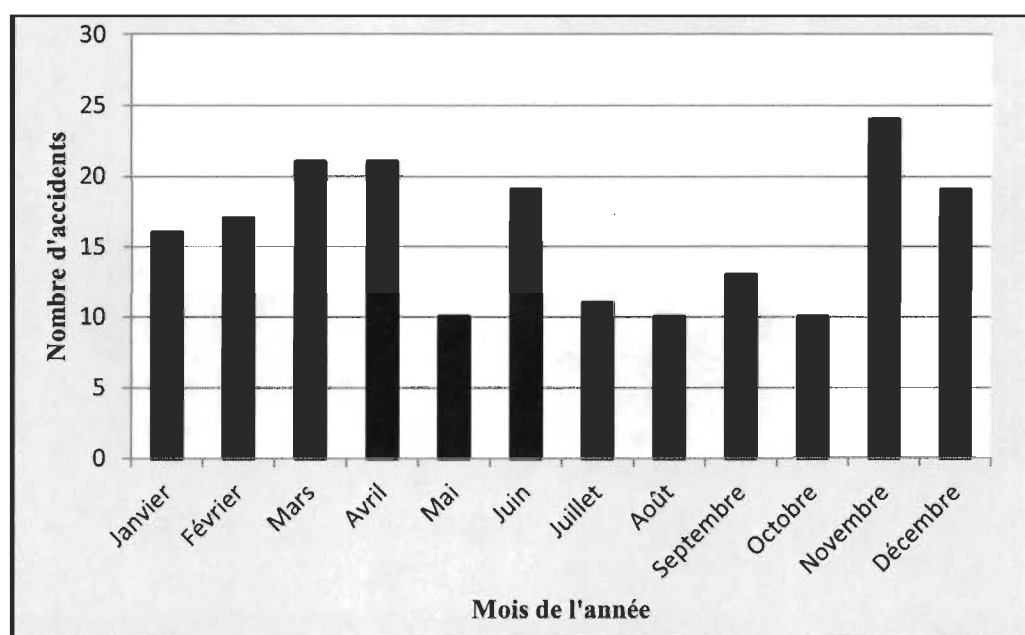
¹⁶ Dans les mines du Québec, la moyenne des accidents mortels a été de 3,02 par mille hommes en 1921, 4,09/1000 en 1922, 2,32/1000 en 1923, 2,98/1000 en 1924, 3,23/1000 en 1925, 3,46/1000 en 1926, 4,3/1000 en 1927, 2,07/1000 en 1928. ROMPQ 1921: 106; ROMPQ 1922: 132; ROMPQ 1923: 111; ROMPQ 1924: 173; ROMPQ 1925: 186; ROMPQ 1926: 182; ROMPQ 1927: 250; ROMPQ 1928: 160.

¹⁷ ROMPQ 1920: 111; ROMPQ 1923: 114-115.

affaiblissent aussi les parois. La figure 13 ci-dessous fait état du nombre d'accidents, toutes causes confondues, survenus dans les mines d'amiante de notre corpus en fonction des mois de l'année. Le faible nombre d'accidents enregistrés au mois de janvier et février peut s'expliquer par une réduction des effectifs lors de la saison morte. À l'opposé, au mois de juin, la recrudescence des accidents peut se justifier par le nombre élevé de travailleurs employés durant cette période de l'année.

FIGURE 13

Nombre d'accidents dans les mines d'amiante en fonction des mois de l'année, 1920-1929



Échantillonnage de 181 accidents.

Sources : BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1.

Afin de réduire les accidents provoqués par les chutes de pierres, les inspecteurs du ministère recommandent que «[...] pour assurer la sécurité du personnel, il est nécessaire de désigner des équipes chargées du nettoyage périodique des parois»¹⁸. En effet, les parois du puits requièrent une attention constante puisqu'elles sont

¹⁸ ROMPQ 1921: 108.

quotidiennement creusées pour en extraire le minéral. D'ailleurs, c'est lorsque les hommes creusent les parois que les causes directes d'éboulements sont connues. Notre corpus contient seulement trois dossiers dont le lien de cause à effet est clairement établi entre le minage et les chutes de pierres.

Dans le premier dossier, Napoléon Doyon, 32 ans, affirme qu'il fut blessé à la tête et à la jambe lorsqu'une pierre s'est délogée du haut de la paroi au moment où il creusait le mur du puits¹⁹. Il indique que la pierre est tombée en raison de la déstabilisation créée par le minage effectué au fond du puits. Dans le second cas, alors qu'Alfred Lacroix, 47 ans, chargeait une benne, son coéquipier est monté à 8 pieds au-dessus de lui afin de faire tomber des morceaux de minéral. Sans l'avertir, son partenaire déloge une pierre de 1000 à 1500 livres qui frappe M. Lacroix à la tête et roule sur ses jambes²⁰. Victor Rochette, 35 ans, est victime d'un accident dans des circonstances semblables. Alors qu'il remplissait des boîtes d'amiante, son collègue, qui travaillait 15 pieds plus haut, déloge une pierre d'environ 50 livres. Cette roche blesse gravement M. Rochette à la tête, à l'œil gauche, aux joues et au nez²¹. Mis à part ces exemples ci-dessus, la cause directe de la majorité des chutes de pierres demeure inconnue²². En revanche, les dossiers pour accidents du travail révèlent davantage d'informations sur les différentes blessures occasionnées par ces chutes de pierres.

Les éboulements provoquent la mort ainsi que des lésions de toutes sortes. Certains ouvriers sont affectés au haut du corps et aux membres supérieurs, comme c'est le cas pour Émile Caron âgé de 38 ans. Le 9 avril 1920, vers 3 h 30 du matin, une pierre se détache de la paroi à partir d'une hauteur de 200 à 300 pieds et le frappe à plusieurs

¹⁹ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Napoléon Doyon/Consolidated Asbestos Limited, no 410, 1920.

²⁰ Alfred Lacroix/Asbestos Corporation Limited, no 739/10, 1927.

²¹ Victor Rochette, alias Salvator Ritchie/Asbestos Corporation Limited, no 741/14, 1927.

²² Sur 35 ouvriers victimes d'une chute de pierres d'origine inconnue, 13 victimes affirment dans leur requête que l'accident est survenu en raison de la faute de la compagnie ou de ses représentants.

endroits. Il se casse des os de la main, de l'avant-bras et de la hanche, tout en s'étirant les muscles et les ligaments²³. Dans des circonstances semblables, Herménégilde Maheu, 45 ans, est victime d'un accident le 14 janvier 1920. Alors qu'il charge des boîtes d'amiante, une pierre « [...] vint frapper le requérant à la tête et sur la main gauche, lui fendant le cuir chevelu et lui écrasant et lui coupant la main gauche »²⁴. Cependant, les blessures aux membres supérieurs du corps ne représentent qu'une fraction de celles engendrées par les éboulements. Les chutes de pierres ont causé seulement 7 des 31 blessures aux mains ou au bras de causes connues.

Les chutes de pierres provoquent davantage de lésions aux membres inférieurs. Dans le cas d'Ernest Rouleau, 29 ans, les blessures s'avèrent assez sérieuses. Le 5 novembre 1926, une roche d'une centaine de livres se détache de la paroi et lui casse la jambe gauche²⁵. Le même type d'accident touche Ovide Lessard le 31 mars 1924. Alors qu'il charge une boîte de minerai, une roche le frappe à la jambe gauche. Il « eut le genou broyé » entre la pierre et la boîte qu'il remplissait²⁶. Parfois, les chutes de pierres causent des blessures aux membres inférieurs tout en blessant l'ouvrier au haut du corps, comme ce fut le cas pour Wilfrid Martin âgé de 22 ans. Le 12 février 1920 vers 4-5 heures du matin, une pierre d'environ 400 livres lui frappe l'épaule et lui écrase le pied²⁷.

Ainsi, les chutes de pierres occasionnent ainsi plusieurs types de lésions. Elles provoquent plus de la moitié des blessures enregistrées aux membres inférieurs. Nous comptabilisons 26 ouvriers victimes de blessures aux pieds, aux genoux ou aux jambes dont la cause est indiquée. Les chutes de pierres ont engendré 16 de ces blessures aux membres inférieurs, soit près des deux tiers. Elles sont aussi à l'origine de la majorité

²³ Émile Caron/Black Lake Asbestos & Chrome Co. Limited, no 71/390, 1920.

²⁴ Herménégilde Maheu/Black Lake Asbestos & Chrome Co. Limited, no 395, 1920.

²⁵ Ernest Rouleau/Asbestos Corporation Limited, no 768/78, 1927.

²⁶ Ovide Lessard/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 594/245, 1924.

²⁷ Wilfrid Martin/Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines Limited, no 407/195, 1920.

des lésions à la tête. Sur les 12 accidents de causes connues qui ont engendré des blessures au crâne, 11 sont survenus en raison de chutes de pierres. D'ailleurs, ces accidents s'avèrent souvent fatals.

Le fonctionnement des câbles-grues représente la seconde cause d'accidents en importance parmi les travailleurs de fond. Contrairement aux éboulements de pierres, ils découlent le plus souvent de causes identifiables. Les inspecteurs du ministère des Mines « attribu[ent] ce genre d'accident surtout au mauvais état du matériel, tels les bris de chaînes, à la chute de pierres pendant la remonte des bennes ou pendant leur chargement et à la manutention des bennes au fond de l'excavation ou à la surface pendant le déchargement »²⁸.

La mauvaise manutention effectuée lors de la remontée ou la descente des bennes causent aussi plusieurs accidents. Au moment où Joseph Châteauneuf, 18 ans, chargeait une boîte, une autre descendit pour le frapper dans le bas du dos²⁹. Le jeune homme « [...] se fit casser la mâchoire à deux endroits, eut cinq dents d'enlevées et depuis il endure des douleurs continuelles dans les reins »³⁰. L'accident dont fut victime Lauréat Couture, 35 ans, s'est déroulé dans des circonstances similaires. Alors qu'il chargeait des bennes d'amiante, une boîte « lui a écrasé la poitrine et l'épaule gauche contre une autre boîte »³¹. Les câbles-grues occasionnent donc plusieurs types de blessures. Nous retrouvons des lésions aux jambes, aux pieds, aux bras, aux épaules, etc. Toutefois, le vacillement des bennes provoque davantage de blessures au dos et à la poitrine que les chutes de pierres en raison de leurs déplacements horizontaux. Ainsi, les travailleurs de fond exercent le métier le plus dangereux de la mine. Examinons maintenant les circonstances des accidents et les blessures qui affectent les autres corps de métier.

²⁸ ROMPQ 1920: 114.

²⁹ Les boîtes de fer hissées par les câbles-grues sont d'une pesantéur de 2500 livres.

³⁰ Joseph Châteauneuf/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 438/96, 1921.

³¹ Lauréat Couture/Asbestos Corporation Limited, no 240, 1927.

2.2.3 Les serre-freins

Les ouvriers qui œuvrent comme serre-freins occupent un emploi qui s'est révélé dangereux depuis le début de l'implantation des chemins de fer³². Dans les mines d'amiante, seuls certains wagons et wagonnets sont munis de freins et de coupleurs automatiques. Cette technologie assure un minimum de sécurité aux serre-freins, du moins lorsqu'elle fonctionne. C'est une semblable défaillance des freins qui est à l'origine de l'accident d'Ernest Kirouac, 26 ans. Employé comme « brakeman », il coince son pied, puis toute sa jambe entre le wagonnet et le rail. Il raconte que l'accident est survenu, car « la compagnie n'avait pas fait réparer les freins de cet engin qui étaient défectueux et que l'ingénieur sur la locomotive n'a pu appliquer les freins d'une façon suffisante à arrêter l'engin avant l'accident, vu que les freins glissaient »³³. Malgré la forte utilisation des wagons dans l'industrie, nous relevons seulement un accident survenu en raison de la défaillance des freins.

Les autres accidents affectant les serre-freins sont tous liés au couplage, action qui consiste à raccorder des wagons. Les ouvriers qui occupent ces postes exposent davantage leurs membres supérieurs aux blessures que les autres corps de métier. C'est en effectuant ce genre de travail qu'Henri Hébert, 18 ans, « se fait prendre la main gauche en accouplant les wagons »³⁴. Il en est de même pour Arthur Doyon, 18 ans, employé comme serre-frein dans un des tunnels de la mine. Alors « [...] qu'il était à accoupler un char, il se fit prendre la main gauche entre les deux chars, et il eût la main broyée, ce qui nécessita l'amputation de la dernière phalange de l'annulaire et de la partie cartilagineuse de la deuxième phalange »³⁵.

³² Au début des années 1850, dans l'industrie ferroviaire aux États-Unis, la moitié des accidents affectent les cheminots qui occupent le poste de serre-frein. Ils se blessent lors du couplage manuel des wagons ou lorsqu'ils marchent sur le toit afin d'appliquer les freins à main. Aldrich, *Safety First*: 14.

³³ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Ernest Kirouac/Consolidated Asbestos Limited, no 592/209, 1924.

³⁴ Josaphat Hébert/Fraser Brace Engineering Co., no 665/293, 1925.

³⁵ Arthur Doyon/Consolidated Asbestos Limited, no 445/123, 1921.

Par conséquent, si les travailleurs de fond doivent porter attention aux chutes de pierres et aux fonctionnements des câbles-grues, les serre-freins, eux, doivent faire preuve de vigilance quant au sort de leurs bras et de leurs mains. Cinq accidents sont survenus chez nos serre-freins, quatre d'entre-deux sont blessés aux mains ou aux doigts. D'ailleurs, les lésions aux mains et aux doigts s'avèrent fréquentes chez les travailleurs de l'amiante. Dans cette industrie seulement, nous comptabilisons un total de 10 mains mutilées et une main coupée. Les accidents ont aussi provoqué la perte de 14 doigts chez 11 ouvriers. De plus, nous retrouvons 9 doigts écrasés chez 5 autres ouvriers.

2.2.4 Les ouvriers du moulin

Les employés des moulins occupent des emplois relativement sécuritaires puisqu'ils travaillent à l'abri des grandes causes d'accidents³⁶. Pourtant ceci n'empêche pas ces ouvriers de se blesser. Selon les rapports du ministère des Mines, 12 % des accidents non mortels surviennent dans les ateliers de concentration de minerai³⁷. Notre corpus contient des accidents liés aux différentes étapes du traitement de l'amiante³⁸. Pour les accidents survenus dans les moulins, nous n'observons pas de constance dans les causes d'accidents, tout comme dans les types de lésions engendrées. La spécificité des accidents déclarés par les ouvriers du moulin se trouve au niveau de la gravité des

³⁶ L'atmosphère à l'intérieur du moulin est toutefois chargée de particules d'amiante volatiles. Ces ouvriers sont donc à risque de contracter des maladies pulmonaires, mais à cette époque les ravages de l'amiantose demeurent inconnus des autorités et du public. Néanmoins, en 1922, la Corporation de la cité de Thetford Mines vote un règlement pour obliger les compagnies à réduire leur éjection de poussière. Au sujet de ce règlement, la citation suivante démontre bien qu'à cette époque la poussière n'est pas considérée comme une cause de maladie. Sur ce règlement, la corporation de la ville mentionne: « On se préoccupait depuis longtemps de ce problème de la poussière dans l'air, et on en avait déjà souventes fois discuté la question. Pendant qu'on avait toujours différé d'opinion sur la question de savoir si, au point de vue sanitaire, la présence de cette poussière constituait, ou non, un danger pour la santé, il avait toujours été évident que les nuages de poussière qui enveloppaient la ville de Thetford pendant les temps secs nuisaient à son apparence. » *Ibid.* : 26.

³⁷ Pour obtenir ce chiffre, nous avons fait la moyenne des pourcentages entre 1920 et 1928 pour les accidents survenus dans l'ensemble des mines, carrières et ateliers du Québec.

³⁸ Au moulin, le traitement de l'amiante s'effectue en plusieurs étapes. La première consiste à acheminer l'amiante dans des concasseurs à mâchoires afin de réduire la taille des pierres de minerai. Par la suite, le minerai est séché et introduit dans des concasseurs giratoires. C'est lors de cette opération que la fibre est libérée de la pierre appelée serpentine. Ensuite, les deux produits suivent leur chemin vers des tamis qui expulsent le sable et les petites pierres. Puis, un appareil à succion recueille l'amiante et trie les différents types de fibres. Enfin, les ouvriers ensachent l'amiante. ROMPQ 1923: 35.

blessures. La majorité d'entre elles semblent de moindre importance que celles relevées chez les mineurs de fond.

2.2.5 Les huileurs de machinerie

Les ouvriers qui effectuent le travail de « huileur » sont exposés aux risques causés par diverses machineries et aux chutes, car la maintenance s'effectue souvent à des hauteurs considérables. De plus, il comporte des techniques de travail dangereuses. Par exemple, alors qu'Augustin Jacques, 37 ans, était monté sur une palette afin de graisser les pièces d'une chaîne sans fin, l'échelle de fortune sur laquelle il se tenait s'est déplacée et il s'est pris la main entre un tambour et une courroie. Il s'est par la suite cassé le nez sur la machine, « et il a été frappé sur le derrière de la tête par une roue d'engrenage qui lui a causé deux plaies, une d'environ 3 pouces de longueur et une autre d'environ un pouce et demie de longueur »³⁹. Dans des circonstances similaires, Philibert Martin, 22 ans, se blesse alors qu'il était occupé au même travail : debout sur une palette, il s'est fait écraser le bras⁴⁰.

D'ailleurs, les deux ouvriers accusent leur employeur d'avoir commis une faute en les laissant travailler dans ces circonstances dangereuses, près de machines dépourvues de gardes et de protections. Ces cas suggèrent qu'en plus d'utiliser des techniques dangereuses, les machineries semblent toujours en marche lors de l'application de l'huile. C'est en huilant le « dryer » que la main d'Alfred Hamel « was crushed to such an extent that the little finger had to be amputated »⁴¹. Ainsi, la majorité des lésions affectant les serre-freins et les huileurs se situent au niveau des membres supérieurs, plus particulièrement aux mains et aux doigts.

³⁹ Jacques Augustin/Consolidated Asbestos Limited, no 602/289, 1924.

⁴⁰ Philibert Martin/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 610/342, 1924.

⁴¹ Alfred Hamel/Johnson's Company, no 801, 1927.

2.2.6 Les accidents affectant tous les corps de métiers

Les chutes représentent une autre cause récurrente d'accidents. Les rapports sur les opérations minières dans la province de Québec établissent le pourcentage de chutes qui engendrent des blessures non mortelles. En calculant les moyennes entre 1920 et 1928, les chutes ont occasionné environ 7,6 % des accidents non mortels dans les mines du Québec. Ces accidents affectent indistinctement tous les corps de métiers. Par exemple, nous retrouvons un ouvrier blessé en raison d'une vilaine chute alors qu'il était affecté au poste de sonneur, un travail qui consiste à manœuvrer les câbles-grues. Le jour de l'accident, Alfred Levasseur quitte son poste pour s'approvisionner en charbon afin de chauffer sa « guérite ». En revenant, il glisse sur une plaque de glace et tombe sur son bras et son épaule⁴². Si les chutes surviennent dans tous les corps de métier, celles dont sont victimes les « drillers » provoquent de graves blessures puisqu'ils tombent d'une hauteur considérable au moment où ils délogent de la pierre à partir d'une corniche ou encore attachée plus haut sur la paroi de la mine. C'est en effectuant ce travail qu'Ernest Aubin, 21 ans, chute d'une hauteur d'environ 10 pieds pour atterrir sur une pierre pointue qui le blesse à la hanche⁴³. De même, Léopold Poiré, 22 ans, tombe alors qu'il s'activait à défaire un « loss » dans la paroi, debout sur une corniche. Il « s'est perforé la main droite, près de la paume, sur une pierre pointue et s'est broyé les muscles de la main »⁴⁴.

Deux types d'accidents sont liés à des chutes. Dans les premiers cas, les chutes elles-mêmes sont la cause directe de l'accident. Les trois cas exposés plus haut se rangent dans cette catégorie. Dans les seconds cas, les ouvriers se blessent en raison d'une chute provoquée par une « tentative de fuite ». Aimé Gosselin chute puis se prend le pied dans la boîte qu'il remplissait en tentant d'éviter une roche qui tombait. À la suite

⁴² Alfred Levasseur/Asbestos Corporation Limited, no 693/101, 1926.

⁴³ Ernest Aubin/Asbestos Corporation Limited, no 733/311, 1926.

⁴⁴ Léopold Poiré/Asbestos Corporation Limited, no 749/36, 1927.

de cet accident, il ne peut plus marcher⁴⁵. Léo Grégoire, 21 ans, est victime d'un accident dans des circonstances semblables. Il se blesse « au flanc gauche » en tentant d'échapper à un éboulement⁴⁶. Lorsque les ouvriers fuient, les chutes surviennent bien souvent en raison de la surface irrégulière du « plancher » de la mine. Ils ne disposent que de quelques secondes pour se mettre à l'abri. Ces chutes engendrent des lésions aux chevilles, aux genoux et aux membres supérieurs comme les mains et les coudes.

D'autres phénomènes affectent les divers corps de métier comme les blessures issues d'un surmenage. Le travail minier oblige les ouvriers à utiliser la totalité de leur force physique et à effectuer les mêmes gestes à répétition, une combinaison parfaite pour engendrer des hernies et autres lésions internes. Ceux qui chargent les bennes en sont particulièrement affectés. C'est en effectuant ce travail que Gédéon Beaulieu, 28 ans, est immobilisé en raison de la douleur. En tentant de déplacer une grosse pierre, il se force les reins, ce qui lui cause plusieurs blessures internes⁴⁷. Louis Leclerc essaie de chaîner une roche pour la disposer dans une boîte, mais un collègue lui dit que « cela se [charge] à bras ». En forçant pour soulever cette pierre, il contracte une hernie inguinale⁴⁸. Pour sa part, Aimé Nolet, 32 ans, développe « une hernie de travail » au niveau de l'abdomen alors qu'il effectue la même manœuvre⁴⁹.

L'analyse de tous ces accidents et blessures laisse croire que les ouvriers ne portent pas ou peu d'équipements de sécurité. Nous ne retrouvons aucune mention d'équipements de protection personnelle dans nos dossiers. Pour ce qui est de l'utilisation du casque protecteur, le nombre de lésions à la tête répertoriées sous-entend que les ouvriers n'en portent pas, puisque nous comptabilisons un total de 14 blessures à la tête. De même, nous retrouvons plusieurs lésions aux pieds, ce qui suggère que le port

⁴⁵ Aimé Gosselin/Asbestos Corporation Limited, no 891/26, 1929.

⁴⁶ Léo Grégoire/Asbestos Corporation Limited, no 892/31, 1929.

⁴⁷ Gédéon Beaulieu/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 571/120, 1924.

⁴⁸ Louis Leclerc/Black Lake Asbestos & Chrome Co. Limited, no 567/80, 1924.

⁴⁹ Aimé Nolet/Johnson's Company, no 806, 1927.

des bottes de sécurité ne semble pas généralisé. Notre corpus contient 15 accidents qui ont engendré des blessures aux pieds, dont plusieurs fractures d'orteils ou des os du dessus du pied. En ce qui a trait aux lunettes protectrices, la situation est moins claire. Si certains ouvriers en portent, leur usage ne semble pas généralisé⁵⁰. De plus, le port des lunettes ne garantit pas une protection totale. Notre corpus contient cinq ouvriers blessés aux yeux par une particule d'amiante logée dans l'œil.

2.3 LES ACCIDENTS À DRUMMONDVILLE, VICTORIAVILLE ET DANS LES BOIS-FRANCS

Drummondville, Victoriaville et quelques agglomérations des Bois-Francis comptent pour 12,5 % des poursuites contre des entreprises incorporées. Nous y retrouvons plusieurs accidents survenus au chantier de construction de la Canadian Celanese, dans l'industrie du textile et dans les manufactures de meubles. Des accidents surviennent également dans des entreprises de petite taille comme les scieries et les fonderies autant que dans les entreprises de plus grande envergure, comme les compagnies ferroviaires et de distribution d'électricité. En raison du faible nombre de poursuites, nous ne pouvons effectuer ici une analyse aussi exhaustive que celle présentée pour l'industrie de l'amiante. Nous nous en tiendrons donc à un aperçu, par secteur d'activité, sans faire une étude des accidents en fonction des métiers.

⁵⁰ Guy Gaudreau et Manon Rousseau ont montré que, dans les mines de Sudbury, les lunettes, les bottes et le casque de sécurité ne sont utilisés qu'à partir des années 1930. Aux États-Unis, Mark Aldrich mentionne que dans les mines, les casques de sécurité sont introduits pour la première fois en 1919. Dans les manufactures, les premiers souliers de sécurité apparaissent en 1903. Ceux avec un bout renforcé en métal sont produits à partir de 1925. La première mention de l'utilisation des lunettes protectrices remonte à 1903. La U.S. Steel, une fonderie pionnière en matière de sécurité, équipe ses employés de ces lunettes entre 1906 et 1907. Dès 1916, les lunettes protectrices figurent dans une exposition sur la sécurité à New York. Cependant, c'est seulement durant la décennie 1930 que ces équipements sont introduits dans les mines de charbon. Puis, il faut attendre la décennie 1940 pour que leur usage se généralise. Gaudreau, Guy. « Le témoignage fictif d'Oscar Bougie ou réflexions sur les accidents, suspensions et maladies à la mine Lake Shore de Kirkland Lake », *Revue du Nouvel-Ontario*, no 33 (2008) : 118-119; Manon Rousseau, « La mécanisation et l'organisation du travail dans les mines de l'INCO, 1886-1930 », mémoire en histoire, Université Laurentienne, 1996 : 59-61; Aldrich, *Safety First*: 133 et 250-251.

2.3.1 Le chantier de la Canadian Celanese

La construction de la Canadian Celanese à Drummondville est le théâtre de quelques accidents, lesquels donnent lieu à cinq poursuites. Le 10 juin 1927, Godfroy Dionne, un ingénieur de 54 ans, chute lorsque l'échelle qu'il utilise se brise. En conséquence, il souffre de plusieurs blessures, dont une fracture de l'épaule⁵¹. Plus tard cette même année, le 14 novembre, Gabriel Larocque, 14 ans, tombe aussi d'une échelle. Selon lui, les dirigeants lui avaient ordonné de descendre un quart de clous « trop lourd pour son âge et ses forces »⁵². Il ajoute que lors de la chute, cette boîte de clous est retombée sur son corps ce qui a engendré plusieurs blessures internes.

Dix jours plus tard, un bris électrique enflamme un bâtiment situé près de matières explosives. Télesphore Fournier, un électricien, doit alors quitter son poste pour servir en tant que pompier. Il est un des premiers à se rendre dans le bâtiment pour tenter d'éteindre le feu. Puisqu'une épaisse fumée remplissait l'édifice, ses collègues ne l'aperçoivent pas et l'aspergent d'eau froide sous une forte pression. Fournier, qui ne portait aucun équipement protecteur, perd presque conscience en raison de l'écart de température entre l'eau froide et l'intérieur du bâtiment en flammes. Il subit alors des blessures internes. Puis, il contracte une pneumonie⁵³. Un autre accident lié à la construction de la Celanese survient lorsqu'Alexandre Saint-Cyr travaille à l'installation de ventilateurs. Le 27 octobre 1928, un câble tombe d'un étage supérieur et le frappe violemment à l'œil⁵⁴.

⁵¹ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Godfroy Dionne/Canadian Celanese Co. Limited, no 246, 1927.

⁵² Gabriel Larocque/Newton Dakin Construction Co., no 861/188, 1928.

⁵³ Télesphore Fournier/Canadian Celanese Co. Limited, no 858, 1928.

⁵⁴ Alexandre St-Cyr/Lord & Burnham Co. Limited, no 834/97, 1926.

2.3.2 L'industrie du textile

À la Jenckes Canadian Co. de Drummondville, nous enregistrons quatre poursuites, dont deux contiennent des renseignements sur les causes des accidents. Ernest Lepage est employé comme « waper », un travail qui consiste à installer et enlever des balles nécessaires à la confection de fils, cordes ou filets. Le jour de l'accident, il ressent une douleur intense au dos. Le médecin conclut que l'ouvrier a contracté une double hernie en raison des lourdes charges qu'il doit soulever à l'occasion de son travail⁵⁵. L'autre accident concerne Ferdinand Bernier, 45 ans, employé à la Dominion Silk Dyeing & Finishing Company Limited. Il décède alors qu'il était affecté au département de teinture. Selon la requête, les dirigeants auraient fait travailler la victime « dans un appartement entr'autre mal aéré, insalubre, anti-hygiénique, avec blessures aux bras, au milieu de teintures et d'acides, au-dessus de bouilloires en ébullition »⁵⁶. Il s'agit du seul empoisonnement de notre corpus.

2.3.3 Les manufactures de meubles et de chaises

Sept accidents survenus dans des manufactures de meubles ont donné lieu à des poursuites. Elles sont engagées contre la Eastern Furniture, la Victoriaville Furniture et la Lausophe Nault Limité située à Daveluyville⁵⁷. Examinons d'abord certains accidents survenus chez la Eastern Furniture de Victoriaville. Alphonse Lupien, 33 ans, est blessé à la main lorsqu'un morceau de bois se détache d'une machine⁵⁸. Joseph Ernest Ludovie Lamontagne, un jeune homme de 16 ans préposé au nettoyage de la manufacture, glisse sur un morceau de bois et « tomb[e] près d'une machine qui n'avait pas de gardes ni de

⁵⁵ Ernest Lepage/Jenckes Canadian Co., no 639/117, 1925.

⁵⁶ Marie Tremblay/Dominion Silk Dyeing & Finishing Co. Limited, no 231, 1926.

⁵⁷ Centre interuniversitaire d'études québécoises, Bases de données en histoire régionale : Centre-du-Québec, l'Union des Cantons de l'Est, vol. 61, no 1 (09 décembre 1926) : 7. Fiche 24 317, [en ligne], <http://cdq.cieq.ca>.

⁵⁸ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Alphonse Lupien/Eastern Furniture Limited, no 635/93, 1925.

protections [...]. [II] eu le bras tellement mutilé qu'il a dû être amputé à son arrivée à l'hôpital »⁵⁹.

Donat Baril, un apprenti menuisier de 17 ans, coince son pouce dans une machine. Son emploi consistait à disposer des morceaux de bois dans une machine « sans retarder la production ». Selon la requête, les dirigeants ont demandé un rythme de travail trop rapide pour les capacités du jeune homme⁶⁰. Chez la Victoriaville Furniture, Albert René, 22 ans, se brise la main alors qu'il plaçait des meubles dans la manufacture⁶¹. Chez la Lausophe Nault Limitée de Daveluyville, Eugène Croteau, 24 ans, se coupe deux doigts. L'ouvrier stipule dans sa requête que l'accident est survenu en raison du fait que les dirigeants l'ont laissé travailler sur « une machine en mauvais ordre et sans les gardes appropriés »⁶².

Dans six de ces cas, les blessures affectent les doigts, les bras ou les mains et se traduisent souvent par des amputations de membres. Le mauvais entretien ou l'absence de protection aurait causé trois accidents. Par conséquent, les ouvriers du meuble sont victimes principalement d'accidents aux mains et aux doigts tout comme ceux qui effectuent le métier de serre-freins et huileurs de machinerie dans les mines d'amiante.

CONCLUSION

Dans les mines d'amiante, environ la moitié des accidents surviennent en raison des chutes de pierres et du fonctionnement des câbles-grues. Ils sont attribuables à l'exploitation à ciel ouvert et au recours à des techniques d'exploitation primitives. Les accidents affectent davantage les mineurs attribués au chargement des bennes. Si le minage des parois et l'action des câbles-grues peuvent engendrer des chutes de pierres,

⁵⁹ Ernest Lamontagne/Eastern Furniture Limited, no 813, 1927.

⁶⁰ Léon Baril/Eastern Furniture Limited, no 835/109, 1928

⁶¹ Albert René/Victoriaville Furniture Co. Limited, no 828/50, 1928.

⁶² Eugène Croteau/Lausophe Nault Entr., no 151, 1920.

les éboulements sont davantage causés par le ruissellement et l'action du froid. Les mineurs sont particulièrement exposés au danger lors des mois de novembre à avril. Les éboulements engendrent d'ailleurs plusieurs types de blessures, en particulier aux membres inférieurs et plusieurs décès lorsque les pierres frappent le crâne. La mauvaise manutention lors de la remonte des câbles-grues et les bris de matériels menacent aussi ces ouvriers. L'action des câbles-grues engendre aussi diverses blessures. Toutefois le vacillement des bennes génère des blessures au torse et au dos.

Chez les serre-freins, la majorité des accidents surviennent lors du couplage des wagons et wagonnets. Sans surprise, les victimes d'accident déclarent des blessures aux doigts et aux mains. Nous retrouvons aussi des accidents survenus chez les huileurs de machinerie. Le témoignage de ces ouvriers laisse croire que les machines sont toujours en marche lors de la maintenance. Les huileurs déclarent aussi des blessures aux membres supérieurs résultant du coincement d'un membre entre deux pièces en mouvement. Ils sont aussi victimes de chutes puisqu'ils effectuent parfois ce travail à partir d'une hauteur considérable. Chez les ouvriers des ateliers de traitement de l'amiante, les accidents notés sont attribuables à diverses causes. Aucune constance n'est observée dans la nature des lésions. Cependant, les blessures s'avèrent en général de moindre gravité. Puis, indépendamment de leur métier, les ouvriers de l'amiante sont victimes de diverses chutes et de plusieurs types de blessures issues d'un surmenage. Les blessures rencontrées laissent croire que les ouvriers de l'amiante portent peu ou pas d'équipements de protection personnelle. Enfin, l'analyse des causes d'accidents et des blessures dans l'industrie de l'amiante fait état, sans contredit, d'un environnement de travail hostile à la santé et à la sécurité dans laquelle évoluent ces ouvriers.

À Drummondville, lors de la construction de la Celanese, les chutes et le bris de matériels sont à l'origine des accidents rencontrés. En ce qui concerne les blessures déclarées, la faible taille du corpus ne permet pas d'observer une constance. Il en est de

même pour l'industrie du textile. Dans les usines de meubles de Victoriaville et des Bois-Francis, le fonctionnement de la machinerie cause la majorité des accidents. Plusieurs ouvriers attribuent leur accident au manque de protection sur les pièces d'équipement dangereuses.

CHAPITRE 3

LES INDEMNISATIONS PERÇUES

Dans ce chapitre, nous analysons le fonctionnement et l'application concrète de la loi sur les accidents du travail de 1909. Pour ce faire, nous présentons les différentes indemnisations reçues par les ouvriers ainsi que le temps écoulé entre diverses étapes du processus. Nous abordons les divers cas où l'entreprise respecte les procédures ainsi que ceux où elle se dérobe à ses obligations. Nous cherchons à savoir combien de temps les ouvriers et les veuves demeurent sans revenu et combien de temps durent les procédures judiciaires. Dans un second temps, nous comparons la différence entre les montants demandés et accordés par consentement ou par jugement formel. Lorsqu'un jugement en bonne et due forme est rendu, nous avons accès au raisonnement judiciaire qui le justifie. Puis, nous analysons les différentes indemnisations perçues pour des blessures aux membres inférieurs et supérieurs. Enfin, nous terminons avec la présentation des frais qui peuvent influencer l'indemnisation reçue.

3.1 INDEMNISATION POUR INCAPACITÉ TOTALE ET TEMPORAIRE

D'après la loi de 1909, les ouvriers accidentés ont droit à deux types d'indemnisations. La première couvre les jours de travail manqués en raison de l'accident. La victime se qualifie pour cette indemnisation « si l'incapacité de travail a duré plus de sept jours »¹. Elle peut recevoir cette indemnisation pour les jours où elle

¹ Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 3.

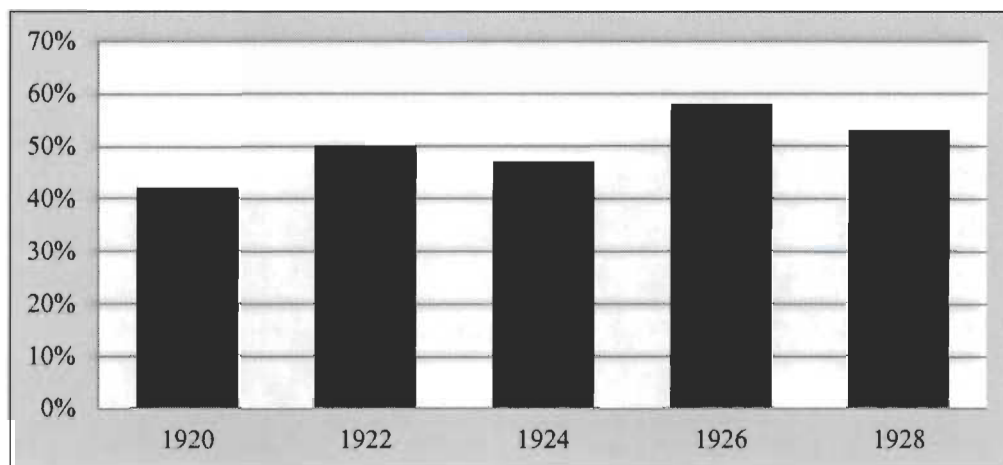
est absolument incapable de travailler à partir du huitième jour². Dès lors, l'ouvrier est en droit de percevoir « une indemnité égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident »³. Lorsque l'entreprise respecte les procédures, elle paie le demi-salaire jusqu'à ce que l'incapacité absolue se transforme en incapacité partielle et permanente. Par la suite, si les parties sont incapables de régler la cause par un consentement, c'est à ce moment que l'ouvrier amorce la poursuite pour demander son indemnisation pour incapacité partielle et permanente. C'est-à-dire pour la réduction permanente de sa capacité au travail qui découle de l'accident.

L'examen des requêtes des travailleurs montre que les entreprises ne versent pas toujours le demi-salaire jusqu'à ce que l'incapacité absolue et temporaire se transforme en incapacité partielle et permanente qui permet le retour au travail. Nous avons dépouillé tous les dossiers des années 1920, 1922, 1924, 1926 et 1928 en prenant soin d'en soustraire les poursuites pour un décès, celles en vertu de la responsabilité civile et celles sans requête qui débutent par un consentement. Pas moins de 105 dossiers sur les 258 de notre corpus s'avèrent dépourvus de requête « standard ». Dans ces situations, les accidentés semblent utiliser les tribunaux pour ratifier l'entente entre les parties. Afin d'analyser le demi-salaire, nous avons exclu ces poursuites qui débutent par un consentement, car ces dossiers révèlent rarement les parts respectives des indemnités attribuées à l'incapacité absolue et à l'incapacité partielle et permanente. La figure 14 contient donc seulement les dossiers « complets ».

² Par le fait même, les ouvriers ne touchent pas d'indemnisation pour les accidents « mineurs ». Par exemple, un ouvrier ne recevra pas d'indemnisation pour un accident qui cause une incapacité partielle ou totale pendant moins de 7 jours.

³ Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 3.

FIGURE 14
Pourcentage d'ouvriers qui demandent un demi-salaire, 1920-1928



Sources : BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1. Dossiers des années 1920, 1922, 1924, 1926 et 1928.

On constate que les demandeurs réclament une somme pour leur demi-salaire impayé dans la moitié des cas. Ceci indique que les entreprises cessent fréquemment d'indemniser les ouvriers avant leur rétablissement complet, puisque lorsqu'elles paient l'entièreté du demi-salaire, les ouvriers ne poursuivent que pour recevoir l'indemnisation relative à l'incapacité permanente. La moyenne des demi-salaires demandés de notre corpus atteint 97 \$ en 1920, 81 \$ en 1922, 49 \$ en 1924, 95 \$ en 1926 et 70 \$ en 1928⁴. Comme la majorité des accidents surviennent dans les mines, un demi-salaire d'un mois équivaut à environ 50 \$. Nos ouvriers demandent donc des sommes qui correspondent à une période d'un à trois mois d'incapacité absolue. Afin d'en éclairer les circonstances, commençons par examiner si les entreprises cessent les paiements en raison de la durée de l'incapacité absolue et temporaire.

3.1.1 L'entreprise paie le demi-salaire pendant plusieurs mois

Ce n'est pas toujours le facteur temps qui motive les entreprises à cesser le versement du demi-salaire. En effet, plusieurs ouvriers réclament une indemnité pour

⁴ Pour faire ces moyennes, nous avons soustrait les demandes de demi-salaire pour le futur.

leur seule incapacité permanente après plusieurs mois d'arrêt de travail. Ils ont donc vraisemblablement reçu leur demi-salaire durant tous les mois où ils étaient dans l'incapacité totale de reprendre le travail. Nous retrouvons d'ailleurs des poursuites dans lesquelles l'ouvrier mentionne clairement que la compagnie a payé le demi-salaire pendant plusieurs mois.

Donnons-en quelques exemples. Adélarde Grégoire demeure environ un an dans l'incapacité absolue de travailler en raison d'une blessure au pied. L'entreprise lui a versé 582 \$, soit la totalité de la somme due⁵. Ernest Aubin, victime d'une chute d'une hauteur de 10 pieds, reçoit son demi-salaire à partir du 8^e jour suivant l'accident survenu en novembre 1925 jusqu'en décembre 1926. La compagnie lui a donc payé le demi-salaire pendant un peu plus d'un an⁶. Ludger Marois déclare qu'il n'a pas travaillé pendant 11 mois, car une pierre a sérieusement endommagé sa jambe. Il réclame une indemnisation de 24 \$ pour son incapacité totale. La compagnie a donc payé l'indemnité pendant plus de 10 mois⁷. Dans ces cas-ci, les entreprises ont indemnisé les ouvriers durant plus ou moins une année. Toutes les entreprises ne s'avèrent pas toujours aussi conciliantes. Parfois, après quelque temps, elles décident d'interrompre les paiements. Dans ces situations, est-ce que les ouvriers peuvent poursuivre rapidement l'entreprise afin d'éviter de demeurer sans revenu ?

3.1.2 Les délais des poursuites contre les entreprises

Combien de temps s'écoule-t-il entre la fin du versement des indemnités attribuées à l'incapacité absolue et le début des procédures judiciaires ? Commençons par les causes où les employés actionnent leurs employeurs le plus rapidement. Le

⁵BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Adélarde Grégoire/Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines Limited, no 583/163, 1924.

⁶ Ernest Aubin/Asbestos Corporation Limited, no 733/311, 1926.

⁷ Ludger Marois/Asbestos Corporation Limited, no 868/209, 1928.

tableau 8 contient 10 causes issues des 5 années analysées où les poursuites sont les plus promptes.

TABLEAU 8
Présentation de dossiers mentionnant la date de cessation des paiements

Années	Date fin du paiement et première date rencontrée dans les dossiers	Temps entre les deux dates
1920	29 février-12 avril	1 mois, 2 semaines
1922	16 août-12 septembre	1 mois
1924	15 juillet-9 août	3 semaines
1924	Début août-19 septembre	1 mois, 2 semaines
1926	19 décembre-14 janvier	1 mois
1926	4 décembre-21 décembre	2 semaines
1926	15 mai-15 juillet	2 mois
1928	24 mars-2 avril	1 semaine
1928	15 juin-17 juillet	1 mois
1928	29 mai-18 juin	3 semaines

Sources: BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Éric Labarre/Consolidated Asbestos Limited no 97, 1920; Philémon St-Hilaire/Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines Limited, no 494/407, 1922; Ernest Kirouac/Consolidated Asbestos Limited, no 592/209, 1924; Omer Landry/Federal Asbestos Company, no 597/264, 1924; Gédéon Beaulieu/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 671/16, 1926; Ernest Aubin/Asbestos Corporation Limited, no 733/311, 1926; Émile Jolin/Consolidated Asbestos Limited, no 702/211, 1926; Léo Côté/Asbestos Corporation Limited, no 830/78, 1928; Ernest Aubin/Keasby & Mattison Company, no 860/185, 1928; Honoré Poulin/Johnson's Company, no 846/134, 1928.

Les informations montrent que si les ouvriers ont grandement besoin de ce demi-salaire, ils peuvent rapidement mettre en œuvre les procédures judiciaires. Par exemple, Ernest Aubin réclame la somme de 34 \$, son demi-salaire impayé entre le 5 et 22 décembre. La requête est datée du 21 décembre et enregistrée à la cour le 28 décembre. Deux semaines s'écoulent entre la fin des paiements et la production de la requête. Dans ce cas, comme dans cinq autres inclus dans ce tableau, les victimes d'accident demeurent seulement quelques semaines sans rémunération, puisqu'elles étaient presque remises de leur incapacité totale lors de la cessation des paiements. À l'inverse, d'autres entreprises suspendent l'indemnisation temporaire bien avant le jugement sur l'incapacité partielle. Quatre causes incluses dans le tableau 8 en témoignent.

Ces ouvriers réclament que leur employeur leur octroie un demi-salaire pour les prochains mois durant lesquels ils souffriront d'une incapacité absolue. Par exemple dans le cas d'Éric Labarre, l'entreprise cesse le versement du demi-salaire le 29 février et la première date rencontrée dans son dossier est le 12 avril. Il fait valoir dans sa réclamation de 165 \$ qu'il « ne pourra faire aucun travail avant au moins le premier juin »⁸. Léo Côté, pour sa part, voit ses versements interrompus le 24 mars et il présente sa poursuite une semaine plus tard. Il réclame 120 \$ pour son incapacité totale entre le 24 mars et le 2 juin.

Les ouvriers semblent utiliser cette technique afin de s'assurer que l'entreprise ne cesse pas le paiement du demi-salaire. Pour les hommes mariés avec plusieurs enfants à charge, recevoir à l'avance le demi-salaire peut empêcher ces familles de faire face à plusieurs problèmes en raison d'une discontinuité de paiements. D'ailleurs, Léo Côté, 38 ans, est marié et père de deux enfants. Dans sa déclaration sous serment, il soutient : « je suis dans le plus urgent besoin et la somme de 12 \$ [par semaine] est le montant minimum dont j'ai besoin pour vivre et faire vivre les miens.⁹ » Dans notre analyse de cinq ans, un travailleur sur cinq réclame un demi-salaire pour le futur.

3.1.3 Indemnisation partiellement payée

D'autres travailleurs laissent s'écouler volontairement plusieurs mois entre l'arrêt des paiements et l'amorce des procédures. Ils attendent que le degré d'incapacité partielle et permanente soit clairement établi afin de réduire le nombre de visites à la cour. Lorsqu'ils actionnent l'entreprise avant que l'incapacité partielle et permanente ne soit définitivement établie, il est possible qu'ils soient tenus de se représenter au tribunal. Sur les cinq années analysées, six des 29 ouvriers qui réclament une indemnité pour demi-salaire impayé demandent une somme de plus de trois mois d'invalidité. Par

⁸ Éric Labarre/Consolidated Asbestos Limited, no 97, 1920.

⁹ Léo Côté/Asbestos Corporation Limited, no 830/78, 1928.

exemple, Adélarde Thivierge, 20 ans, aurait reçu 91 \$ en demi-salaire avant que la compagnie cesse les paiements, soit l'équivalent de deux mois d'indemnités attribuables à l'incapacité absolue (huit mois dans son cas)¹⁰. Wilfrid Dodier, quant à lui, n'aurait touché que 123 \$ en demi-salaire pour une période de sept mois¹¹.

3.1.4 Indemnisation impayée depuis l'accident

Enfin si certains ouvriers touchent seulement qu'un versement partiel de leur demi-salaire, d'autres se voient privés de cette indemnisation depuis le jour de l'accident. Il est malheureusement impossible de dresser un portrait d'ensemble de ces situations. Notre corpus contient toutefois quelques causes dont la valeur des réclamations représente plusieurs mois d'invalidité.

Léo Grégoire, 21 ans, affirme dans sa requête que « [la compagnie] bien que requise a toujours refusé de payer [...] aucune indemnité quelconque. »¹² Pour sa part, Napoléon Jolicoeur stipule que « l'intimée n'a payé aucun salaire [...] depuis le jour de l'accident »¹³. Privés d'indemnités, les deux hommes passent de huit à neuf mois sans revenu. La loi sur les accidents du travail s'avère pourtant formelle : « Les indemnités pour les cas d'incapacité temporaire sont payables aux mêmes époques que les salaires des autres employés, ne devant, en aucun cas, excéder seize jours »¹⁴.

Ces refus de payer de la part des entreprises engendrent de longs débats au tribunal. Par exemple, Léo Côté, qui se retrouve 8 mois et 3 semaines sans salaire, demeure 75 jours à l'hôpital Précieux-Sang de Québec. Dans un autre cas, celui de Godfroy Dionne, la défense affirme qu'il a quitté l'emploi sans rapporter son accident. Ainsi, il semble donc possible que les entreprises ne versent pas le demi-salaire en raison

¹⁰ Adélarde Thivierge/Campbell MacLaurin Lumber Co. Limited, no 558/443, 1923.

¹¹ Wilfrid Dodier/Consolidated Asbestos Limited, no 668, 1926.

¹² Léo Grégoire/Asbestos Corporation Limited, no 892/31, 1929.

¹³ Napoléon Jolicoeur/Consolidated Asbestos Limited, no 363/388, 1921.

¹⁴ Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 11.

de la confusion qui entoure les événements. Des passages de la loi de 1909 exonèrent d'ailleurs les entreprises de leurs responsabilités envers leurs ouvriers. Dans le doute, elles peuvent avoir choisi de retenir le versement du demi-salaire afin que le tribunal établisse les faits. Priver le travailleur de son demi-salaire peut aussi constituer une stratégie utilisée par les entreprises pour renier leur responsabilité dans le déroulement de l'accident. Lorsque l'entreprise accorde une indemnisation, ce geste confirme qu'elle employait l'ouvrier à ce moment et que l'accident est survenu au cours de son travail pour celle-ci.

3.1.5 Temps d'attente pour les veuves

Dans les situations où l'accident de travail conduit au décès des victimes, des familles se voient privées du salaire de leur principal pourvoyeur. Dans notre corpus, 15 femmes soumettent une réclamation consécutive au décès de leur mari. Dans sept cas, l'entreprise est actionnée dans un délai de moins d'un mois. Palmire Cliche et Adrienne Maheu enclenchent les procédures dans les deux semaines suivant le décès de leur mari¹⁵. Emma Pinette et Marie Dubois dit Lafrance attendent plus de trois avant de le faire.

Lors des décès, le consentement entre les parties survient généralement assez rapidement¹⁶. Dans tous les cas mentionnés où la poursuite débute moins d'un mois à la suite du décès, les règlements surviennent la journée même du dépôt de la réclamation en cour. Même dans le cas d'Emma Pinette, qui actionne tardivement, la cause se termine le jour même du dépôt de la poursuite. Tandis que pour Marie Dubois dit Lafrance, le consentement survient une semaine à la suite de la première rencontre.

¹⁵ Palmire Cliche/Asbestos Corporation Limited, no 707, 1926; Adrienne Maheu/Asbestos Corporation Limited, no 789, 1927.

¹⁶ Emma Pinette/Federal Asbestos Company, no 523, 1923; Marie Dubois dit Lafrance/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 232, 1923.

Selon la loi de 1909, les ouvriers et leurs représentants sont en droit de poursuivre la compagnie pour les dommages réellement subis en vertu de la responsabilité civile. Ces poursuites engendrent des débats interminables en cour, car les demandeurs doivent prouver la faute de l'employeur afin de toucher une indemnisation. Malheureusement, la date de l'issue n'est connue que dans la poursuite de Marie Tremblay, une veuve de 35 ans, mère de six enfants. Il s'écoule près de deux ans entre la mort de son mari et le règlement de la cause hors cour, dont le procès se sera échelonné sur neuf mois. La longueur de ces poursuites peut en partie expliquer pourquoi si peu de femmes actionnent en vertu de la responsabilité civile.

3.2 INDEMNISATION POUR INCAPACITÉ PARTIELLE ET PERMANENTE

La seconde catégorie d'indemnisation que les ouvriers sont en droit de percevoir à la suite d'un accident concerne la réduction permanente de la capacité de travailler. Par exemple Cyrille Dodier demeure 1 mois et demi « sans sortir » à la suite d'une fracture ouverte au genou. L'ouvrier peut maintenant reprendre le boulot, mais sa capacité au travail s'en trouve permanemment réduite, car il n'a plus de force dans cette jambe et « il ne peut soutenir de marche prolongée »¹⁷. Normalement lorsque la compagnie respecte les procédures, l'ouvrier reçoit ou demande cette indemnisation lorsque l'incapacité totale et temporaire cesse et se transforme en incapacité partielle et permanente.

3.2.1 Les modalités pour déterminer l'indemnisation

Plusieurs critères servent à fixer le montant des indemnisations. Tout d'abord, la loi de 1909 précise que l'ouvrier a droit « [...] à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident fait subir au salaire »¹⁸. L'indemnisation est donc déterminée

¹⁷ Cyrille Dodier/The Pennington Asbestos Co., no 476/136, 1922.

¹⁸ Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 3.

selon la réduction de la capacité au travail et non pas en raison de la nature des blessures. Le montant est établi en fonction du salaire perçu par l'ouvrier au cours des 12 derniers mois. Pour les ouvriers employés par une compagnie depuis moins d'un an, la loi stipule que le salaire doit être calculé par la somme qu'« [...] ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.¹⁹ » Par conséquent, un ouvrier qui perçoit un salaire de 1000 \$ et qui subit une réduction de sa capacité de 50 % recevra une rente de 250 \$/année jusqu'à concurrence du montant déterminé par l'incapacité subie. Les travailleurs peuvent d'ailleurs choisir une rente annuelle ou un capital. Dans un cas comme dans l'autre, le maximum prévu par la loi s'élève à 3 000 \$ en paiement total²⁰. Enfin, la loi de 1909 contient des principes de responsabilités individuelles qui peuvent faire varier l'indemnité. La faute de l'ouvrier peut réduire le montant tout comme celle de l'employeur peut l'augmenter.

3.2.2 Les propositions de l'entreprise en guise d'indemnisation

À la suite d'un accident, les parties tentent d'abord de parvenir à un consentement afin d'éviter plusieurs visites au tribunal. Plusieurs dossiers indiquent que c'est un représentant de la compagnie qui établit les offres pour les incapacités, et qu'il se déplace pour visiter les victimes²¹. Sans surprise, il arrive que l'entreprise et l'ouvrier fassent des évaluations assez divergentes de l'incapacité permanente et, conséquemment, du montant de l'indemnité. Par exemple, en raison de son accident, Paul Lemieux a perdu un testicule et l'autre est endommagé. Le représentant lui propose 100 \$ au lieu des 3 000 \$ qu'il réclame²². Albert Champagne rejette l'offre de 300 \$ liée à sa fracture

¹⁹ *Ibid.* : c. 274, art. 9.

²⁰ *Ibid.* : c. 274, art. 10.

²¹ Chez l'Asbestos Corporation, l'entreprise principale de notre corpus, le représentant est le comptable de la compagnie Joseph A. Marcotte. BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Wilfrid Morissette/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 662/269, 1925; Alexandre Bénard/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 560, 1922.

²² Paul Lemieux/Maple Leaf Asbestos Corporation Limited, no 493/424, 1922.

du genou. Puis il actionne aussi son employeur pour la somme de 3000 \$²³. Les écarts entre les parties sont donc considérables. Afin d'éviter un procès formel, la loi sur les accidents du travail stipule que « le juge [...] peut auparavant employer tels moyens qu'il croit utiles pour amener une entente entre les parties. Si elles s'accordent, il peut rendre jugement conformément à cette entente sur la requête même [...] »²⁴. C'est de cette façon que 105 cas sur 258 sont réglés. Ainsi, la simple présentation d'une requête suffit à concilier les parties dans plusieurs cas.

Lorsque le désaccord persiste, le procès formel débute. Toutefois, les juges continuent de favoriser le consentement entre les acteurs tout au long des procédures. C'est de cette façon que le cas de Léo Côté, qui eut la jambe cassée par une pierre de 400 livres, s'est réglé 2 mois après l'amorce des procédures. Au départ, l'entreprise lui propose la somme de 700 \$. L'ouvrier refuse et poursuit pour la somme de 3115 \$. À la suite d'un long débat en cour, le demandeur accepte l'offre bonifiée de 1400 \$, plus les frais. Par conséquent, en actionnant son employeur, Léo Côté réussit à obtenir le double de la somme initialement proposée²⁵.

Dans le cas de Georges Nadeau, victime de plusieurs blessures internes et d'une fracture du crâne suite à une chute de pierres, le consentement survient 11 mois après l'inscription de la requête. Le demandeur réclame la somme de 3 200 \$, tandis que la défense lui en offre 1 215 \$. Lors de « l'appel de la cause pour enquête », les parties s'entendent pour la somme de 1 800 \$ en indemnisation, et la compagnie couvre les

²³ Albert Champagne/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 687/89, 1926.

²⁴ Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 28.

²⁵ Léo Côté/Asbestos Corporation Limited, no 830/78, 1928.

frais²⁶. Ainsi, les autorités judiciaires favorisent le consentement dès le dépôt d'une requête et ils poursuivent ce but tout au long procès.

3.2.3 Les consentements avec tous les renseignements sur l'indemnisation et l'incapacité

Le fonctionnement des poursuites en vertu de la loi des accidents du travail de 1909 fait en sorte que l'ouvrier reçoit rarement le montant initialement demandé. Les avocats de la défense tentent par plusieurs moyens de réduire la somme de l'indemnité tout en révisant à la baisse le degré d'incapacité mentionné. Il est aussi possible que les avocats du demandeur anticipent cette diminution. Par le fait même, ceux-ci gonflent la somme initiale en « aggravant » l'incapacité à travailler. Ainsi, il y a parfois un grand écart entre les réclamations et les montants acquis par consentement ou par jugement. Le tableau ci-dessous présente huit des dix cas du corpus se terminant par un consentement dont tous les renseignements concernant l'incapacité et l'indemnisation sont présents. Les deux premières lignes correspondent au pourcentage de l'incapacité subie et aux réclamations. Les lignes trois et quatre présentent le pourcentage d'incapacité révisé et l'indemnité reçue. Enfin, la dernière ligne désigne le pourcentage que les ouvriers obtiennent sur la somme initialement demandée²⁷.

²⁶ Les frais de cour de M. Nadeau sont d'ailleurs assez élevés, soit 491,70 \$. La défense doit aussi payer ses propres frais qui s'élèvent à 621,95 \$. *Georges Nadeau/Asbestos Corporation of Canada Limited*, no 666/299, 1925.

²⁷ Sur les montants demandés et reçus nous avons soustrait les cents. Les pourcentages de la dernière ligne du tableau ont été arrondis à l'unité afin de faciliter l'interprétation.

TABLEAU 9
Dossiers avec tous les renseignements sur l'indemnisation et l'incapacité

	1	2	3	4	5	6	7	8
% initial	15 %	7 %	15 %	10 à 15 %	35 %	75 %	40 %	50 %
\$ demandé	2 233 \$	700 \$	1 598 \$	1 478 \$	2 600 \$	3 000 \$	3 182 \$	3 175 \$
% révisé	15 %	5 %	10 %	10 %	23 %	25 %	5 %	15 %
\$ reçu	1 435 \$	400 \$	750 \$	1 148 \$	1 700 \$	2 500 \$	400 \$	1 259 \$
% des \$ reçus	64 %	57 %	47 %	78 %	65 %	83 %	13 %	40 %

Sources: BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Arthur Laflamme/Asbestos Corporation Limited, no 720, 1926; Delphis Nolet/Asbestos Corporation Limited, no 792/211, 1927; Léopold Poiré/Asbestos Corporation Limited, no 749/36, 1927; Ernest Rouleau/Asbestos Corporation Limited, no 768/78, 1927; Joseph Samson/Asbestos Corporation Limited, no 793/210, 1927; Théodore Grondin/Asbestos Corporation Limited, no 269, 1927; Romulus Vachon/Asbestos Corporation Limited, no 843/131, 1928; Auguste Poulin/Asbestos Corporation Limited, no 845/132, 1928.

Les ouvriers accidentés reçoivent donc rarement les indemnités demandées. La dernière ligne du tableau 9 montre que les règlements obtenus par consentement se traduisent toujours par des réductions des réclamations initiales. Il arrive aussi que les représentants de la défense réduisent significativement le degré d'incapacité, tout en accordant presque la totalité de l'indemnité demandée. Théodore Grondin (cas no 6) est victime d'une blessure au crâne si sérieuse qu'il demeure un mois à l'hôpital à la suite d'une opération durant laquelle les médecins lui ont retiré un fragment de la boîte crânienne. Dans ce cas, les parties s'entendent pour une incapacité de 25 % alors que le demandeur indiquait qu'elle s'élevait à 75 %. Il reçoit tout de même 83 % de la somme initialement réclamée, soit 2 500 \$²⁸.

Dans d'autres situations, les médecins d'entreprise accordent le degré d'incapacité réclamé par les plaignants, mais abaissent les sommes demandées, comme dans le cas d'Arthur Laflamme (cas no 1), victime d'un accident lorsqu'un câble qui

²⁸ Théodore Grondin/Asbestos Corporation Limited, no 269, 1927.

soutenait une benne se brise et déverse des pierres sur son bras²⁹. Par conséquent même si c'est le pourcentage d'incapacité qui détermine principalement le montant reçu, plusieurs dossiers indiquent qu'il n'y a pas de balises clairement définies pour l'attribution des indemnités.

3.2.4 Les consentements avec les plus grandes différences entre les montants demandés et reçus

Le tableau 10 contient les causes conclues par consentement, dont les indemnités reçues représentent 30 % ou moins des sommes initialement demandées. Malheureusement, ces dossiers ne contiennent pas de traces d'un raisonnement détaillé. Ils contiennent tout de même des renseignements qui témoignent du déroulement réel du processus d'indemnisation.

TABLEAU 10
Consentements avec un grand écart entre le montant voulu et reçu

	1	2	3	4	5	6	7	8
\$ demandé	1 865 \$	3 000 \$	3 000 \$	2 000 \$	4 000 \$	633 \$	2 086 \$	2 800 \$
\$ reçu	250 \$	434 \$	600 \$	425 \$	900 \$	150 \$	600 \$	850 \$
% des \$ reçus	13 %	15 %	20 %	21 %	23 %	24 %	29 %	30 %

Sources: BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Joseph Bilodeau/Consolidated Asbestos Limited, no 409, 1920; Paul Gagné/Federal Asbestos Company, no 255, 1920; Jacques, alias Jim Provencher/Continental Light & Heat Company, no 469, 1921; Herménégilde Maheu/Black Lake Asbestos & Chrome Co. Limited, no 395, 1920; Léon Baril/Eastern Furniture Limited, no 835/109, 1928; Philémon St-Hilaire/Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines Limited, no 494/407, 1922; Napoléon Doyon/Consolidated Asbestos Limited, no 410, 1920; Michael James Coarr/Consolidated Asbestos Limited, no 638/110, 1925.

Les situations litigieuses répertoriées concernent l'ankylose d'un doigt³⁰, la perte de vue d'un œil³¹, l'affectation de la moelle épinière consécutive à une électrocution³²

²⁹ Arthur Laflamme/Asbestos Corporation Limited, no 720, 1926.

³⁰ Joseph Bilodeau/Consolidated Asbestos Limited, no 409, 1920.

³¹ Paul Gagné/Federal Asbestos Company, no 255, 1920.

³² Jacques alias Jim Provencher/Continental Light & Heat Company, no 469, 1921.

ou des complications dans le processus judiciaire. En définitive, ces écarts entre les montants demandés et reçus s'expliquent en bonne partie par les principes forfaitaires de la loi de 1909, qui exigent du demandeur qu'il prouve sa réduction au travail, par les coûts et la longueur de la procédure judiciaire ou par des blessures engendrant une incapacité partielle et permanente difficilement démontrable. On peut penser aussi que le fonctionnement même des tribunaux civils fait en sorte que des réclamants poursuivent pour un montant élevé en sachant qu'ils ne recevront qu'une partie de l'indemnisation.

3.2.5 Les différences entre montant initial et reçu lors d'un jugement formel

Les causes faisant appel à une décision des juges sont-elles plus favorables aux travailleurs ? Les renseignements pour répondre à cette interrogation s'avèrent limités, puisque notre corpus contient seulement 30 causes qui se terminent par un jugement formel et détaillé sur les 201 causes d'issues connues. Après avoir retiré les poursuites en vertu de la responsabilité civile, celles pour décès et les refus d'indemnisation, neuf causes se qualifient pour une analyse. La moyenne du pourcentage entre les montants réclamés et reçus lors de ces procès atteint 48 %, en comparaison de 53 % pour les causes réglées par consentement³³. Ces données peuvent tout de même expliquer le choix des travailleurs à favoriser un consentement, puisqu'ils reçoivent des montants similaires lors d'un jugement formel. Le tableau 11 présente les résultats pour huit de ces neuf jugements formels. Dans le cas restant, le demandeur touche la totalité de la somme qu'il réclamait.

³³ Le groupe témoin utilisé pour ce calcul contient 56 causes. Par contre, la moyenne obtenue lors des jugements formels s'avère moins représentative car elle a été élaborée à partir de seulement 9 causes.

TABLEAU 11
Présentation des dossiers se terminant par un jugement formel

	1	2	3	4	5	6	7	8
% initial	10 %	33 %	25 %	60 %	50 %	75 %	N/D	N/D
\$ demandé	570 \$	3 000 \$	2 382 \$	3 000 \$	3 000 \$	5 000 \$	3 000 \$	1 800 \$
% révisé	3 %	10 %	12 %	25 à 15 %	25 %	65 à 60 %	N/D	N/D
\$ reçu	156 \$	932 \$	890 \$	1 200 \$	1 570 \$	3 000 \$	1 175 \$	900 \$
% des \$ reçus	27 %	31 %	37 %	40 %	52 %	60 %	39 %	50 %

Sources : BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Albert René/Victoriaville Furniture Co. Limited, no 828/50, 1928; Romulus Vachon/Asbestos Corporation Limited, no 706/193, 1926; Alexandre Bénard/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 560, 1922; Évangéliste Légaré/The Pennington Asbestos Co., no 121, 1921; Ernest Lepage/Jenckes Canadian Co. Limited, no 639/117, 1925; Émile Caron/Black Lake Asbestos & Chrome Co., no 349, 1920; Gédéon Doyon/Asbestos Corporation Limited, no 161, 1927; Alfred Richard/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 460/298, 1921.

L'intérêt de ces causes est qu'elles permettent de suivre le raisonnement du juge dans la fixation de l'incapacité et de l'indemnisation qui s'y rattache. Dans les deux premiers procès (numéro 1 et 2), le juge se fonde sur la moyenne du pourcentage d'incapacité au travail évalué par plusieurs médecins pour déterminer le degré d'incapacité résultant de la blessure. Le premier réclamant, Albert René âgé de 22 ans, se prend la main entre deux meubles. Le juge Blaise Lettelier mentionne « [...] Que la blessure est plutôt légère, mais qu'elle lui cause tout de même une incapacité partielle et permanente. Le fait de s'être brisé l'os métacarpien établit dans sa main une blessure qui ne disparaîtra pas. » Il mentionne que le pourcentage d'inaptitude a été déterminé en fonction de « la moyenne fixée par les médecins entendus comme experts, 3 % de sa capacité de travail ». Cette évaluation diffère du degré initialement mentionné de 10 %. Il reçoit donc 27 % du montant voulu³⁴.

Romulus Vachon (numéro 2) est victime d'une blessure au pied qui, selon lui, réduit sa capacité à travailler du tiers. Lors du procès, la compagnie exige dans son

³⁴ Albert René/Victoriaville Furniture Co., no 828/50, 1928.

plaidoyer que le demandeur effectue d'autres examens afin d'obtenir le diagnostic de plusieurs médecins sur sa blessure³⁵. Le docteur Brochu estime l'incapacité entre 25 et 30 %, le docteur Samson l'évalue à 10 % et les médecins Dagneault et Delâge soutiennent qu'elle « ne serait guère plus que 5 % ». C'est en considérant ces réévaluations que le juge Camille Pouliot affirme que « la somme de 932 \$ pour incapacité partielle et permanente résultant d'une incapacité de 10 % est suffisante. » Il ajoute que cette somme s'avère même supérieure à celle qu'il aurait droit si son incapacité s'élevait réellement à 10 %³⁶. Dans ces deux cas, les ouvriers ont subi plusieurs examens effectués par des médecins différents. Par conséquent, les demandeurs indiquent dans leur requête l'évaluation du médecin dont le degré d'incapacité est le plus élevé. Toutefois, les juges retiennent la moyenne des évaluations, et révisent le pourcentage à la baisse (moins de 10 %) et, par ricochet, les montants des indemnités réclamées.

Il en est de même pour les cas où le demandeur reçoit plus de 50 % du montant inscrit au départ dans la requête, comme le cas d'Ernest Lepage (no 5) qui contracte une double hernie en manipulant des balles de coton de 1 250 livres. Dans ce cas-ci également, le demandeur utilise l'évaluation la plus favorable à son égard, soit celle du Dr Lamarche qui évalue l'incapacité permanente à 50 %. La décision du juge se fonde sur l'évaluation divergente de deux médecins sur un type de lésion controversé, les hernies³⁷. Dans son verdict, le juge mentionne que « le médecin de l'hôpital persiste à mettre sur les nerfs du malade l'incapacité actuelle [...] puisqu'il déclare qu'il n'y a pas

³⁵ Selon la loi sur les accidents du travail de 1909, « La victime est tenue, si le chef d'entreprise l'exige par écrit, de subir un examen fait par un médecin pratiquant, choisi et payé par le chef d'entreprise [...] ». Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 19.

³⁶ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Romulus Vachon/Asbestos Corporation Limited, no 706/193, 1926.

³⁷ Dans ce cas, la défense affirme d'ailleurs que le demandeur « souffre d'une hernie de faiblesse ». En utilisant ces termes, elle veut convaincre la cour que l'homme souffrait d'une faiblesse, donc la blessure n'est pas en lien avec l'accident.

d'incapacité permanente. » D'un autre côté, le Dr Lamarche, qui a examiné le demandeur plusieurs fois depuis l'accident, maintient son évaluation à 50 % de réduction au travail. Le juge estime d'ailleurs que cette thèse s'avère « concluante ». Toutefois, il termine en expliquant son raisonnement de cette façon : « [l'évaluation du docteur Lamarche] semble exagérée, mais en prenant une moyenne entre la déclaration de ces deux médecins, nous en venons à la conclusion que la diminution de capacité du demandeur doit être fixée à 25 % »³⁸.

Ainsi les dossiers qui prennent fin avec un jugement en bonne et due forme révèlent comment les juges déterminent le degré d'incapacité, soit en calculant la moyenne des évaluations médicales. Ce qui conduit à l'octroi d'indemnités plus faibles que celles réclamées dans les requêtes. Cela découle des principes forfaitaires et du fonctionnement des poursuites qui poussent à demander un maximum, et parfois, à accepter des indemnités plus basses afin de mettre un terme à un procès qui s'éternise.

3.3 ANALYSE DES MONTANTS REÇUS POUR DIVERSES BLESSURES

Examinons maintenant les montants perçus par les ouvriers pour différents types de blessures. Afin de construire les tableaux 12, 13 et 14, nous avons identifié tous les dossiers qui mentionnent la nature des lésions et le montant reçu par l'ouvrier. Nous avons aussi inclus le degré de réduction de la capacité au travail, lorsque disponible. Nous avons réservé une section pour le pourcentage d'incapacité réclamé par l'ouvrier et une autre pour celui établi dans le consentement entre les parties ou par un jugement. Malheureusement, les dossiers contiennent rarement le degré d'incapacité retenu à l'issue.

³⁸ Ernest Lepage/Jenckes Canadian Co. Limited, no 639/117, 1925.

3.3.1 Les blessures aux doigts résultants en une amputation

Le tableau 12 montre que c'est le degré d'incapacité lié à l'accident qui pèse le plus lourdement sur le montant de l'indemnité. Les trois ouvriers qui reçoivent le moins ont subi des blessures à certains doigts qui réduisent peu leur capacité de travailler, à l'opposé des blessures aux pouces. Arthur Doyon perd un doigt de la main gauche et Napoléon Dufresne subit l'amputation de deux doigts de la main gauche, tandis qu'Onésime Vaillancourt a subi l'amputation de son petit doigt. Il serait réducteur d'affirmer que ces ouvriers n'obtiennent de faibles compensations qu'en raison du caractère mineur de leurs blessures. Comme mentionné plus haut, d'autres facteurs influents la somme. Par exemple Arthur Doyon accepte la somme de 200 \$ proposée par l'entreprise lorsqu'elle plaide qu'il est mineur et sans droit de poursuivre sous la loi de 1909. Dans le cas de Napoléon Dufresne, qui retire 300 \$, l'entreprise est en faillite...

TABLEAU 12
Montants reçus pour diverses blessures aux doigts

Année	Blessures aux doigts résultant sur une amputation	Pourcentage de réduction mentionné dans la requête	Montant reçu
1922	Amputation petit doigt, droit	N/D	236 \$
1928	Amputation pouce, gauche	25 %	800 \$
1927	Amputation pouce gauche, mais gaucher	35 %	1 700 \$
1920	Amputation partie d'index et du médus, gauche	15 %	673 \$
1920	Amputation pouce, droit	N/D	600 \$
1922	Amputation index, gauche et paralysie partielle de la main	25 %	891 \$
1927	Amputation petit doigt gauche et main broyée	20 %	803 \$
1921	Amputation partie de l'annulaire gauche et main broyée	N/D	200 \$
1924	Amputation deux doigts, gauches	10 %	300 \$

Sources: BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Onésime Vaillancourt/Johnson's Company, no 478, 1922; Léon Baril/Eastern Furniture Limited, no 835/109, 1928; Joseph Samson/Asbestos Corporation Limited, no 793/210, 1927; Henri Létourneau/Consolidated Asbestos Limited, no 408/213, 1920; Joseph Dutil/Bell Asbestos Mines, no 388, 1920; Alexandre Bénard/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 560, 1922; Alfred Hamel/Johnson's Company, no 801, 1927; Arthur Doyon/Consolidated Asbestos Limited, no 445/123, 1921; Anna Doyon/Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines Limited, no 562, 1924.

Toutefois, les cas de Joseph Samson et Donat Baril montrent bien que l'indemnisation est tout d'abord déterminée par l'incapacité au travail. Les deux ouvriers œuvrent dans des métiers qui nécessitent une certaine dextérité. Le premier occupe le poste de serre-frein tandis que le second travaille comme apprenti menuisier. Ils perçoivent donc des salaires différents, Samson gagne 1 310 \$/année, tandis que Baril empoche environ 900 \$/année. L'écart entre la rémunération annuelle de ces deux ouvriers n'explique pas celle observée entre les deux indemnités qu'ils reçoivent. Donat Baril obtient 800 \$ pour l'amputation du pouce gauche, tandis que M. Samson retire 1 700 \$ pour une blessure identique, le dernier étant cependant gaucher. Un simple calcul permet de constater qu'un ouvrier qui percevait 800 \$ en indemnisation pour un salaire annuel de 900 \$, le même ouvrier recevrait 1 164 \$ pour un salaire annuel de

1310 \$. Il y en résulte une différence de 536 \$, car M. Samson fut blessé à sa main dominante³⁹.

3.3.2. Les blessures aux bras

La loi de 1909 fournit une meilleure couverture des dommages réels lors d'incapacités mineures en raison des principes forfaitaires et des limites imposées aux indemnisations, comme le montre le tableau 13. Par exemple, Arthur Laflamme retire 1 435 \$ pour une blessure au bras et au coude. Puis, Joseph Ernest Ludovie Lamontagne en obtient 2 500 \$ pour l'amputation de son bras gauche⁴⁰. Ainsi, le demandeur obtient environ seulement 1 000 \$ de plus pour une amputation. Puisqu'il peut toujours travailler avec son autre bras, il se voit donc refuser le montant maximum. Dans ce cas, à 16 ans, l'indemnisation reçue ne comblera jamais les dommages réellement subis.

TABLEAU 13
Montants reçus pour diverses blessures aux bras

Année	Blessure au bras	% de réduction mentionnée dans la requête	Montant reçu
1920	Fracture bras gauche	10 %	500 \$
1920	Avant-bras et coude détachés	25 %	350 \$
1922	Blessure au bras gauche	25 %	500 \$
1924	Blessure au bras	75 %	3 000 \$
1926	Blessure avant-bras et poignet	10 %	943 \$
1926	Blessure au bras et au coude	15 %	1 435 \$
1927	Amputation bras gauche	75 %	2 500 \$

Sources: BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Adélar Corriveau/Consolidated Asbestos Limited, no 406, 1920; Hervé Vachon/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 396/116, 1920; Charles Turgeon/Consolidated Asbestos Limited, no 296, 1922; Philibert Martin/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 610/342, 1924; Gédéon Pomerleau/Consolidated Asbestos Limited, no 670, 1926; Arthur Laflamme/Asbestos Corporation Limited, no 720, 1926; Ernest Lamontagne/Eastern Furniture Limited, no 813, 1927.

³⁹ Joseph Samson/Asbestos Corporation Limited, no 793/210, 1927; Léon Baril/Eastern Furniture Limited, no 835/109, 1928.

⁴⁰ Philibert Martin/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 610/342, 1924; Ernest Lamontagne/Eastern Furniture Limited, no 813, 1927.

Enfin ce tableau dévoile que la loi de 1909 fournit une meilleure protection de blessures mineures en raison de la limitation des montants. Le cas de Philibert Martin, 22 ans, s'avère le seul dossier qui affiche le degré d'incapacité évalué par les médecins pour une blessure au bras. Ceux-ci affirment que son accident réduit son aptitude au travail de 60 %. Il obtient donc le montant maximum prévu par la loi soit 3000 \$. Ainsi, dans ce cas, le demandeur aurait reçu une somme identique si son incapacité s'avérait de 75 ou 90 %. Par conséquent, à partir d'un certain pourcentage d'incapacité, l'ouvrier atteint le montant maximum prévu, sans qu'il soit dans l'incapacité totale.

3.3.3 Blessures aux pieds et aux jambes

Les blessures aux pieds et aux jambes (tableau 14) révèlent encore une fois que la loi sur les accidents du travail couvre plus adéquatement les blessures mineures. Arthur Lefèvre, 18 ans, « s'est fait amputer la jambe à quelques pouces au-dessus du genou ». Il reçoit la somme de 2 000 \$. En comparaison avec 1 200 \$ pour une fracture de l'orteil, 2 000 \$ dollars pour la perte d'une jambe représente une piètre compensation considérant les difficultés que le jeune homme devra surmonter pour le restant de sa vie⁴¹.

⁴¹ Josué Lefèvre/Jenckes Canadian Co. Limited, no 614/353, 1924.

TABLEAU 14
Montants reçus pour diverses blessures aux pieds et aux jambes

Année	Blessures aux pieds et aux jambes	Pourcentage de réduction mentionné dans la requête	Montant reçu	Pourcentage de réduction, consentement ou jugement
1924	fracture gros orteil	N/D	1 200 \$	N/D
1928	fracture du pied	40 %	400 \$	5 %
1926	fracture du pied	N/D	932 \$	10 %
1926	fracture cheville	15 %	1 300 \$	N/D
1929	fracture du péroné	10 %	425 \$	10 %
1924	Blessure au genou	N/D	500 \$	N/D
1923	Blessure au genou	50 %	900 \$	N/D
1927	genou écrasé	7 %	400 \$	5 %
1928	blessure au genou et jambe	15 %	1 100 \$	15 %
1927	Fracture de la jambe et cheville	15 %	1 300 \$	N/D
1927	Fracture de la jambe	10 à 15 %	1 148 \$	N/D
1928	Fracture de la jambe	35 %	1 400 \$	N/D
1924	Amputation au-dessus du genou	75 %	2 000 \$	N/D

Sources : BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Adélaré Grégoire/Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines Limited, no 583/163, 1924 ; Joseph Auclair/Asbestos Corporation Limited, no 843/131, 1928; Romulus Vachon/Asbestos Corporation Limited, no 706/193, 1926; Adélaré Bois/Johnson's Company, no 679, 1926; Joseph Félix Grégoire/Roger Miller & Son Co. Limited, no 895/45, 1929; Ovilá Girouard/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 586/183, 1924; Adélaré Thivierge/Campbell MacLaurin Lumber Co. Limited., no 558/443, 1923; Delphis Nolet/Asbestos Corporation Limited, no 792/211, 1927; Cléophas Doyon/Johnson's Company, no 847, 1928; Ernest Lessard/Asbestos Corporation Limited, no 745, 1927; Ernest Rouleau/Asbestos Corporation Limited, no 768/78, 1927; Léo Côté/Asbestos Corporation Limited, no 830/78, 1928; Josué Lefèbvre/Jenckes Canadian Co. Limited, no 614/353, 1924.

De plus, ce tableau montre que les principes d'indemnisation de la loi de 1909 engendrent de grandes disparités entre les montants reçus. Par exemple, Joseph Auclair, 38 ans, retire 400 \$ pour une incapacité de 5 % résultant d'une fracture du pied. Romulus Vachon, 23 ans, en obtient 932 \$ pour la même blessure que les médecins estiment engendrer entre 5 % et 10 % d'incapacité. D'un autre côté, certains ouvriers déclarent des blessures différentes et reçoivent sensiblement la même somme. Philibert Martin retire 1 200 \$ pour une fracture du gros orteil, puis Ernest Rouleau perçoit

1 148 \$ pour une fracture de la jambe. Tandis qu'Alphonse Lessard obtient 1 300 \$ pour la même fracture.

Tout compte fait, l'analyse des montants reçus pour des blessures similaires démontre que les indemnisations pour incapacité partielle et permanente sont principalement déterminées par la perte de capacité au travail. D'autre part, le traitement individuel des accidents engendre de grandes disparités entre les montants alloués. Puis, les principes d'indemnisation de la loi de 1909 limitent la couverture fournie, particulièrement lorsque de jeunes ouvriers subissent un accident grave comme l'amputation d'un membre comme un bras et une jambe. Le cas d'Arthur Lefèvre, signalé plus haut, révèle bien les limites de ce système. L'ouvrier reçoit 2000 \$, soit l'équivalent de deux ans de salaire à temps plein pour la perte de la majorité de sa jambe. À 18 ans, il rencontrera des difficultés à trouver un emploi pour le restant de sa vie. Parallèlement Joseph Ernest Ludovic Lamontagne, 16 ans, retire la somme de 2 500 \$ pour l'amputation de son bras. Ces cas démontrent que les incapacités issues d'une fracture sont mieux indemnisées que celle résultant d'une amputation par rapport aux dommages réellement causés.

3.3.4 Facteurs externes influençant le montant de l'indemnisation

D'autres facteurs influencent le montant retiré par l'ouvrier comme les frais de cour et les frais d'hôpitaux. Parfois, les employeurs paient les frais d'hôpitaux pour s'assurer que l'ouvrier reçoit des soins adéquats afin de minimiser l'incapacité partielle et permanente. Cependant, la loi prévoit que les frais de médecins peuvent être soustraits de l'indemnisation. D'autre part, les employeurs s'acquittent parfois volontairement des frais judiciaires afin de proposer une somme moindre lors du consentement.

Les frais judiciaires varient grandement d'une poursuite à l'autre. Par contre, nous pouvons tout de même les regrouper en trois catégories. La première inclut les

dossiers où le demandeur ne présente pas de requête formelle puisque l'affaire débute avec un consentement : la moyenne des frais lors de ces causes est de 56 \$. La seconde catégorie est composée de causes réglées par un consentement à la suite de débats au tribunal : les frais de cour s'élèvent à 156 \$ en moyenne. Viennent enfin les causes faisant appel à un jugement formel, dont les procédures s'étirent sur des mois et parfois même des années. Elles engendrent les frais de cour les plus élevés.

Le faible nombre des causes réglées par une décision des juges nous empêche ici d'établir une moyenne significative. Seulement quatre dossiers affichent leurs frais judiciaires. Ils s'élèvent à 160 \$, 363 \$, 364 \$ et 505 \$. Le fait que ces causes se soldent par des jugements où la défense doit payer les intérêts en plus du montant de l'indemnité peut expliquer l'avantage pour les entreprises de régler les litiges par consentement. Par exemple, le juge condamne l'entreprise à verser à Émile Caron la somme maximale de l'époque, soit 3 000 \$, plus les intérêts et les dépens de 504 \$. Il faut aussi ajouter qu'elle doit payer ses propres frais de cour qui sont sensiblement du même ordre⁴².

Les frais hospitaliers et médicaux contribuent eux aussi à gonfler les coûts engendrés par les accidents de travail⁴³. Selon la gravité des blessures, ces frais varieront d'une cinquantaine de dollars pour une fracture du péroné⁴⁴ à plus de 1 600 \$, un montant versé à un adolescent de 14 ans gravement blessé sur le chantier de construction

⁴² Par exemple, parfois les frais des compagnies sont plus élevés, car les taux horaires des avocats représentants les entreprises s'avèrent probablement plus élevés. Tandis que dans certains cas les frais des demandeurs sont plus élevés, car ils doivent produire plusieurs dossiers et parfois convoquer quelques témoins ce qui augmente la facture. Voici deux cas remportés par la défense (seul dossier dont les frais des deux parties sont connus). Dans le cas de Georges Nadeau, les frais de cour s'élèvent à 492 \$ pour le demandeur et 622 \$ pour la défense. Dans le cas de Xavier Beaulieu, les frais judiciaires s'élèvent à 480 \$ pour le demandeur et 383 \$ pour la défense. Georges Nadeau/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 666/299, 1925; Xavier Beaulieu/Asbestos Corporation Limited, no 114, 1927.

⁴³ Les hôpitaux trouvés : Les Sœurs de la Charité et hôpital Saint-Joseph à Thetford Mines, hôpital Sainte-Croix à Drummondville, hôpital Hôtel-Dieu à Arthabaska, hôpital de Sherbrooke, hôpital Victoria, hôpital général de Montréal, et à Québec l'hôpital Précieux Sang, l'hôpital Saint-François d'Assise et la clinique Saint-Louis.

⁴⁴ Joseph Félix Grégoire/Roger Miller & Son Co. Limited, no 895/45, 1929.

de l'usine Celanese à Drummondville⁴⁵. Dans ce dernier cas, les frais médicaux, chirurgicaux et hospitaliers sont compris dans l'indemnité de 2 666 \$ qui lui est consentie. Entre ces deux extrêmes, ces frais sont très variables : 148 \$ pour une fracture de la cheville⁴⁶, 100 \$ pour le broyage d'un pouce et d'un index⁴⁷, 320 \$ pour le traitement d'un accidenté de l'amiante, etc.⁴⁸ Par les honoraires qu'ils reçoivent pour les soins aux accidentés, médecins, chirurgiens, dentistes, ambulanciers et hôpitaux contribuent à différents degrés à diminuer la valeur réelle des indemnités reçues par les réclamants.

CONCLUSION

En somme, l'analyse de l'application concrète de la loi de 1909 par les tribunaux jette un éclairage sur les réalités, à la fois complexes et multiples, engendrées par un système placé sous la responsabilité de la justice civile et structuré autour d'un processus judiciaire fondé sur deux formes d'indemnisation : celle couvrant d'une part la période d'incapacité complète de travailler et celle, d'autre part, de l'incapacité permanente causée par l'accident. Les dossiers examinés montrent qu'environ la moitié des ouvriers réclament une indemnité pour l'intervalle pendant lequel ils sont dans l'incapacité totale de travailler, généralement entre un et trois mois sous forme de demi-salaires. Si les entreprises sont tenues de payer cette somme, plusieurs accidentés se voient refuser l'entièreté des versements. Les entreprises qui retiennent le versement du demi-salaire le font tantôt lors de situations confuses, tantôt parce qu'elles ne reconnaissent pas leur responsabilité dans l'accident. Il arrive aussi que des entreprises considèrent que

⁴⁵ Il s'agit de la réclamation de Gabriel Larocque, 14 ans, pour les quatre opérations subies et les autres frais, la facture totale s'élève à 1 662 \$, 390 \$ sont versés au Dr Hume, 498 \$ à l'hôpital de Sherbrooke, 266 \$ au Dr Caron, 485 \$ à l'hôpital Sainte-Croix de Drummondville, puis 26 \$ pour le transport en ambulance. D'ailleurs, sur le total de l'indemnité reçu de 2666 \$, 1662 \$ servent à payer les frais médicaux. Gabriel Larocque/Newton Dakin Construction Co., no 861/88, 1928.

⁴⁶ Adélarde Bois/Johnson's Company, no 679, 1926.

⁴⁷ Joseph St-Laurent/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 609/343, 1924.

⁴⁸ Achille Grégoire/Bennett-Martin Asbestos & Chrome Mines Limited, no 43, 1923.

l'ouvrier peut reprendre le travail. Dès lors, les accidentés peuvent rapidement poursuivre l'entreprise.

La seconde forme d'indemnisation représente une somme pour la réduction permanente de la capacité au travail. L'analyse des montants demandés et reçus révèle que tout au long du processus les parties tentent de régler le litige par un consentement. Il arrive alors que les entreprises envoient un représentant chez les victimes afin de leur offrir un montant forfaitaire et ainsi réduire les frais de cour. Entre le montant proposé et celui réclamé par l'accidenté, l'écart équivaut parfois à l'équivalent d'un salaire ouvrier annuel. Les accidentés reçoivent rarement l'indemnisation initialement demandée. Souvent, à l'issue du processus judiciaire, les autorités réduisent l'incapacité mentionnée par l'ouvrier, ce qui tire vers le bas les sommes accordées. Dans d'autres situations, on maintient le degré d'incapacité indiquée tout en réduisant le montant initialement voulu.

Lors des litiges réglés par consentement, les réclamants acceptent une somme significativement réduite en comparaison à celle demandée au départ. Ces observations s'appliquent aussi pour les procès se terminant par un jugement formel. L'analyse de ces dossiers révèle en effet que les ouvriers ne reçoivent pas un pourcentage significativement plus élevé lorsqu'un juge règle le litige. Les juges tranchent simplement entre les diverses évaluations effectuées par les médecins, bien souvent en établissant la moyenne des degrés d'incapacité estimés par ces derniers.

En fixant un montant maximum aux indemnités, la loi sur les accidents du travail de 1909 fait en sorte d'indemniser plus adéquatement les blessures mineures. La couverture fournie par la loi de 1909 s'avère donc sérieusement limitée lorsqu'un jeune homme souffre d'une grande incapacité comme celle résultant d'une amputation. Les réclamations peuvent aussi se trouver diminuées par les faillites d'entreprises. Il en résulte donc de grandes disparités entre les sommes retirées pour une blessure identique.

D'autres facteurs, enfin, contribuent à abaisser la valeur réelle de l'indemnisation finale, comme les frais de cour, les frais médicaux, les frais hospitaliers. Lors des procès de grande envergure, ces frais peuvent s'élever jusqu'à la moitié du salaire annuel d'un ouvrier. Puisque les juges condamnent souvent la défense à s'acquitter des frais du demandeur lorsque les entreprises perdent les procès, cela peut expliquer pourquoi les entreprises favorisent un consentement dès le départ. Dans son fonctionnement concret, la loi de 1909 est donc une législation d'accommodement et un espace de négociation, puisque la majorité des cas se règlent par un consentement. Ainsi, cette loi établit un cadre de négociation des litiges, sans établir clairement des montants auparavant déterminés. Puisque ce mode de fonctionnement favorise les entreprises, certains travailleurs reçoivent des sommes dérisoires et presque symboliques.

CHAPITRE 4

LES DÉBATS EN JUSTICE

À la suite d'un accident, les entreprises font d'abord une offre aux travailleurs. À défaut d'entente, les parties tentent de parvenir à un consentement au tribunal. Si le litige persiste, la défense établit un plaidoyer, c'est-à-dire qu'elle produit un document où elle explique sa version des faits. Dans ce chapitre, nous utiliserons les plaidoyers pour cerner les arguments et les techniques couramment utilisés par la défense afin de réduire la valeur des réclamations ou pour établir l'innocence de l'entreprise. Nous commencerons par relever les constantes des plaidoyers de la défense et présenterons ses arguments. Dans les procès les plus complexes, le demandeur répond au plaidoyer. Par la suite, la défense fait motion sur les différentes allégations. Ces motions seront analysées. Enfin nous nous pencherons sur les causes les plus complexes de notre corpus, celles invoquant une faute inexcusable, celles en vertu de la responsabilité civile, ainsi que les refus d'indemnisation.

4.1 L'ARGUMENTAIRE ET LES STRATÉGIES DES ENTREPRISES

4.1.1 Le plaidoyer

En général, les plaidoyers sont divisés en deux parties. Dans la première, la défense reconnaît ou conteste les éléments exposés dans la requête du demandeur. Par exemple, dans le cas de Paul Piché, la défense admet partiellement la déclaration. Elle atteste que l'ouvrier fut victime d'un accident, mais «elle nie les allégués des

paragraphes 2 et 3 de ladite déclaration tels que rédigés »¹. La défense fait référence ici à la version des faits fournie par l'ouvrier sur le déroulement de l'accident. Parfois, la défense rejette l'ensemble des allégations de la requête. Dans la cause du réclamant Andy Légaré, par exemple, elle plaide d'abord qu'elle n'employait pas l'ouvrier le jour de l'accident et rejette ensuite toutes les autres allégations². Souvent, dans ces cas, les avocats de l'entreprise écrivent simplement que la défense rejette les allégations « telles que rédigées », ou « sous cette forme » et elle répète ces propos pour chaque allégation. La première partie du plaidoyer contient alors peu de renseignements intéressants puisque les éléments de la requête sont seulement attestés ou contestés sans plus.

C'est dans la seconde partie que les avocats des entreprises exposent leur compréhension des événements. Pour ce faire, ils emploient plusieurs procédés afin de rectifier ou de contester les éléments apportés par les demandeurs. La technique la plus courante, comme on l'a vu au chapitre 3, consiste à tenter de faire réduire le pourcentage d'incapacité au travail réclamé par le demandeur. Nous examinons ici les plaidoyers où la défense nie totalement sa responsabilité envers l'ouvrier.

4.1.2 Les références aux articles restrictifs de la loi de 1909

Dans certaines causes, la défense mentionne que le demandeur n'est pas admissible à la loi des accidents du travail. Dans ce genre d'argumentaire, trois types d'allégations sont utilisés. Premièrement, l'entreprise soutient que le demandeur est un mineur au sens de la loi. Dans la cause de Joseph Châteauneuf, un mineur de fond de 18 ans, la défense mentionne « que le demandeur n'a pas la capacité requise pour intenter la présente action vu qu'il n'a pas atteint l'âge de la majorité »³. Même chose pour le serre-frein Arthur Doyon, où l'employeur soutient que « le demandeur est mineur, âgé de près de 18 ans ; en conséquence il n'a aucun statut devant la cour et ne peut intenter l'action

¹ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Paul Piché/Canadian National Railways, no 764/70, 1927.

² Évangéliste Légaré/The Pennington Asbestos Co., no 121, 1921.

³ Joseph Châteauneuf/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 438/96, 1921.

en son nom »⁴. Malgré tout, la cause se règle par un arrangement pour la somme de 200 \$, une somme largement symbolique pour l'amputation de deux doigts.

Deuxièmement, l'entreprise fait valoir que le demandeur reçoit un salaire annuel trop élevé pour recevoir une indemnisation. La loi de 1909 indique « dans le cas d'une rémunération annuelle d'au-delà de quinze cents dollars, la présente loi ne s'applique pas »⁵. La défense emploie cet argument contre Émile Caron, Adolphe Barnabé et Donat Vaillancourt. Dans le cas de la poursuite intentée par M. Vaillancourt, un mineur de fond, l'argument de la défense est sans équivoque : « le demandeur n'a pas le droit de réclamer sous la loi des accidents du travail, car son salaire annuel excède 1 500 \$ »⁶. Malheureusement seul le dossier d'Émile Caron contient l'issue de la cause. Dans ce cas le demandeur parvient à prouver que son salaire annuel était de moins de 1 200 \$ et reçoit ainsi la somme maximale prévue par la loi, soit 3 000 \$.

Puis le troisième type d'allégation se réfère aux catégories de demandeurs admissibles à l'indemnisation, suite au décès d'un accidenté non marié et sans enfant. Sur ce point, la loi mentionne que « l'indemnité est payable [...] aux ascendants dont le défunt était le principal soutien au moment de l'accident »⁷. Dans ces situations bien précises, les parents du défunt n'ont droit à une indemnisation que si ce dernier contribuait à plus de 50 % du revenu du demandeur ou de la demanderesse. Voilà un bel exemple du caractère restrictif de la loi de 1909. Dans notre corpus, la défense se réfère au passage « du principal soutien » dans les causes de Jean Labbé et Charles Lafrance⁸.

⁴ Arthur Doyon/Consolidated Asbestos Limited, no 445/123, 1921.

⁵ Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 7.

⁶ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Émile Caron/The Black Lake Asbestos and Chrome, no 349, 1920; Adolphe Barnabé/The Consolidated Asbestos Company, no 464/387, 1921; Donat Vaillancourt/The Black Lake Asbestos and Chrome, no 126, 1921.

⁷ Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 4.

⁸ D'ailleurs, pour ces deux derniers, ces allégations sont retenues comme argument principal lors des deux jugements rejetant leur requête. BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Jean Labbé/Asbestos

Dans le cas de Lafrance, la défense indique que « le demandeur [le père du défunt] est un commerçant de bois, un charretier, n'est pas dans le besoin et a toujours survécu à ses besoins et au soutien de sa famille ». Dans les deux cas d'ailleurs, les réclamants perdent leur poursuite.

4.1.3 Le recours à diverses circonstances

La défense emploie aussi d'autres arguments que nous pouvons ranger sous la rubrique « arguments de circonstance ». Dans le cas d'Albert René, victime d'un accident à la main le 27 décembre 1927 chez la Victoriaville Furniture, la défense débute en indiquant que le demandeur n'a pas déclaré son accident. C'est le contremaître, qui le lendemain, a aperçu les contusions et a renvoyé le demandeur chez le médecin. La défense poursuit en mentionnant que l'ouvrier a recommencé à travailler, entre le 13 janvier et le 10 février, au même salaire qu'auparavant. Puis le 11 février, il est retourné chez lui en raison d'une grippe. C'est pourquoi l'entreprise affirme qu'il ne souffre d'aucune incapacité permanente⁹.

Dans le cas d'Adélard Thivierge, un menuisier de la Campbell MacLaurin, la défense amorce son plaidoyer en évoquant que lorsque l'incapacité totale du demandeur s'est dissipée, il a recommencé à travailler durant deux mois au même salaire qu'auparavant. Elle ajoute que lors des derniers jours avant son départ, les autorités de l'entreprise lui ont dit qu'il manquait « d'assiduité » au travail. C'est à la suite de ces commentaires que l'ouvrier a quitté l'entreprise. La défense ajoute :

Corporation Limited, no 459/278, 1921; Charles Lafrance/Consolidated Asbestos Limited, no 617/18, 1925.

⁹ Albert René/Victoriaville Furniture Company, no 828/50, 1928.

That at the time the said Thivierge left defendant's employ, he had already recovered from his injury and was able to perform his customary work, and moreover, after quitting defendant's employ, went to work for other parties at different jobs, [...] and was able to do all his work and the same kind of work as any other man in his class¹⁰.

La défense soutient donc ici que l'ouvrier ne souffre d'aucune incapacité. Les entreprises défenderesses font valoir l'absence d'incapacité pour faire renvoyer la poursuite, mais sans succès. Ces ouvriers ont retiré respectivement 156 \$ et 900 \$.

4.1.4 Des ouvriers paresseux ?

Dans d'autres causes, la défense plaide que la victime ne désire pas revenir au travail. Dans le cas d'Arthur Pageau, un mineur de fond, la défense affirme que « le demandeur ne souffre d'aucune incapacité permanente et s'il souffre de quelques inconvénients c'est dû à sa faute, négligence et incurie »¹¹. Elle ajoute que son état de santé est convenable pour recommencer à travailler, mais qu'il a choisi de demeurer sans travail. Le demandeur est accusé de chômer volontairement et même d'avoir lui-même aggravé l'incapacité pour laquelle il poursuit l'entreprise.

Dans la cause de Romulus Vachon, blessé par la machinerie, la défense porte les accusations à un niveau supérieur : « le demandeur aurait pu reprendre le travail depuis longtemps. Il ne veut déployer aucun effort sérieux pour se servir de son pied. S'il travaillait, la sensibilité dont il se plaint serait disparue depuis longtemps, mais il refuse de travailler sous le prétexte de pouvoir exiger de la défenderesse un plus fort montant. »¹² C'est pourquoi la défense soutient que le demandeur ne souffre d'aucune réduction de sa capacité et qu'il peut désormais travailler au même salaire qu'auparavant. En plus de se faire reprocher son manque d'effort, le réclamant est

¹⁰ Adéland Thivierge/Campbell MacLaurin Lumber Co. Limited, no 558/443, 1923.

¹¹ Arthur Pageau/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 441/122, 1921.

¹² Romulus Vachon/Asbestos Corporation Limited, no 706/193, 1926.

accusé ici de malhonnêteté. Dans ce jugement, le juge refuse le plaidoyer de la défense et condamne l'entreprise à verser 932 \$.

4.1.5 L'absence de lien entre l'accident et l'incapacité

Dans d'autres causes, la défense attribue l'incapacité déclarée à une prédisposition aux accidents ou encore à une blessure antérieure. Alfred Richard, dont le travail consistait à charger des poches de minerai dans des wagons de la Québec Central Co., la défense soutient que « s'il souffre d'une hernie ou d'une infirmité réduisant sa capacité de travail, il ne l'a pas contractée à l'occasion de son travail pour la défenderesse.¹³ » Puis, elle ajoute que le médecin qui a évalué l'ouvrier, à la demande de l'entreprise, mentionne qu'il ne souffre d'aucune incapacité à la suite dudit accident. La blessure, selon la défense, serait attribuable à une faiblesse génétique.

Dans le cas d'Alphonse Lupien, un journalier de la Eastern Furniture, la défense fait valoir que l'accident est sans conséquence. Elle admet lui avoir versé son demi-salaire pendant plus longtemps qu'il en avait besoin, « pour acheter la paix » même s'il se montrait alors capable de reprendre le travail. Selon elle, si le demandeur souffre d'une incapacité, c'est en raison d'un accident antérieur (une décharge électrique). D'ailleurs, elle ajoute que M. Lupien a retiré à cet égard une indemnisation « considérable » et que l'entreprise a même fait preuve de générosité à son égard. Le demandeur, renchérit la défense, aurait déjà reçu une indemnisation en guise de règlement final¹⁴. Dans bien des cas, la défense attribue l'incapacité des réclamants à un accident antérieur survenu dans une autre entreprise.

Lors de la poursuite intentée par Ernest Lepage, la Jenckes Canadian Co admet qu'elle lui avoir payé un demi-salaire et l'avoir même fait soigner par ses médecins à la

¹³ Alfred Richard/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 460/298, 1921.

¹⁴ Alphonse Lupien/Eastern Furniture Limited, no 635/93, 1925.

suite de l'accident. Elle rejette cependant toute responsabilité envers lui. Selon la manufacture de coton, il aurait contracté ses deux hernies « non pas pendant qu'il était à l'emploi de la défenderesse, mais alors qu'il était bûcheron et charroyeur de bois pour A. Mercure & Fils, durant le printemps 1925. »¹⁵. Dans ces trois causes, on le constate, la défense atteste que l'ouvrier est victime d'un accident. Elle en rejette toute responsabilité puisque, selon elle, l'incapacité réclamée résulte d'une faiblesse ou d'un accident antérieur. Dans les trois cas, les demandeurs gagnent les procès.

4.1.6 L'absence de lien d'emploi direct

Afin de disqualifier la requête, il arrive enfin que la défense admette l'accident, mais fasse valoir qu'à ce moment, l'ouvrier ne travaillait pas sous la responsabilité de l'entreprise. Les avocats de la Black Lake Asbestos & Chrome utilisent cette technique lors du procès intenté par Donat Vaillancourt. Dans ce cas, la défense allègue qu'elle n'a aucune obligation envers le demandeur, car il était employé par un autre homme qui se constituait une équipe afin de travailler à la tonne pour l'entreprise : « c'est [cet homme] qui avait engagé le demandeur : c'est lui qui en avait la direction, la surveillance et le contrôle : le demandeur n'a jamais été employé par la défenderesse, n'a jamais été sous sa direction, son contrôle et sa surveillance.¹⁶ » On reporte ainsi la responsabilité de la compagnie minière sur un « sous-traitant ». Ceci, selon elle, décharge l'entreprise de ses engagements à l'égard du demandeur, puisqu'elle n'effectuait aucun contrôle sur son travail. L'issue de cette cause demeure un mystère.

La défense utilise aussi cet argumentaire dans le cas d'Ovide Lessard qui poursuit son employeur pour la mort de son fils de 13 ans, tué par une chute de pierres. Le jour de l'accident, le défunt se trouve en congé, mais il est tout de même descendu dans le puits de la mine afin d'aider ses compagnons. Il effectuait à ce moment-là le

¹⁵ Ernest Lepage/Jenckes Canadian Co. Limited, no 639/117, 1925.

¹⁶ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Donat Vaillancourt/Black Lake Asbestos & Chrome Co. Limited, no. 126, 1921.

même travail que les autres employés. La défense mentionne que « lors du dit accident, ledit Wilfrid Lessard était sur la propriété du défendeur illégalement et sans droit et était un violateur des droits de propriété du défendeur ». De plus, elle soutient que le défunt était sous la responsabilité parentale et n'avait pas l'âge légal pour travailler. Elle ajoute qu'il était du devoir du demandeur, alors contremaître, de renvoyer son fils. Le jeune homme se trouvait donc sous la double responsabilité de son père, en sa qualité de parent, et en sa qualité de contremaître. L'entreprise soutient par ailleurs que le demandeur a commis une faute puisque juste avant l'accident, il a quitté son poste et s'est fait remplacer par un autre contremaître. Selon la défense, l'entreprise « ne peut [donc] être tenue responsable » de la mort du jeune Wilfrid¹⁷. Dans cette cause, le juge semble avoir tranché entre la version du demandeur et celle de la défense puisqu'il condamne l'entreprise à verser 1 100 \$ au père de la victime, alors que la somme normalement attribuée pour un décès s'élève à 3 050 \$. Indépendamment des plaidoyers des avocats des entreprises, les juges condamnent dans la grande majorité des cas les entreprises à indemniser les travailleurs. Lorsque les parties avancent une version des faits divergente, les juges tendent à « couper la poire en deux », acceptant le droit à l'indemnisation, mais réduisant le montant réclamé.

4.2 LES MOTIONS ET LES ACCUSATIONS À L'ENDROIT DES DEMANDEURS

Lors des procès au civil, les deux parties utilisent les motions à diverses fins. Les avocats des entreprises y ont recours fréquemment afin d'exiger des précisions sur les dates, les événements ou les faits mentionnés dans la requête¹⁸. Ils emploient ensuite ces renseignements afin de produire un premier ou un second plaidoyer. Ces motions, il va

¹⁷ Ovide Lessard/The Pennington Asbestos Co., no 133, 1921.

¹⁸ Le juge ordonne à la défenderesse de fournir les particularités demandées « ordonne à la défenderesse de fournir les dites particularités sous quinze jours du présent jugement. » Le 15 jours est aussi mentionné dans le cas de Paul Gagné. Marie Tremblay/Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, no 231, 1926; Paul Gagné/Federal Asbestos Company, no 255, 1920.

sans dire, ont pour effet d'allonger les procédures. La défense peut donc présenter une motion afin d'inciter le demandeur à accepter par consentement la somme proposée par l'entreprise afin d'éviter un long procès. La défense emploie aussi les motions pour inciter le demandeur à dévoiler les failles de sa requête.

4.2.1 Les motions pour obtenir des renseignements de base

Nous retrouvons ainsi plusieurs motions présentées dans le but d'obtenir les renseignements «de base» qui servent normalement à fixer les sommes consenties. Dans la cause de Paul Gagné contre Federal Asbestos Company, la défense exige du demandeur de «dire quand et quelle période. Pendant combien de temps il a été à l'emploi de la défenderesse avant l'accident [...], et quel salaire il a réellement gagné durant ladite période»¹⁹. Puisque les indemnisations varient en raison du salaire perçu pendant les 12 derniers mois, la défense désire obtenir ces précisions pour lier l'indemnisation au revenu du demandeur durant les mois précédents. La requête de M. Gagné ne contient effectivement pas ces renseignements et ces omissions soulèvent des doutes qui amènent la défense à exiger des précisions sur le salaire déclaré.

Dans la cause d'Honoré Poulin, un travailleur de la Johnson's Company, la motion présentée indique «que le demandeur doit mentionner : quel genre de travail il effectuait lors de l'accident, comment l'accident est survenu et quel doigt de sa main fut écrasé²⁰. » La défense exige aussi des précisions sur la blessure afin de déterminer le montant de l'indemnisation²¹. Il manquerait apparemment plusieurs détails dans la requête du demandeur sur la description du travail effectué, les circonstances de l'accident et, surtout, sur la nature de l'incapacité. Quand les représentants des

¹⁹ Paul Gagné/Federal Asbestos Company, no 255, 1920.

²⁰ Honoré Poulin/Johnson's Company, no 846/134, 1928.

²¹ Lorsque la défense doute sérieusement de l'incapacité mentionnée, elle est en droit de faire motion afin d'exiger que le demandeur visite un médecin choisi par la compagnie. Henri Létourneau/Consolidated Asbestos Limited, no 408/213, 1920; Gédéon Doyon/Asbestos Corporation Limited, no 161, 1927; Paul Piché/Canadian National Railways, no 764/70, 1927.

entreprises doutent que le demandeur souffre réellement de l'incapacité mentionnée, ils exigent des précisions afin de ne pas payer ou d'abaisser les montants à verser. Dans le cas de Léo Grégoire, un travailleur de fond, le demandeur a visité le médecin de la compagnie à la suite de l'accident. Puis il a par la suite séjourné dans deux autres établissements. Ce qui amène la défense à exiger de M. Grégoire à « [i]ndiquer, les soins [qu'il] a reçu, et indiquer le nom des médecins qui lui ont donné, et en quoi ont consisté ces soins »²².

4.2.2 Les motions pour obtenir des détails au sujet des fautes reprochées

Comme les demandeurs doivent étayer leurs allégations lorsque la faute inexcusable de l'entreprise est plaidée, les motions utilisées par la défense exigent des demandeurs des précisions supplémentaires. De tels procédés complexifient l'affaire puisqu'un autre facteur s'ajoute à la détermination de l'indemnisation : les circonstances de l'accident. Il est à noter que les poursuites en vertu de la responsabilité civile impliquent nécessairement de prouver la faute de l'entreprise. D'ailleurs, c'est lors de ces procès que les motions les plus complexes sont présentées, puisque la majorité des éléments fournis par les demandeurs sont contestés.

Par exemple, à la suite de la mort de son mari, décédé des suites d'une chute de pierres, Mme Olida Bégin poursuit l'entreprise en alléguant qu'elle a commis une faute inexcusable. Elle affirme que les jours avant l'accident, des passants auraient mentionné aux employés que la paroi de la mine semblait dangereuse. En réponse à cette allégation, la défense enjoint la réclamante à « [fournir] les noms des étrangers et des employés de la défenderesse qui ont fait des remarques à ceux qui étaient en charge des travaux pour la défenderesse »²³.

²² Léo Grégoire/Asbestos Corporation Limited, no 892/31, 1929.

²³ Olida Bégin/Federal Asbestos Company, no 419/294, 1920.

Lucie Drouin, pour sa part, soutient que la mort de son fils, victime lui aussi d'une chute de pierres, relève de la faute inexcusable de l'entreprise. Cet accident est survenu, selon elle, parce que l'entreprise n'effectue pas régulièrement l'inspection des parois de la mine afin de prévenir ce genre d'accidents. Elle ajoute que compagnie a fait preuve « [d'] une conduite en violation du règlement des mines ». En réaction à ces allégations, la défense désire que Mme Drouin révèle :

(A) quelles étaient les précautions exigées par le règlement des mines qui n'ont pas été prises (B) si ce règlement est écrit, que la demanderesse soit tenue de le produire : (C) si ce règlement est verbal, qu'elle soit tenue de déclarer ce qu'il comportait, depuis quand il existe et par qui il a été décrété (D) [...], que la demanderesse soit tenue de préciser les précautions que la défenderesse n'a pas prises pour protéger la vie de Philias Lacroix (E) [...], en quoi la négligence et l'incurie de la défenderesse ont pu causer la mort du fils de la demanderesse...²⁴

Les précisions demandées illustrent l'influence des avocats de compagnie auprès des classes populaires, puisque répondre à cette motion requiert nécessairement une connaissance de la législation sur les mines. Ces motions ont une fonction dilatoire puisque les avocats de la défense connaissent probablement les détails demandés.

Dame Marie Tremblay, enfin, plaide la faute inexcusable de l'entreprise pour la mort de son mari Ferdinand Bernier, décédé des suites d'un empoisonnement alors qu'il travaillait au département de teinture de la Dominion Silk Dyeing & Finishing Company. Madame Tremblay soutient que la compagnie a fait travailler son mari dans des conditions dangereuses : « dans un appartement entre'autre mal aéré, insalubre, anti-hygiénique, avec blessures aux bras, au milieu de teintures et d'acides, au-dessus de bouilloires en ébullition. » En réponse à la requête, la défense débute sa motion en exigeant que Mme Tremblay indique: « when the alleged accident happened, where, and in what way, and where, when, and by what the said "lésions" were caused. » Dans cette motion de la défense, pas moins de cinq questions sont formulées²⁵.

²⁴ Lucie Drouin/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 144, 1925.

²⁵ Marie Tremblay/Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, no 231.

4.2.3 Retourner les accusations

Une allégation de faute fait monter les enjeux des procès puisque « le tribunal peut diminuer l'indemnité si l'accident est dû à la faute inexcusable de l'ouvrier, ou l'augmenter s'il est dû à la faute inexcusable du patron »²⁶. Dans ces situations, la défense peut produire un plaidoyer dans lequel elle retourne les allégations de faute ou de négligence contre les victimes d'accident. Dans le cas de Mme Marie Tremblay que nous venons de discuter, la défense soutient que M. Bernier est décédé en raison de blessures et de maladies contractées avant l'accident. Puis, elle ajoute que si le demandeur fut victime d'un empoisonnement, « it was due to his own inexcusable fault »²⁷. On retrouve le même genre d'allégation dans le cas d'Adélard Dargie, un sonneur et signaleur à l'emploi de la Consolidated Asbestos Ltd. Le demandeur indique ici que l'entreprise a fait preuve d'une faute inexcusable qui a engendré la mort du fils de sa femme, à la suite d'une chute de pierres. Selon lui, l'accident est survenu, car l'entreprise a laissé travailler le jeune homme dans un endroit dangereux, en connaissance de cause, puisque les contremaîtres savaient que la paroi présentait des fissures et qu'elle menaçait de s'écrouler. De son côté, la défense acquiesce qu'elle avait bien découvert lesdites fissures quelque temps avant l'accident, mais qu'elle avait dès lors averti ses ouvriers de la dangerosité des lieux. Selon elle, le demandeur connaissait donc les dangers de travailler à cet emplacement, et en conséquence, « his death was due to his own negligence »²⁸.

Ces deux cas montrent bien que l'allégation de faute inexcusable, en plus de donner lieu à des motions chargées, conduit souvent les entreprises à les retourner contre les réclamants. Dans le cas d'Adélard Dargie, la défense plaide que l'accident est survenu en raison de la négligence de la victime, car il travaillait dans un endroit connu

²⁶ Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 6.

²⁷ Marie Tremblay/Dominion Silk Dyeing & Finishing Company Limited, no 231, 1926.

²⁸ Adélard Dargie/Consolidated Asbestos Limited, no 190, 1920.

comme dangereux. Puis, dans le cas de la veuve Tremblay, la compagnie soutient que la faute inexcusable est attribuable au défunt mari qui s'est lui-même empoisonné. Les compagnies tentent d'éviter avec tous les moyens disponibles une condamnation qui les forcerait à payer la prime en raison de la faute inexcusable.

4.3 LES PROCÈS REMPORTÉS PAR LES DEMANDEURS, LORSQUE LA FAUTE DE L'EMPLOYEUR EST PLAIDÉE

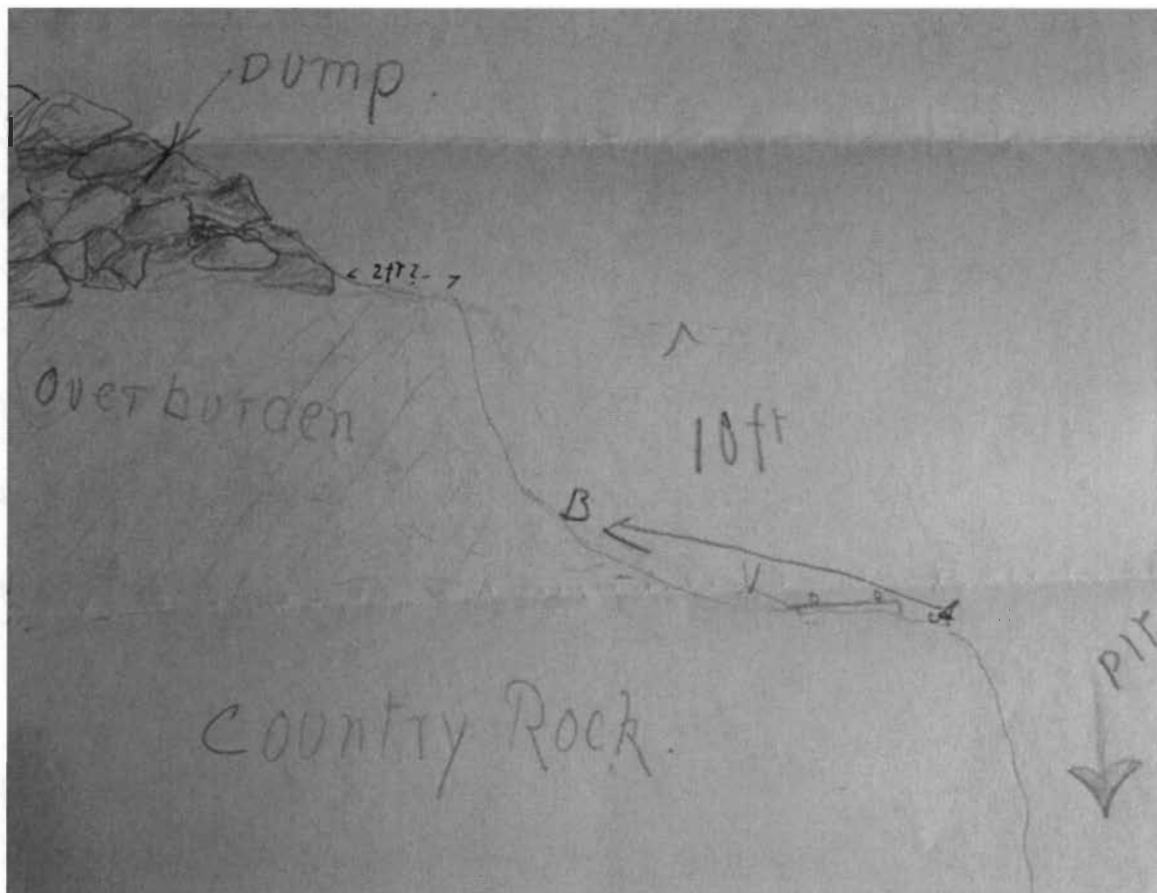
Qu'elles proviennent des ouvriers ou des entreprises, les allégations de fautes sont rarement retenues lors des procès. Nous ne retrouvons aucun jugement mentionnant que l'accident est survenu en raison de la faute ou négligence de l'ouvrier. Dans deux causes, à l'inverse, la poursuite l'emporte en évoquant la faute inexcusable de l'entreprise²⁹. Dans les deux cas, il y a mort d'homme à la suite d'une chute de pierres. Le premier cas est celui de Mme Bégin 35 ans, brièvement abordé auparavant. La requérante poursuit en sa propre qualité et celle de tutrice des quatre enfants âgés entre 5 ans et 11 mois, issus de son mariage avec le défunt Odinal Dorval³⁰. Celui-ci est décédé le 10 août 1920 lorsque «deux pierres se détachèrent du bord du puits de mine, tombèrent sur lui et l'écrasèrent à mort». Selon un de ses coéquipiers, l'accident est survenu car la halde de débris se situait trop près de la paroi qui s'en trouvait alors surchargée (Figure 15).

²⁹ Sur 35 ouvriers déclarant des blessures à la suite d'une chute de pierres, 13 mentionnent que l'accident résulte de la faute inexcusable de l'entreprise.

³⁰ Elle demande « la somme de 8000 \$, dont 3000 \$, étant le montant prévu par la loi, et 5000 \$ pour dommages réels, résultant de la faute inexcusable de la compagnie ».

FIGURE 15

Croquis des parois du puits de la Federal Asbestos Co. de Robertsonville, 1920



Source: BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Alida Bégin/Fédéral Asbestos Company, no 419/294, 1920.

Au terme du procès, le juge favorise le plaidoyer de la demanderesse. Il considère que les autorités de la mine et le contremaître alors en charge connaissaient nécessairement les dangers que représentait cet endroit puisque des passants et des ouvriers leur avaient fait remarquer quelques jours auparavant. Malgré les avertissements qu'ont donnés des employés d'expérience au contremaître, les autorités n'ont pas donné l'ordre de s'en éloigner et ont refusé de faire descendre ces pierres « sous de vains et frivoles prétextes ». Le juge conclut que « la défenderesse est responsable de la faute lourde et inexcusable de ses contremaîtres et préposés » pour avoir négligé d'enlever cette partie reconnue comme dangereuse et d'avoir laissé

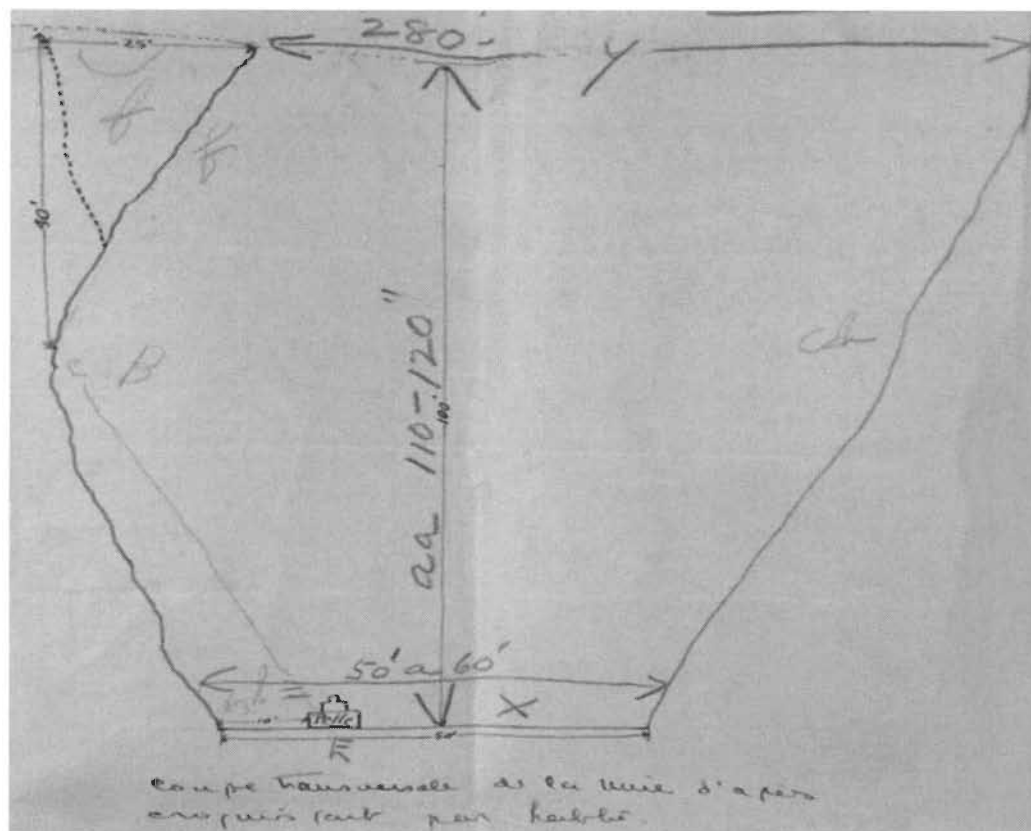
travailler le mari de la demanderesse à cet endroit. Le juge concède à une majoration en raison de cette faute inexcusable. Il condamne l'entreprise à payer 1 500 \$ à la demanderesse et 2 000 \$ à partager entre ses quatre enfants, en plus des frais³¹.

La seconde poursuite victorieuse en vertu d'allégation de faute contre l'entreprise est menée conjointement par Éphrem Labonté, tuteur des enfants de sa fille, et Marie-Cordélia Labonté, épouse du défunt Liboire Bélisle à 36 ans. M. Bélisle est mort, avec trois de ses collègues, à la suite d'une chute de pierres le 2 décembre 1920. La poursuite soutient que l'accident revient entièrement «à la faute et à la négligence grossière et inexcusable de la défenderesse qui n'a pas pris le moindre souci de la protection de ses employés». L'entreprise aurait laissé travailler le défunt sous une pointe de roche, un endroit reconnu comme dangereux. Une des pièces déposées à titre de preuve montre les parois du puits de la mine appartenant à la Federal Asbestos Company avant l'éboulement (Figure 16). Ce croquis effectué par M. Labbé, un coéquipier de travail de la victime et principal témoin de la demanderesse, montre clairement la dangerosité de la situation. La partie en haut à gauche, indiquée avec la lettre F, s'écroule sur quatre ouvriers.

³¹ Alida Bégin/Fédéral Asbestos Company, no 419/294, 1920.

FIGURE 16

Croquis du puits de la mine de la Federal Asbestos Co. de Robertsonville, 1921



Source : BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Ephrem Labonté/Federal Asbestos Co., no 468/510, 1921.

L'ouvrier qui a effectué ce croquis soutient que la chute de pierres est survenue, car « l'angle d'inclinaison formé par la base du puits et les côtés de la mine étaient trop abrupts », alors que le fond du puits n'avait que 50 pieds de diamètre. Les demandeurs poursuivent en indiquant que les employés se sont alors plaints plusieurs fois de la menace que représentait ce cap de roche, « mais toujours on leur fit réponse qu'il n'y avait pas de danger ». Ainsi, la poursuite demande la somme de 3 050 \$ en vertu de la loi sur les accidents du travail et 6 000 \$ en « dommages additionnels résultant de la faute lourde, grossière et inexcusable de la défenderesse³² ».

³² Ephrem Labonté/Federal Asbestos Co., no 468/510, 1921.

Le juge soutient que la compagnie a laissé travailler le défunt « dans des conditions extrêmement dangereuses » en connaissance de cause, puisque les employés avaient signalé la présence de fissures et que cet endroit représentait une menace. À ce moment, le contremaître aurait dû faire abattre cette partie et empêcher les ouvriers de demeurer à cet endroit. Le contremaître n'ayant pas pris les précautions nécessaires, le juge conclut que « la défenderesse doit être tenue responsable des dommages résultant de la mort du dit Liboire Bélisle à raison de la faute inexcusable de ses préposés. » Ainsi, la défense est condamnée à payer « l'indemnité due en vertu de la Loi des accidents de travail et une majoration de l'indemnité forfaitaire, à raison de cette faute inexcusable ». La compagnie doit alors payer 3 000 \$ à partager entre les six enfants du défunt et 3 050 \$ à la femme du défunt, en plus de tous les frais³³.

Seules ces deux femmes ont réussi à prouver la faute inexcusable de l'entreprise pour retirer davantage que le montant maximum prévu par la loi à la suite d'un décès, soit 3 050 \$. Ces deux dossiers partagent plusieurs similitudes. D'abord, les deux poursuites sont portées par des femmes pour la mort de leur mari dans des circonstances similaires. Elles ont des enfants en bas âge, soit 4 enfants âgés de 11 mois à 5 ans pour Mme Bégin, et 6 enfants âgés de 2 à 12 ans pour Mme Labonté. Dans les deux cas, la faute inexcusable est retenue contre l'entreprise en raison de l'inaction et des agissements des préposés alors en charge des opérations. Dans les deux cas, le juge retient la faute, car les autorités de l'entreprise connaissaient le danger de travailler à cet endroit et qu'ils n'ont pris aucune mesure pour éviter l'accident.

Sur les 24 dossiers où la faute de l'entreprise est plaidée, 11 réclamations mettent de l'avant la faute de l'employeur à la suite de chutes de pierres et 6 autres à un manque de protection sur des pièces de machinerie dangereuses. Avec un taux de réussite de

³³ Ephrem Labonté/Federal Asbestos Co., no 468/510, 1921.

8,3 %, les allégations de faute restent toutefois rarement retenues. Pour que le juge retienne la faute inexcusable contre la compagnie, les demandeurs doivent vraisemblablement se trouver dans une sérieuse détresse.

4.4 LES POURSUITES EN VERTU DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

Puisque les ouvriers ont peu de chances de prouver la faute patronale, pourquoi sept demandeurs choisissent-ils malgré tout de poursuivre en vertu de la responsabilité civile ? Tout d'abord, certains de ces sept demandeurs engagent deux poursuites, une en vertu de la loi de 1909 et une seconde en vertu des articles 1053 et 1054 du Code civil. Évariste Boudreau, par exemple, poursuit l'entreprise pour 10 000 \$ à la suite de la mort de son fils Calixte, 27 ans. La poursuite en vertu du Code civil est engagée le 31 janvier 1922, soit 19 mois après la poursuite menée en vertu de la loi des accidents du travail³⁴. Marie Tremblay poursuit l'employeur de son défunt mari en vertu de la responsabilité civile pour la somme de 15 200 \$. Dans sa requête, elle indique que « la présente action est actuellement instituée au cas où la réclamation déjà faite contre ladite défenderesse, en vertu de la Loi des Accidents du Travail, ne serait pas maintenue et aux fins d'éviter la prescription »³⁵.

Dans d'autres cas, les demandeurs indiquent qu'ils utilisent le droit civil, car ils ne peuvent se qualifier pour la loi des accidents du travail. Par exemple, Xavier Beaulieu poursuit pour 7 288 \$ en vertu du Code civil pour la mort de son fils adoptif Rosario Cousineau, un serre-frein de 19 ans. Dans ce cas-ci, le demandeur choisit cette voie, car il ne peut se qualifier pour la loi des accidents du travail, puisqu'il s'agit « d'une adoption sentimentale », sans valeur légale³⁶. Dans le cas d'Azilda Bouchard, la demanderesse porte une action en vertu de la responsabilité civile, car son défunt mari

³⁴ Évariste Boudreau/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 48, 1922.

³⁵ Marie Tremblay/Dominion Silk Dyeing & Finishing Company Limited, no 231, 1926.

³⁶ Xavier Beaulieu/Asbestos Corporation Limited, no 114, 1927.

gagnait environ 1 995 \$/années comme électricien, « un salaire trop élevé pour la loi des accidents du travail »³⁷. Elle demande donc 10 000 \$ en guise d'indemnisation. Ainsi, les demandeurs utilisent le droit commun lorsqu'ils ne se qualifient pas en vertu de la loi de 1909. Le cas suivant expose bien ces principes restrictifs. Lucie Drouin poursuit à la suite du décès de son fils Philéas Lacroix 21 ans. Son fils a été tué au travail par une chute de pierres qui a emporté aussi un autre ouvrier nommé Poitras. La compagnie a pourtant indemnisé la veuve dudit Poitras, mais elle refuse l'indemnisation pour la mort de Philéas Lacroix. Dans le premier procès, le juge déboute Mme Drouin en indiquant que son fils ne constituait pas son principal soutien. La demanderesse a porté sa cause en appel à la Cour du Banc du Roi qui renvoya la cause pour une seconde fois. C'est pourquoi elle poursuit pour 10 000 \$ en vertu de la responsabilité civile³⁸.

Deux autres demandeurs engagent des poursuites en vertu de la responsabilité civile, car ils demeurent hors du pays. La loi indique qu'« un ouvrier étranger ou ses représentants n'ont droit aux sommes et indemnités prévues par la présente loi que si, au moment de l'accident, ils résident au Canada et continuent à y résider pendant le service de la rente »³⁹. En conséquence, une famille qui immigre définitivement au Québec jouit des mêmes droits que les résidents de longue date. D'un autre côté, les travailleurs « saisonniers » et leurs représentants ne se qualifient pour la loi de 1909 que pour le temps de leur résidence. Par contre, la loi mentionne que « s'ils ne peuvent se prévaloir [des indemnisations prévues par la loi de 1909], le recours de droit commun existe en leur faveur »⁴⁰.

Notre corpus contient deux de ces cas. Dans la première cause, le demandeur, un résident du village de Fagana au nord-ouest de l'Italie, poursuit l'entreprise pour la mort

³⁷ Azilda Bouchard/Asbestos Corporation Limited, no 189, 1927.

³⁸ Lucie Drouin/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 144, 1925.

³⁹ Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 5.

⁴⁰ *Ibid.*, art. 5.

de son fils des suites d'une chute de pierres. Le demandeur mentionne dans sa requête que lui et sa femme « [...] sont pauvres, d'un âge très avancé et absolument incapables de pourvoir à leur subsistance laquelle était exclusivement et entièrement assurée par ladite victime ». Le jugement renvoie l'action du demandeur avec dépens. Le demandeur n'a pas prouvé la faute commise par l'entreprise dans l'accident, tandis que la défense a prouvé qu'elle avait donné des avertissements nécessaires à la victime à l'aide d'un traducteur, avertissements qui auraient été apparemment incompris ou ignorés⁴¹.

Dans le second cas, Iwan Gereliuc, un immigrant de l'empire austro-hongrois, décède au travail le 21 août 1914, quelques jours après la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne à l'Autriche-Hongrie. En raison des circonstances exceptionnelles de cette guerre et de ses suites, plus de huit ans séparent l'accident et le règlement à l'amiable entre les parties. À l'issue, Anna Gereliuc et ses deux enfants mineurs reçoivent 500 \$, soit l'équivalent de ses frais de cour⁴².

En vertu de la législation existante, les membres des familles de l'étranger à qui les défunts versaient une partie de leur salaire ne disposent donc d'aucun « recours concret » lorsque ceux-ci demeurent encore dans leur pays d'origine. Certes, légalement, ces familles sont en droit de poursuivre en vertu de la responsabilité civile, mais l'application restrictive de la loi fait en sorte que les chances de l'emporter sont minces. Ainsi, la plupart des procès en vertu de la responsabilité se terminent par une entente hors cour, un abandon, ou encore, par le versement d'une indemnité symbolique. Dans le pire des cas, le demandeur doit s'acquitter des frais de cour des deux parties, comme dans le cas de Xavier Beaulieu, abordé auparavant, qui poursuit pour la mort de son fils adoptif.

⁴¹ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Giacomo Zizaldo/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 181, 1921.

⁴² Anna Gereliuc/Johnson's Company, no 220, 1921.

La cause Beaulieu montre bien la difficulté de prouver la faute ainsi que les conséquences néfastes découlant de la perte de ce genre de procès. Rosario Cousineau, son fils adoptif de 19 ans, travaillait à remplir des wagonnets dans un tunnel de la mine Jacob. Le tuteur mentionne dans la requête « que le wagonnet n'était pas muni de freins, et il était freiné au moyen de chaînes qu'on mettait sur les roues, et c'est en ôtant une de ces chaînes, après le chargement, que le wagonnet est parti et [a] glissé, et [a] écrasé le défunt. » Il ajoute à sa réclamation qu'il s'agit là d'«une faute grave et [d']une négligence ». Le jugement établit « que ledit accident est uniquement dû à l'irréflexion de la victime et à l'imprudence qu'elle a commise en s'aventurant dans un endroit du tunnel trop étroit pour permettre à une personne de s'y tenir debout, sans danger au passage d'un wagonnet ». Le juge rejette donc l'action, puis exige du demandeur qu'il paie ses propres frais de cour de 479 \$, en plus de 382 \$ pour ceux de la défense⁴³. Ce cas indique bien les dangers de poursuivre en vertu de la responsabilité civile. Ainsi, en raison des faibles chances de réussites et de la hauteur des frais juridiques de ces procès, on peut penser que la poursuite en vertu de la responsabilité civile ne survient qu'en dernier recours. D'ailleurs, aucune de ces poursuites ne se termine par une victoire des demandeurs.

4.5 LES REFUS EN VERTU DES RESTRICTIONS DE LA LOI DE 1909

Il s'avère difficile de porter un constat d'ensemble sur la fréquence d'application des principes restrictifs. On peut penser que des demandeurs retirent leurs poursuites lorsqu'ils anticipent la perte du procès, qu'ils favorisent alors le consentement ou encore l'entente hors cour. Nous estimons aussi que les autorités tendent à favoriser dans ces cas le versement d'un montant minimum et presque symbolique pour « acheter la paix », plutôt que refuser complètement le droit à l'indemnisation. Quelques causes de notre corpus montrent que le recours à ces principes sert à renvoyer des poursuites.

⁴³ Xavier Beaulieu/Asbestos Corporation Limited, no 114, 1927.

En décembre 1927, Alphonse-Aimé Simoneau, 28 ans, se blesse à la jambe alors qu'il attachait une grosse pierre pour la soulever avec une grue. À la suite de l'accident, le demandeur a continué de travailler pendant trois jours jusqu'à ce qu'il éprouve des difficultés à marcher. L'entreprise recommande la victime au docteur Beaudet qui l'envoie deux jours à l'hôpital. Il est alors en arrêt de travail pour trois semaines. Il retourne au travail en janvier pendant trois ou quatre jours, puis il demeure sans emploi jusqu'à la mi-avril. La compagnie a alors payé deux semaines en demi-salaire. C'est alors qu'il a constaté que sa blessure au genou a empiré et qu'il souffre maintenant d'une incapacité partielle et permanente de 20 %. Le demandeur indique qu'il n'a pas entrepris l'action pour son incapacité permanente dans l'année suivant la blessure puisque les médecins indiquaient qu'il ne souffrirait pas de blessures permanentes. La défense indique : « le demandeur n'a aucun droit d'intenter la présente action, son recours étant prescrit et éteint » depuis le 1er janvier 1929, alors que la requête est datée du 3 mars 1929. Le juge Blaise Lettelier tranche ainsi : « vu le défaut du demandeur de prouver sa déclaration, l'action est déboutée avec dépens »⁴⁴. Le jugement s'avère pour le moins expéditif, sans doute parce que le demandeur a bel et bien dépassé la période d'un an prescrit par la loi pour demander son indemnisation⁴⁵.

Les principes restrictifs peuvent engendrer de grandes injustices, comme le montrent les deux causes suivantes. En mars 1921, une chute de pierres donne la mort à Joseph Labbé 20 ans. Son père Jean Labbé, un cultivateur de Sainte-Marie de Beauce, engage la poursuite. Il est le père de 3 enfants issus de son premier mariage et de 8 enfants de son second. Le juge « déboute le demandeur de sa poursuite avec dépens. » Il mentionne que M. Labbé n'a pas prouvé que son fils constituait son principal soutien financier. Le juge favorise le plaidoyer de la défense qui stipule « que le demandeur est

⁴⁴ Alphonse-Aimé Simoneau/Asbestos Corporation Limited, no 895/56, 1929.

⁴⁵ Les statuts refondus de la province de Québec, 1925, *Loi des accidents du travail*, 9 Ed.VII. (1909), c.274, art. 26.

un cultivateur à l'aise, possédant une belle ferme et un gros roulant, et son état de fortune indique plutôt qu'il peut établir ses enfants que de dépendre sur leur aide ». Donc, en plus d'avoir perdu son fils, M. Labbé doit donc payer les dépens de l'entreprise de 443 \$. Une pièce, datée d'une peu plus d'un mois à la suite du jugement, révèle que le demandeur ne possède pas cette somme puisqu'un huissier se rend à sa demeure pour saisir ses meubles afin de régler les frais⁴⁶. Ce dossier montre bien les risques inhérents à une défaite en justice. Le prochain cas est aussi éloquent.

En avril 1924, une pierre frappe à la tête Hervey Lafrance, 28 ans, ce qui l'entraîne dans une chute mortelle à partir d'une hauteur de 50 pieds. Charles Lafrance, son père âgé de 68 ans, entreprend la requête. À la suite de deux interrogatoires, le juge Blaise Lettelier établit que le demandeur gagne environ 500 à 600 \$/année en travaillant avec son cheval « à la journée » et en coupant du bois vendu à la corde, ou en planche. Il ajoute que la défense a prouvé que la victime ne pouvait verser 25 \$ par mois à son père en raison de sa faible santé de son mode de vie oisif. Le juge conclut qu'« il est impossible de venir à la conclusion que le demandeur a prouvé que la victime de l'accident était son principal soutien, c'est-à-dire qu'il contribuait pour plus de 50 % à son soutien.⁴⁷ » La poursuite est donc rejetée et M. Lafrance doit payer les frais de cour de la défense.

4.6 LES OUVRIERS VICTIMES DE PLUSIEURS ACCIDENTS

Au cours de la période étudiée, des ouvriers accidentés présentent plus d'une requête pour des accidents différents. En raison de la dangerosité du travail dans les mines d'amiante, de telles situations peuvent survenir à plusieurs occasions. Les accidents y sont d'ailleurs si fréquents que les entreprises possèdent déjà en 1920 des documents prévus pour noter les détails sur l'accident et la victime (Figure 17 et 18).

⁴⁶ Jean Labbé/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 459/278, 1921.

⁴⁷ Charles Lafrance/Consolidated Asbestos Limited, no 617/18, 1925.

FIGURE 17
Rapport d'accident (recto), 1920

Report of Accident to an Employee.

APR 17 1920
ACCIDENT REPORT

OF CONSOLIDATED ASBESTOS LIMITED

Address _____ Street, City or Town Thetford Mines Province of Que.

1. Injured Person's Name Ernestine Tanguay #155

2. Address #10 Hebert Street, City or Town Thetford Mines Province of Que.

3. Age 30 4. Nationality French Canadian 5. Married or Single Married 6. Children 3
(Number of)

7. Occupation Miller & Sweeper 8. In whose service at time of accident? Theo. Lafrance

9. How long employed prior to accident? 1 1/2 year 10. How long on this job? 1 1/2 year

11. Did accident happen while the injured was performing a duty for which he was employed? Yes

12. General duties Miller & Sweeper

13. Rate of wages per day or hour 40¢ 14. No. of working hours per day 10 per week 60

15. Amount of wages earned during year preceding accident, or during period of employment _____

16. Average wages per week of employees in the same class of employment \$24.00

17. Place of accident Mill 18. Date April 17th., 1920 Hour 7:30 P.M.

19. Give exact location of plant, or place of business and nature of work being done at time of accident _____

20. Nature and extent of injuries Death (Mark diagram on reverse side of this report.)

21. Probable length of disability _____

22. Name and address of doctor, if any, who attended Dr. J. A. Marceau

23. Where taken after accident, if hospital, give name and location? _____

24. Has injured person returned to work? _____ If so, when? _____

25. Name and address of foreman or superintendent Theo. Lafrance Thetford Mines, Que.

26. Give names and addresses of all witnesses.

<u>Irene St. Pierre</u>	<u>"</u>	<u>"</u>
<small>Name</small>	<small>"</small>	<small>Address</small>
<u>"</u>	<u>"</u>	<u>"</u>
<small>Name</small>	<small>"</small>	<small>Address</small>

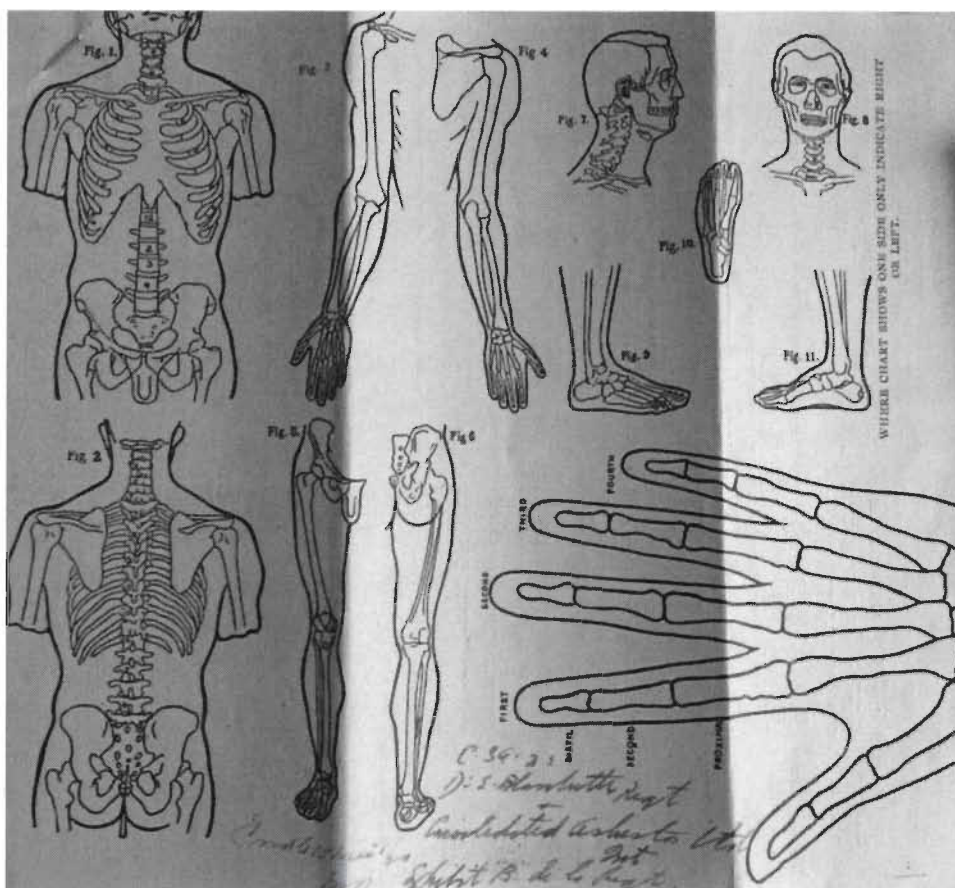
27. Describe fully how accident occurred, mention the part of plant, works, machinery, tools, or other matter or thing connected with the accident. Whilst placing a belt upon a running pulley, the coat of defense in some way got caught causing ^{him} to be thrown around the shaft in a manner that the machinery could be stopped ~~before~~ he received injuries that caused his death.

28. What statement, if any, did injured make at time of accident? None

Date of this report April 19th., 1920 Signed by Thomas Rodin Manager

Source: BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Exilia Blanchette/Consolidated Asbestos Limited, no. 397, 1920.

FIGURE 18
Rapport d'accident (verso), 1920



Source: BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Exilia Blanchette/Consolidated Asbestos Limited, no. 397, 1920.

Dans notre corpus, nous retrouvons neuf hommes qui poursuivent à deux reprises et deux autres à trois reprises. Joseph Aubin poursuit trois fois à la suite d'accidents distincts. L'autre demandeur, présent à trois reprises, poursuit deux fois en raison d'accidents différents, puis une troisième fois en qualité de tuteur de son fils mineur. Un autre poursuit une première fois pour un accident dont il fut victime et une seconde fois afin de représenter son fils⁴⁸. Rappelons qu'il s'agit ici exclusivement des poursuites

⁴⁸ Nous supposons qu'il s'agit du même ouvrier lorsque nous retrouvons le même nom et prénom. **Ernest Aubain**/Asbestos Corporation Limited, no 733/311, 1926; **Ernest Aubain**/Kearby & Mattison Co., no 860/185, 1927; **Joseph Aubin**/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 631, 1925; **Joseph Aubin**/Fraser Brace Engineering Co. Limited, no 61, 1926; **Joseph Aubin**/Johnson's Company, no 270, 1927; **Joseph Auclair**/Asbestos Corporation of Canada limited, no 658, 1925; **Joseph Auclair**/Asbestos

répertoriées. Dans les faits, les ouvriers subissent davantage d'accidents, puisque notre corpus ne comprend pas les indemnités sans incapacité permanente. De plus, les accidents qui ont provoqué uniquement une incapacité totale et temporaire ne figurent pas au corpus lorsque l'entreprise a versé le demi-salaire de l'ouvrier. Puis, il est plus que probable que des dossiers ne se trouvent pas dans les fonds d'archives, que des accidents ne soient pas déclarés et que plusieurs causes se règlent hors cour.

Dans l'industrie de l'amiante, il est très rare qu'un mineur ne soit victime d'aucune blessure. Nos sources ne nous permettent pas de nous prononcer sur le nombre d'accidents subis en moyenne par les ouvriers sur une décade. Le contenu des dossiers limite également une approche longitudinale approfondie en raison des lacunes des dossiers. En revanche, certains dossiers contiennent tous les renseignements pour chacun des accidents. Ils contiennent donc suffisamment d'informations pour éclairer les expériences vécues.

Voyons de plus près. Joseph Aubin est âgé de 33 ans lorsqu'il est victime d'un accident le 4 octobre 1924. Il reçoit une indemnisation de 1 952 \$ pour une incapacité permanente de 25 %. L'année suivante, en novembre 1925, il se blesse au bras et à l'épaule gauche. On lui donne 746 \$ en guise d'indemnisation. Puis, en juillet 1927, à l'âge de 36 ans, il est victime d'un autre accident. Cette fois, il se fait écraser le pied par une benne de 2 500 livres. Il demeure 150 jours dans l'incapacité totale de travailler. Il

Corporation limited, no 843/131, 1928; **Gédéon Beaulieu**/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 571/120, 1924; **Gédéon Beaulieu**/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 671/16, 1926; **Ovide Lessard**/The Pennington Asbestos Co., no 133, 1921; **Ovide Lessard**/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 594/245, 1924; **Ovide Lessard**/Asbestos Corporation Limited, no 807, 1927; **Napoléon Doyon**/Consolidated Asbestos Limited, no 410, 1920; **Napoléon Doyon**/Asbestos Corporation Limited, no 746, 1927; **Omer Landry**/Federal Asbestos Company, no 597/264, 1924; **Omer Landry**/Asbestos Corporation Limited, no 902, 1929; **Aimé Lessard**/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 678, 1926; **Aimé Lessard**/Johnson's Company, no 763, 1927; **Ernest Lessard**/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 724/217, 1923; **Ernest Lessard**/Asbestos Corporation Limited, no 745, 1927; **Lionel Lessard**/Federal Asbestos Company, no 552, 1923; **Lionel Lessard**/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 686, 1926; **Joseph Saint-Laurent**/Asbestos Foundry Co., no 567/77, 1924; **Joseph Saint-Laurent**/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 609/343, 1924.

réclame alors la somme de 2 248 \$ pour une incapacité qu'il évalue à 25 %⁴⁹. Ainsi, M. Aubin fut victime de trois accidents en trois ans. De plus, en raison du montant qu'il retire en guise d'indemnisation, la diminution de sa capacité de travail semble significative dans chacun de ces accidents. Puis, pour le troisième accident, supposons qu'il reçoive 50 % de sa demande, le montant perçu représenterait tout de même une somme qui est généralement accordée lors d'incapacité permanente non négligeable.

Ernest Aubain, pour sa part, subit deux accidents en deux ans. Lors du premier, à l'âge de 21 ans, il se blesse à la hanche en raison d'une chute depuis une hauteur de 10 pieds en novembre 1925. On lui reconnaît alors une incapacité de 10 % et il reçoit la somme de 900 \$. Deux ans plus tard, une benne lui écrase les jambes. Cette fois, l'entreprise consent à lui verser la somme de 1 000 \$ pour son incapacité, en plus des frais de médecins de 140 \$⁵⁰. Le parcours de ces travailleurs illustre qu'en plus de devoir composer avec un environnement qui engendre de graves blessures, ils sont victimes de plusieurs accidents au cours de leur carrière.

CONCLUSION

En somme, l'analyse des plaidoyers de la défense révèle que dans nombre de cas, les procès pour accident du travail engendrent de grands débats en cour, surtout lorsque la faute de l'entreprise est évoquée. Dans les procès les plus complexes, la défense rejette presque toutes les allégations des demandeurs. Dans la seconde partie de leurs plaidoyers, elles cherchent systématiquement à réduire le montant à payer ou encore à nier leurs responsabilités. Les procédés des entreprises cherchent à réduire le pourcentage d'incapacité au travail. Dans plusieurs cas, la défense évoque les principes

⁴⁹ BANQ-CMCDQ, TP11, S11, SS2, SSS1, Joseph Aubin/Asbestos Corporation of Canada Limited, no 631, 1925; Joseph Aubin/Fraser Brace Limited, no 61, 1926; Joseph Aubin/Johnson's Company, no 270, 1927.

⁵⁰ Ernest Aubain/Asbestos Corporation Limited, no 733/311, 1926; Ernest Aubain/Keasby & Mattison Co., no 860/185, 1927.

restrictifs de la loi de 1909. Dans nos dossiers, les avocats de la défense utilisent ainsi à plusieurs reprises l'article concernant l'âge légal des victimes. Ils mentionnent aussi maintes fois l'article sur le salaire annuel maximum. Puis, nous retrouvons des mentions au passage sur les demandeurs admissibles, lorsque la poursuite est soumise par une personne autre que la victime elle-même.

Dans d'autres cas, le plaidoyer de la défense s'en prendra à l'intégrité des allégations du demandeur. Les raisons couramment évoquées par la défense : l'ouvrier quitte l'emploi en raison d'un conflit et non à la suite d'un accident ; le demandeur ne souffre d'aucune incapacité, car il a repris le travail au même salaire sans montrer de faiblesse ; l'employé ne veut faire aucun effort pour améliorer sa situation ; il chôme par choix... D'autres entreprises nient leur responsabilité en soulignant que l'incapacité mentionnée résulte soit d'une faiblesse ou d'un accident antérieur ou, enfin, que l'entreprise n'avait aucun contrôle sur le travail de l'ouvrier, car il était employé par un sous-traitant.

Dans certains procès, la défense dépose une motion afin d'exiger des précisions sur les dates, les événements ou les faits mentionnés dans la requête. Ces motions sont aussi utilisées par la défense pour établir les montants que l'entreprise accepte de verser en guise d'indemnisation lors d'un manque de renseignements ou pour amener le demandeur à contredire ses allégations. Si les demandeurs mettent de l'avant la faute de l'entreprise, la défense demande que la partie demanderesse fournisse une panoplie de détails sur les allégations de la requête. D'ailleurs lorsque la poursuite invoque la faute de l'entreprise en tant que cause de l'accident, la défense fait généralement de même et indique que l'accident résulte de la faute de l'ouvrier. Malgré la difficulté de prouver la faute, des demandeurs choisissent de poursuivre en vertu de la responsabilité civile. Aucune poursuite de notre corpus en vertu du Code civil ne se termine par une victoire du demandeur.

Il reste toutefois difficile de se prononcer sur la fréquence d'utilisation de ces principes. Des demandeurs abandonnent sans doute leur poursuite ou acceptent un consentement, lorsqu'ils réalisent qu'ils perdront le procès, comme nous l'avons évoqué. Le refus d'indemnisation fondé sur le fait que la victime ne constituait pas le principal soutien du demandeur s'avère le principe restrictif le plus fréquemment retenu par les juges. Il engendre d'ailleurs les plus grandes injustices rencontrées.

Pour d'autres réclamants, la loi sur les accidents du travail de 1909 est moins mesquine. Dans l'industrie de l'amiante, les ouvriers sont nécessairement victimes de plusieurs accidents durant leur carrière en raison de l'environnement hostile. Toutefois, notre corpus contient seulement une partie des accidents survenus dans le district d'Arthabaska. Les accidents mineurs sont d'emblée exclus par la loi des accidents du travail. De plus, des ouvriers, dont on ne peut établir le nombre, sont sûrement indemnisés par des ententes hors cour. Toutefois, nous retrouvons des ouvriers blessés à quelques reprises au cours de la décennie étudiée. L'approche longitudinale démontre l'importance de la loi de 1909, puisque plusieurs ouvriers retirent des sommes considérables en quelques années, ce qui leur a assuré du moins un revenu minimum.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Dans ce mémoire, nous avons analysé les poursuites pour accidents du travail intentées en vertu de la loi de 1909 et soumises à l'attention de la Cour supérieure du district d'Arthabaska de 1920 à 1929. Nous avons examiné successivement les acteurs des poursuites pour accidents du travail, les grandes causes d'accidents et la nature des blessures déclarées par les ouvriers, et ultimement, les modalités de mise en œuvre de la loi de 1909.

Les renseignements contenus dans ces archives judiciaires ont permis de dresser un portrait des acteurs en présence. Notre recherche indique que la majorité des poursuites sont intentées par les victimes d'accident elles-mêmes ou – lorsqu'il y a mort d'homme ou qu'il s'agit de personnes mineures – par des pères, des mères, des épouses ou des tuteurs. Notre corpus ne contient aucune poursuite consécutive à un accident survenu à une femme. Néanmoins, elles figurent à plusieurs reprises en tant que demanderesses. Les accidents de travail touchent particulièrement les jeunes hommes, notamment ceux dont l'âge se situe autour de 20 ans. La majorité des ouvriers accidentés habitent tout près de leur lieu de travail.

Au cours des années 1920, 222 poursuites (soit 87 % de notre corpus) sont engagées contre 13 entreprises minières distinctes. Les autres concernent des entreprises incorporées de Drummondville, de Victoriaville et de quelques petites agglomérations de la zone des Bois-Francs. En dehors des mines, ce sont les manufactures de meubles, de textile et les chantiers de construction qui présentent le plus grand nombre

d'accidents de travail déclarés. Les salaires perçus par les travailleurs de notre corpus montrent que les revenus ouvriers varient considérablement selon les secteurs industriels et, compte tenu des activités représentées, des localités. Ceux des villes manufacturières gagnent en général la moitié moins que les mineurs de l'amiante. Les salaires les plus élevés sont le lot des mineurs de fond, les métiers les plus dangereux, tandis que les plus faibles sont reçus par les apprentis ébénistes de Victoriaville et les jeunes ouvriers de la construction de Drummondville. Plusieurs médecins pratiquent dans ces villes industrielles. Dans la seule ville de Thetford Mines, les ouvriers ont accès à six médecins.

Dans le district d'Arthabaska, l'industrie de l'amiante est de loin la plus meurtrière et la plus susceptible de causer des accidents. Malgré certaines innovations mises en œuvre au cours de la période à l'étude, dont l'électrification. Il n'en reste pas moins que les techniques d'exploitation primitives, encore utilisées à grande échelle, engendrent bon nombre d'événements dramatiques. Les chutes de pierres et le fonctionnement des câbles-grues sont responsables d'environ la moitié des accidents de travail. Aussi n'est-il pas étonnant que le travail des mineurs de fond soit le plus à risques. D'autres corps de métiers parmi les mineurs (comme les serre-freins, les « huileurs » de machinerie, les « drillers », etc.) ne sont pas en reste.

La loi de 1909 prévoit deux catégories d'indemnisation. La première, l'indemnisation pour incapacité totale et temporaire, couvre les jours où l'ouvrier demeure incapable de travailler. La seconde, l'indemnisation pour incapacité partielle et permanente, est attribuée pour la réduction de la capacité au travail dont l'ouvrier souffre et souffrira dans le futur. Outre ces deux catégories d'indemnisation, le système québécois prévoit un autre type de recours. Les demandeurs sont en droit de poursuivre les entreprises en vertu des articles 1053 et 1054 du Code civil pour la totalité des dommages physiques et moraux engendrés par l'accident.

Dans plusieurs situations les entreprises refusent de payer l'indemnisation pour les jours de travail manqués en raison de l'accident (incapacité totale et temporaire), ou elles cessent les paiements avant que l'ouvrier soit apte à effectuer un retour au travail. Certains ouvriers prévoient le coup, et n'attendent pas que leur état de santé se soit stabilisé avant d'intenter des poursuites en vue de recevoir un demi-salaire.

D'autres ouvriers attendent que l'incapacité totale se transforme en incapacité partielle et permanente même lorsque l'entreprise a interrompu les paiements. En d'autres occasions, l'entreprise refuse simplement le versement de toutes sommes depuis le jour de l'accident. Malheureusement, il s'avère difficile de se prononcer sur la fréquence des refus d'indemnisation. D'autres circonstances font en sorte que les familles demeurent sans salaire pendant quelque temps. Notre recherche démontre que lors du décès du chef de famille, les femmes qui poursuivent rapidement attendent deux semaines et d'autres laissent s'écouler 2 à 3 mois. La plupart du temps, la femme poursuit l'entreprise moins d'un mois après la mort de son mari. D'ailleurs, ces poursuites se règlent souvent le même jour que la présentation de la cause pour la somme de 3050 \$, soit le montant maximum en vertu de la loi.

L'analyse de la seconde catégorie d'indemnisation, soit celle pour la réduction permanente de la capacité de travail, révèle que la loi de 1909 favorise le règlement de la cause par un consentement ou une entente au tribunal. La loi indique clairement que les juges doivent favoriser une entente entre les parties et c'est également ce que montre l'étude des dossiers judiciaires. Avant même de se présenter en cour, un représentant visite l'ouvrier pour lui offrir un montant qui parfois diffère grandement de celui demandé par la victime lorsqu'un procès est ensuite entamé, en cas d'échec de ces négociations informelles. D'ailleurs, 105 cas sur 258 contiennent des pièces qui suggèrent que les parties se présentent en cour pour une entente au tribunal. Dans ces cas, le juge inscrit sur la requête même «jugement suivant le consentement». Notre

recherche a démontré qu'indépendamment de l'issue, les ouvriers reçoivent toujours un montant moindre que celui demandé au départ. D'ailleurs, les ouvriers reçoivent sensiblement le même pourcentage du montant voulu, que la cause se règle par un consentement ou encore par un jugement formel.

Plusieurs facteurs expliquent cette réduction de la somme demandée. Les ouvriers poursuivent pour une somme élevée puisqu'ils incluent dans leur requête l'évaluation médicale leur étant la plus favorable. Ensuite, certains ouvriers rencontrent des complications lors des procès. Néanmoins, ce qui réduit principalement le montant perçu est l'application des principes forfaitaires. Prouver que la blessure déclarée réduit la capacité au travail constitue le plus grand défi pour les ouvriers. Ce principe fait en sorte que dans certains cas les ouvriers reçoivent des sommes dérisoires et même symboliques. En effet, dans plusieurs cas, les entreprises favorisent un consentement ou une entente au tribunal pour un montant minimum afin d'acheter la paix. Puis, les juges préfèrent aussi octroyer une maigre indemnisation au lieu de renvoyer la poursuite. La loi fournit donc un cadre qui oblige les entreprises à s'asseoir avec les demandeurs pour négocier sans verser une grosse somme.

L'analyse des montants perçus pour différentes blessures indique que les limites imposées aux indemnisations pour incapacité partielle et permanente réduisent la couverture fournie par la loi lorsque les ouvriers souffrent d'une sérieuse réduction de leur capacité de travail. Ceci s'avère particulièrement juste lorsque de jeunes hommes subissent une amputation. Ainsi, la loi de 1909 couvre plus adéquatement les incapacités partielle et permanente mineures. De plus, l'analyse des montants versés pour des incapacités aux membres inférieurs et supérieurs démontre que le traitement des accidents au cas par cas engendre de grandes disparités entre les montants perçus pour des blessures similaires.

Même si la loi sur les accidents du travail de 1909 favorise les ententes entre les parties, certains cas engendrent des débats soutenus devant le tribunal. La technique communément utilisée par les avocats de la défense consiste à prétendre que le demandeur souffre d'une incapacité moindre que celle indiquée dans la requête. Cette technique est utilisée afin de diminuer le montant à verser pour l'incapacité partielle et permanente résultant de l'accident. Ensuite, la seconde technique en importance consiste à utiliser les divers principes restrictifs contenus dans la loi sur les accidents du travail. La défense peut mentionner que l'ouvrier n'a pas atteint l'âge légal pour tenter une poursuite, ou qu'il gagne un salaire trop élevé pour se qualifier, ou encore que l'ouvrier a provoqué l'accident volontairement. Parallèlement, à la suite d'un décès, la défense tente de faire valoir que la victime ne constituait pas le principal soutien du demandeur. Puis, dans le même but, la défense peut mettre en doute, bien entendu, les allégations du demandeur quant aux événements en cause. Toutefois, lorsque les parties soutiennent une version des faits différente, les juges favorisent celle du demandeur, sans pour autant le compenser généreusement.

D'ailleurs, dans plusieurs cas, lorsque les demandeurs indiquent que l'entreprise a commis une faute, la défense rétorque que l'accident découle plutôt de la faute de l'ouvrier, puisqu'un passage de la loi de 1909 permet de disqualifier l'ouvrier qui aurait intentionnellement causé l'accident. Toutefois, aucun ouvrier ne se voit refuser une indemnisation pour un accident survenu par sa faute. Les ouvriers, de leur côté, mettent de l'avant la faute de l'entreprise, principalement lors des chutes de pierres ou en raison d'une absence de protection sur des pièces de machinerie. Les juges retiennent la faute inexcusable contre l'entreprise dans seulement deux cas sur les 24 dossiers où la faute de l'entreprise est plaidée. Ces deux poursuites sont soumises par des femmes pour la mort de leur mari décédé à la suite d'une chute de pierres. Dans les deux cas, les demanderesses affichent une grande précarité et ont plusieurs enfants à charge. Plusieurs

conditions doivent donc être réunies pour que les juges retiennent la faute inexcusable contre l'entreprise. Ainsi, la faute inexcusable n'a pas été souvent retenue par les juges comme motif de jugement.

La faute inexcusable s'avère une particularité de la loi québécoise, tout comme le droit de poursuivre pour la totalité des dommages encourus. Toutefois, la difficulté de prouver la faute inexcusable commise par l'entreprise fait en sorte que peu de demandeurs se prévalent de ce recours. Dans notre corpus, les sept demandeurs qui poursuivent en vertu de la responsabilité civile le font en raison du fait qu'ils ne pouvaient se prévaloir des modalités de la loi d'accidents du travail de 1909. Or, aucune poursuite en vertu des articles 1053 et 1054 du Code civil ne se termine par une victoire des ouvriers ou de leurs représentants.

Parallèlement, si la faute inexcusable est rarement retenue contre les entreprises tant en vertu de la loi sur les accidents du travail qu'en vertu de la responsabilité civile, les principes restrictifs sont également peu utilisés contre les travailleurs. Seulement trois demandeurs essuient un refus total. Ainsi, l'étude de l'application concrète de la loi démontre que les juges refusent rarement d'indemniser les travailleurs. D'un autre côté, les juges ne condamnent presque jamais les employeurs à indemniser les travailleurs pour la totalité des dommages encourus, tous comme ils retiennent rarement la faute inexcusable contre les entreprises, probablement afin de limiter le fardeau que pourraient constituer, pour les entreprises, les accidents.

Nous croyons que les ouvriers sont victimes de bien plus d'accidents que ce dont notre étude fait état. Certains cas se règlent nécessairement par une entente à l'amiable, sans visite en cour. Ensuite, plusieurs accidents qui ont seulement fait en sorte que l'ouvrier manque des journées au travail sans occasionner d'incapacité permanente n'engendrent pas de poursuites. Puis, plusieurs dossiers ont probablement été perdus ou

non conservés. Rappelons que la loi exclut d'emblée les accidents mineurs puisque pour recevoir une indemnisation, l'ouvrier doit souffrir d'une incapacité pendant plus de 7 jours. Enfin, l'hostilité de l'environnement de travail dans les mines d'amiante et la nature du travail effectué fait en sorte que les ouvriers subissent nécessairement plusieurs accidents au cours de leur carrière.

L'industrie de l'amiante s'avère si dangereuse qu'à l'époque étudiée, les villes de l'amiante comme Thetford Mines devaient compter un nombre impressionnant d'hommes blessés et invalides. Puisque les accidents du travail ont reçu peu d'attention des chercheurs, nous ne pouvons effectuer des comparaisons avec d'autres secteurs d'activité hostiles à la vie humaine comme la construction des chemins de fer, les grands chantiers ou encore l'industrie forestière. Toutefois, nous croyons qu'à l'époque étudiée, l'industrie de l'amiante est probablement l'un des secteurs qui engendrent le plus d'accidents dans la province de Québec. D'ailleurs, durant les années 1920, l'industrie minière est synonyme de l'industrie de l'amiante, puisque la grande majorité des mineurs de la province œuvrent dans ce domaine.

La loi de 1909 représente un jalon important dans l'histoire de la prise en charge des accidents de travail. Si elle fait appel au moyen privilégié de régulation sociale en régime libéral, soit l'arbitrage par les tribunaux des conflits sociaux de toutes sortes, elle innove néanmoins avec l'introduction du principe d'indemnisation sans égard à la faute. Ses ratés, par contre, donneront lieu assez rapidement à la mise sur pied d'une administration proprement étatique des accidents de travail, notamment au moyen de la Commission des accidents de travail (1928) et de l'établissement d'une assurance publique collective (1931).

BIBLIOGRAPHIE

Législations

Acte des manufactures de Québec. 48 Vict. (1885), c. 32.

Loi des établissements industriels de Québec. 57 Vict. (1894), c. 30.

Loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et la réparation des dommages qui en résultent. 9 Ed. VII. (1909), c. 66.

Loi des accidents du travail. 16 Geo. V. (1926), c. 32.

Loi des accidents du travail. 18 Geo. V. (1928), c. 79.

Loi de la commission des accidents du travail. 18 Geo. V. (1928), c. 80.

Loi des accidents du travail. 21 Geo. V. (1930-1931), c. 100.

Statuts refondus

Statuts refondus de la province de Québec, 1888.

Statuts refondus de la province de Québec, 1894.

Statuts refondus de la province de Québec, 1909.

Statuts refondus de la province de Québec, 1925.

Sources manuscrites

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, Centre d'archives de la Mauricie et du Centre-du-Québec (Trois-Rivières). Cour supérieure du district d'Arthabaska (TP11, S11), matières civiles en général (SS2), plunitifs 1920 à 1929.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, Centre d'archives de la Mauricie et du Centre-du-Québec (Trois-Rivières). Cour supérieure du district

d'Arthabaska (TP11, S11), matières civiles en général (SS2), dossiers (SSS1) 1920 à 1929.

MINISTÈRE DE LA COLONISATION DES MINES ET DES PÊCHERIES. Service des mines, *Rapport sur les opérations minières dans la province de Québec*, rapport durant l'année 1919 à 1928. Québec L.A. Proulx.

Divers

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE D'ÉTUDES QUÉBÉCOISES. Centre-du-Québec : base de données en histoire régionale [En ligne], <http://cdq.cieq.ca> (Page consultée le 22 novembre 2016).

KOLISH, Evelyn. *Guide des archives judiciaires*, 2000. 102 p.

Études d'époque

C. ADAMS. *Thetford Mines, historique et biographies : publiés à l'occasion des fêtes 12, 13 et 14 mai 1929*. Le "Mégantic", 1929. 310 p.

EASTMAN, Crystal. *Work-Accidents and the Law*. New York, Charities Publication, 1910. 335 p.

LAMOTHE, J-C. *Responsabilité du patron dans les accidents du travail*. Montréal, Carswell, 1905. 209 p.

WALTON, Frederick Parker. *The New Laws of Employers' Liability in England and France and Their Bearing on the Law of the Province of Quebec*. Montreal, C. Theoret, 1900. 67 p.

Études

ALDRICH, Mark. *Safety First: Technology, Labor, and Business in the Building of American Work Safety, 1870-1939*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997. 415 p.

ARMSTRONG, Robert. « L'industrie de l'amiante au Québec, 1878-1929 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, no 2, 1979. p 187-195.

ASHER, Robert. « Radicalism and Reform : State Insurance of Workmen's Compensation in Minnesota, 1910-1933 ». *Labor History*, 2001. p 20-41.

- BABCOCK, Robert H. « Blood on the Factory Floor: The Workers' Compensation Movement in Canada and the United States ». Raymond B. Blake et Jeffrey A. Keshen, dir. *Social Fabric or Patchwork Quilt: The Development of Social Policy in Canada: Historical Readings*. Toronto, Copp Clark, 1990. p 45-58.
- BELLAVANCE, Claude. *Shawinigan Water and Power, 1898-1963 : formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*. Boréal, 1994. 446 p.
- BELLAVANCE, Claude, Yvan Rousseau et Jean Roy, dir. *Histoire du Centre-du-Québec*. Les Presses de l'Université Laval, 2013, 1021 p. (Coll. « Les régions du Québec »)
- BOUFFARD, Denyse. *La petite histoire de la ville de Thetford Mines*. Les éditions histoire Québec, Société de généalogie et d'histoire du Québec, 2008. 138 p.
- CALDWELL, Gary. « Les industriels francophones : Victoriaville au début du siècle ». *Recherches sociographiques*, vol. 24, no 1, 1983. p 9-31.
- CHARTIER, Roger. « Les indemnités pour accidents du travail, les bureaux de placement gratuits et la première guerre mondiale (1909-1918) ». *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 17, no 3, 1962. p 287-303.
- COPP, Terry. *Classe ouvrière et pauvreté : les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929*. Montréal, Boréal Express, 1978. 213 p.
- CÔTÉ, André C. « L'Acte des manufactures de Québec, 1885 : un centenaire ». *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 40, no 3, 1985. p 623-628.
- DICKINSON, John A. « La législation et les travailleurs québécois, 1894-1914 ». *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 41, no 2, 1986. p 357-381.
- DIONNE, Jean-Claude. « Documents pour l'étude des expositions et musées pour la prévention des accidents et des maladies du travail au Québec au début du siècle ». *Labour/Le Travail*, vol. 40, automne 1997. p 199-211.
- EWALD, François. *Histoire de l'État providence : les origines de la solidarité*. Paris, Librairie générale française, 1996. 317 p.
- FAHRNI, Magda. « «La lutte contre l'accident» : risque et accidents dans un contexte de modernité industrielle ». David Niget et Martin Petitclerc, dir. *Pour une histoire du risque : Québec, France, Belgique*. Québec-Rennes, Presses de l'Université du Québec-Presses de l'Université de Rennes, 2012. p 181-202.

- FISHBACK, Price V. et Shawn E. KANTOR. *A Prelude to the Welfare State: The Origins of Workers' Compensation*. The University of Chicago Press, 2000. 316 p.
- FORTIER, Clément. *Black Lake : Lac d'amiante*. 1882-1982, S.l. : s.n., 1983. 345 p.
- FUDGE, Judy et Eric TUCKER. « Pluralism or Fragmentation? The Twentieth-Century Employment Law Regime in Canada ». *Labour/Le Travail*, vol. 46, Automne 2000. p 251–306.
- GAUDREAU, Guy. « Le témoignage fictif d'Oscar Bougie ou réflexions sur les accidents, suspensions et maladies à la mine Lake Shore de Kirkland Lake ». *Revue du Nouvel-Ontario*, no 33, 2008. p 41-68.
- GOULET, Denis, et Robert Gagnon. *Histoire de la médecine au Québec : 1800-2000, De l'art de soigner à la science de guérir*. Septentrion, 2014. 450 p.
- GUEST, Dennis. *The Emergence of Social Security in Canada*. Vancouver, University of British Columbia Press, 1980. 268 p.
- HENNOCK, E.P. *The Origin of the Welfare State in England and Germany, 1850-1914: Social Policies Compared*. Cambridge, Cambridge University Press, 2007. 381 p.
- HIGGENS-EVENSON, Rudy R. « From Industrial Police to Workmen's Compensation: Public Policy and Industrial Accident in New York, 1880-1910 ». *Labor History*, vol. 38, no 4, 1998. p 365-380.
- HUGHES, Everett C. *Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada français*. Préface et traduction de Jean-Charles Falardeau, Montréal, Boréal Express, 1972. 390 p.
- JENNISSON, Theresa. « The Development of The Workmen's Compensation Act of Ontario: 1914 ». *Canadian journal of social work education*, vol. 7, iss:1, 1981. p 55-71.
- KESTEMAN, Jean-Pierre, Diane SAINT-PIERRE et Peter SOUTHAM. *Histoire des Cantons de l'Est*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1998. 829 p. (Coll. « Les régions du Québec »)
- KOSTAL, R.W. « Legal Justice, Social Justice: An Incursion into the Social History of Work-Related Accident Law in Ontario, 1860-86 ». *Law and History Review*, vol. 6, no 1, 1988. p 1-24.
- LAMPRON, Réjean et Marc Cantin. *Asbestos : filons d'histoire, 1899-1999*. Asbestos, Centenaire de la ville d'Asbestos, 1999. 413 p.

- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT. *Histoire du Québec contemporain : de la Confédération à la crise, 1867-1929*. Montréal, Boréal Express, 1979. 758 p.
- LIPPEL, Katherine. « Le droit des accidentés du travail à une indemnité : analyse historique et critique, 1875 à 1985 ». Mémoire de maîtrise, développement du droit québécois en matière d'accidents du travail, Université du Québec à Montréal, Montréal, Thémis, 1986. 269 p.
- PAQUETTE, Pierre. « Industries et politiques minières au Québec, une analyse économique 1896-1975 » *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, no 4, 1984. p 573-602.
- PAVALKO, Eliza P. « State Timing of Policy Adoption: Workmen's Compensation in the United States, 1909-1929 ». *American Journal of Sociology*, vol. 95, no 3, 1989. p 592-615.
- PELLETIER, Michel et Yves VAILLANCOURT. *Les politiques sociales et les travailleurs: 1900- 1929*. S.l. : s.n, 1974. 132 p.
- PETITCLERC, Martin. « La construction du problème social de la maladie dans le Québec des années 1930 ». Marcelo OTero et Shirley Roy, dir. *Qu'est-ce qu'un problème social aujourd'hui : repenser la non-conformité*. Montréal, Presses universitaires du Québec, 2012. p 229-248.
- PETITCLERC, Martin. « L'État-providence, la société du risque et les fondements de la communauté politique ». David Niget et Martin Petitclerc, dir. *Pour une histoire du risque : Québec, France, Belgique*. Québec-Rennes, Presses de l'Université du Québec-Presses de l'Université de Rennes, 2012. p 204-224.
- PIVA, Michael J. « The Workmen's Compensation Movement in Ontario ». *Ontario History*, vol. 67, no 1, 1975. p 39-56.
- PRÉMONT, Marie-Claude et Maurice TANCELIN. « L'indemnisation des victimes d'accident du travail : une histoire de contre-courants ». *Les Cahiers de droit*, vol. 39, no 2-3, 1998. p 233-260.
- RISK, R.C.B. « This Nuisance of Litigation': The Origins of Workers' Compensation in Ontario ». David H. Flaherty, dir. *History of Canadian Law, volume II*. Toronto, University of Toronto Press, 1983. p 418-490.
- ROUSSEAU, Manon. « La mécanisation et l'organisation du travail dans les mines de l'INCO, 1886-1930 ». Mémoire de spécialisation en histoire, Université Laurentienne, 1996. 76 p.

- ROUSSEAU, Yvan. « Le commerce de l'infortune : les premiers régimes d'assurance maladie au Québec 1880-1939 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no 2, 2004. p 153-186.
- STRITCH, Andrew. « Power Resources, Institutions and Policy Learning: The Origins of Workers' Compensation in Quebec ». *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 38, no 3, 2000. p 549-579.
- SYLVESTRE, Javier. « Improving Workplace Safety in the Ontario Manufacturing Industry, 1914–1939 ». *Business History Review*, vol. 84, automne 2010. p 527–550.
- TUCKER, Eric. *Administering Danger in the Workplace: The Law and Politics of Occupational Health and Safety Regulation in Ontario: 1850-1914*. Toronto, University of Toronto Press, 1990. 301 p.
- TUCKER, Eric. « Making the Workplace 'Safe' in Capitalism: The Enforcement of Factory Legislation in Nineteenth-Century Ontario ». *Labour/ Le Travail*, vol. 21, printemps 1988. p 45-85.
- TUCKER, Eric. « The Law of Employer's Liability in Ontario 1861-1900: The Search for a Theory ». *Osgoode Hall Law Journal*, vol. 22, no 2, 1984. p 213-280.
- WITT, John Fabian. *The Accidental Republic: Crippled Workingmen, Destitute Widows, and the Remaking of American Law*. Cambridge, Harvard University Press, 2004. 311 p.
- WITT, John Fabian. « The Transformation of Work and the Law of Workplace Accidents, 1842-1910 ». *The Yale Law Journal*, vol. 107, no 5, 1998. p 1467-1502.